



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT NARRATIF FINAL

PERIODE DU RAPPORT : 01/01/2020 AU 31/06/2023

Titre du Projet : ESPASK - Ensemble pour la Sécurité et la Paix au Sud Kivu Numéro de référence du projet au MPTF :	Province : Sud-Kivu Zone prioritaire ISSSS : 1 &2 Pilier(s) ISSSS : Dialogue Démocratique, Sécurité, RSA, FPS
Entités participantes de l'ONU Liste des entités ayant perçu des fonds directement du Bureau MPTF dans le cadre du Projet : Cordaid	Partenaires d'exécution VNGI, GASAP, CDJP, SOFIBEF
Budget total du Programme (en US\$) : 2 808 000 Budget pour le partenaire d'exécution : 2 600 000 Budget pour l'agent de gestion 8% (PNUNOs) : 208 000	Durée du Programme Durée totale : <i>(en mois)</i> 30 mois + 3 mois NCE Date de démarrage : <i>(jour/mois/année)</i> 01/10/2020 Date de fin : <i>(jour/mois/année)</i> 31/06/2023
Contact projet: Lead Manager : Jérémie Kaomba Lugali / <i>(ne plus avec Cordaid)</i> Lead M&E Advisor: Emmanuel Alimasi : eak@cordaid.org	Rapport soumis/Consolidé par Nom : Lisette Ridja – van 't Klooster lkl@cordaid.org

3P	: Proximité - Partenariat- Prevention
3R	: Respect des droits Humains- Redevabilité- Résolution des Problèmes
AJEDIKA	: Association Des Jeunes Pour le Développement de Kalundu
CCI	: Cadre de Concertation Intercommunautaire
CCRCC	: Commission Consultative pour la Résolution des Conflits Coutumiers
CDG	: Comité de Développement du Groupement
CDJP	: Commission Diocésaine Justice et Paix
CLD	: Comité Local de Développement
CLSP	: Comité Local de Sécurité de Proximité
ESPASK	: Ensemble pour la Sécurité et la Paix au Sud Kivu
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FARDC	: Forces Armées de la République démocratique du Congo
FCS	: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
GASAP	: Groupe d'Action Agro-Pastorale
ISSSS	: Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation pour l'est de la RDC
OSC	: Organisation de la Société Civile
PAS	: Plan d'Action de Sécurité
PDL	: Plan de Développement Local
PNC	: Police National Congolaise
RBF	: Financement basé sur la performance
SOFIBEF	: Solidarité Des Femmes de Fizi pour le bien-Etre Familial
STAREC	: Stabilisation et Reconstruction des Zones Sortant des Conflits armés
SWOT	: Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats / Forces, Faibles, Opportunités et Menaces
UAS	: Unité d'appui à la Stabilisation de la MONUSCO
VNGI	: Vereniging van Nederlandse Gemeenten International

Points saillants du projet

Ce présent rapport brosse succinctement et analyse les progrès effectués par le projet Ensemble pour la Sécurité et la Paix au Sud-Kivu « ESPASK », financé à la hauteur de 2600 000 USD par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation et exécuté en consortium de cinq organisations dont : VNGI, GASAP, CDJP, SOFIBEF, CORDAID le lead, pour une période allant du 01 Octobre 2020 au 31 Mai 2023, soit une durée globale de 32 mois de mise en œuvre ; ce projet *visais de manière globale à améliorer la gouvernance locale inclusive et participative contribuant à la réduction de l'ampleur et de l'incidence des conflits de pouvoir coutumier*. ; D'une manière spécifique, le projet était aussi aligné à la stratégie ISSSS afin de contribuer de manière spécifique à la stabilisation en promouvant et en améliorant la sécurité, la gouvernance et la cohésion sociale dans le Territoire d'UVIRA, le projet avait ciblé trois entités prioritaires dont la chefferie des Bafuliiru , chefferie des Bavira et la chefferie de la plaine de la Ruzizi.

L'ensemble des études faites à la première et la deuxième année du projet a montré que la zone fait toujours face aux multiples défis et conflits récurrents, notamment les conflits fonciers, identitaires « intercommunautaires » de pouvoir et ceux de ressources qui ont besoin d'une approche holistique avec une forte implication de l'Etat pour les résoudre à la base.

Pendant cette période de collecte la situation sécuritaire était relativement calme, et on note que pendant la période sous analyse : le pourcentage des personnes ciblées qui se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes a évolué de 25 % « Baseline » à 32% « S1 », à 41% « S2 », 68% « S3 » et arrivant à 88% « S4 et endline ».

Dans son premier objectif spécifique qui vise la transformation des conflits autour du pouvoir coutumier dans les zones prioritaires de stabilisation par les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires a connu de progrès à travers, entre autres, les activités autour des commissions consultatives pour la résolution des conflits coutumiers (CCRCC) qui ont résulté dans un feuille de route et l'organisation et la participation à des séances des dialogues démocratiques et inclusifs : **Le pourcentage de la population qui estime avoir la possibilité d'échanger avec les autorités étatiques et politiques sur leurs problématiques sécuritaires à connue un évolution de 67% « Baseline » à 75% « S3 » ; à 71% « S4 et endline ».**

Pour ça, le projet ESPASK a formé les acteurs étatiques et les acteurs non étatiques notamment les autorités locales au dialogue afin de rassembler les communautés, ces renforcements des capacités étaient fait aux niveau provinciale et nationale, à travers les chefs coutumiers, les leaders communautaires, les femmes et les jeunes de toutes les communautés en vue d'obtenir des engagements en faveur de la cohabitation et de la paix. Il avait placé les parties prenantes au conflit au centre du processus de dialogue afin de, grâce à leur vision collective des causes des conflits, identifier collectivement les pistes de solution et de transformation de ces conflits¹, ce qui a favorisé la cohésion sociale vis-à-vis des différentes parties prenantes aux conflits dans les entités ciblées.

Dans son deuxième objectif spécifique les réalisations ont contribué à l'amélioration de la performance et la qualité de services des Entités Territoriales Décentralisées « ETD ». **Les autorités des ETD et des animateurs des structures citoyennes formés ont amélioré leur niveau de connaissance de leurs rôles et responsabilités de 35 % « Baseline » a 67% « S1 » à 87% « S2 », et à 100% « S3 » et en fin à 67% « S4/Endline »** à travers entre autres : le renforcement des capacités en matière de bonne gouvernance et l'élaboration du PLD, et le processus de mise en œuvre des bonnes pratiques de prise en compte du genre dans la bonne gouvernance ont été réalisés afin d'outiller les acteurs concernés par l'offre de service ; les accompagnement et coaching et la vérification de la performance dans le cadre de l'approche RBF, ayant favorisé l'incitation des ETD de Bavira et Bafuliru et l'AT à améliorer leur performance. **Le résultat de cette performance moyenne est passée de 27% au T1 à 43% au T2 ; de 55% au T3 à 58% au T4 et de 70 au T5 à 79 au T6 du projet.** Des réunions des forum des groupements et de CLSP au niveau de chefferies ont été organisées afin de répondre aux problèmes sécuritaires dans les zones . **Les plans du développement local « PDL » sont élaborés de manière participative et celui de Bavira a été approuvé au niveau local, le Comité de Développement de Groupement « CDG » et Comité Local de Développement « CLD » ont été redynamisés et mis en place au niveau des villages, groupements et chefferies.** Le % de projets du PDL de l'ETD retenu dans le plan de développement provincial était à 100% « S3 » et 100% à « S4/ endline ».

Pour améliorer la gouvernance locale et rendre les acteurs capables de répondre aux défis sur le plan opérationnel et technique, plus redevable et inclusifs². Les acteurs étatiques comme les Chefs des

¹ Project document, p.21.

² Project document, p.27.

Chefferies/Secteurs et 7 chefs des Groupements dans les zones concernées ont été outillés et accompagnés de manière permanente durant la mise en œuvre des activités ; plus largement, les actions du projet ont touchées les autorités et assemblée Provinciales, les autorités et l'assemblée nationales, les personnes vulnérables et marginalisées au sein des communautés Barundi, Bafuliru, Babembe, Banyamulenge, Bavira et Bashi des environs. La communauté et plus particulièrement les femmes, les jeunes, les associations locales « des femmes et jeunes », des personnes vulnérables et marginalisées, le gouvernement provincial était aussi concerné

Dans son troisième objectif spécifique qui visait les femmes reconnues comme actrices de changement en influençant et participant à toutes les étapes des processus de la stabilisation, a eu de progrès pendant cette période à travers plusieurs réalisations : l'actualisation des 6 plans d'action et le soutien à la participation des femmes dans les Comité Local de Sécurité de Proximité « CLSP », Plan d'Action de Sécurité (PAS) et PDL. Lie à ces activités, le **pourcentage de population qui pense que les plans d'actions communautaire répondent aux besoins spécifiques des femmes a resté constante au S4 par rapport au S3, c à d : de 27% « baseline », à 71% à S3, et à 71% au « S4 et Endline ».**

A travers cet objectif, les actions du projet ont contribué à la mise en œuvre de la résolution 1325 du conseil de sécurité des Nations Unies à travers la participation qualitative et quantitative des femmes, des jeunes « filles et garçons » dans la réalisation des objectifs 1, 2 et 4 du projet « prévention et transformation des conflits, la gouvernance locale, la sécurité et le maintien de la paix et de la stabilisation ». Pour y arriver, les femmes ont été outillées et ont bénéficiées de renforcement de capacité et création de mécanismes et d'un environnement propice pour jouer leur rôle³. Cet objectif ciblait directement les femmes issues des associations des femmes, des jeunes et d'autres structures communautaires œuvrant dans les domaines en lien avec le quatrième objectif spécifique. Des personnes vulnérables et marginalisées au sein de toutes les communautés dans les Zones concernées ont bénéficié indirectement bénéficié des retombées de cet objectif⁴ ce qui con.

Dans son quatrième et dernier objectif spécifique qui visait l'amélioration de la performance et la qualité de services de sécurité. Les PAS des Bavira et des Bafuliru ont été mises à jour, la formation sur la police de proximité est effectuée avec succès et la performance dans le cadre de l'approche RBF a augmenté. **Le % de bénéficiaires qui estiment que les PNC offrent une contribution " grande" ou " très grande" dans la sécurité de leur zone est augmenté de 14% « baseline » à 52% « S3 » et à 72% au « S4 et endline ».** **Le nombre de CLSP et forums des groupements mis en place et fonctionnel est 14 au S2 et S3**

Les actions du projet ont amélioré les performances et la qualité des services du système de gouvernance sécuritaire afin de changer positivement les perceptions des populations vis-à-vis des services de sécurité, de construire la confiance mutuelle entre ces services et les membres de toutes les communautés sans distinction et de réduire le dilemme sécuritaire auquel sont confrontés les autorités locales⁵. les membres du comité de sécurité en territoire et ceux des conseils locaux pour la sécurité de proximité au niveau des ETD ont été accompagnés et outillés pour offrir les service de qualité y compris les chefs des Chefferies/Secteurs, l'administration du territoire « l'Administrateur du territoire et ses adjoints », la Police « les responsables des commissariats de la Police », l'armée « les commandants des unités », les services de renseignements « les responsables », les Organisations de la société civile « des femmes et des hommes qui représentent les coordinations locales », les organisations féminines dont des organisations paysannes « les représentants » et les organisations des jeunes « filles et garçons »⁶ ; cet accompagnement et encadrement des acteurs a différents niveau avaient favorisés une bonne amélioration de leur performance.

³ Project document, p.32.

⁴ Project document, p.8.

⁵ Project document, p.38.

⁶ Ibidem, p.8.

Partie 2 - La mise en œuvre

2.1 Aperçu

2.1.1 Aperçu financier

Budget total : 2.808.000 USD

Fonds reçus au cours de la période de rapportage... 2.808.000 USD (%)

Fonds cumulés reçus ... 2.808.000 USD (...100% du budget total)

En bonne voie : oui.

2.1.2 Aperçu des progrès vers les résultats attendus

Objectif Spécifique 0 : La situation politique et sécuritaire dans les zones ciblées est « ré-objectivée » et la stratégie d'intervention est affinée

Produit 0.1 : La cartographie des conflits et des acteurs est affinée ou mise à jour et une baseline est réalisée

Pendant la phase de démarrage, plusieurs activités ont été réalisées notamment l'atelier interne du consortium et la formation suivi et évaluation organisée par UAS/SSU, la concertation avec le Secrétariat technique du FCS, l'élaboration des outils avait permis d'effectuer l'identification des acquis des projets de stabilisation, l'identification des besoins pour l'étude de base et la cartographie; la rédaction des termes de référence de l'étude de base et la cartographie des acteurs et des conflits.

Le processus de recrutement d'un consultant pour conduire la mise à jour de la cartographie des dynamiques des conflits et des acteurs a commencé en novembre 2020, mais avait connu du retard à cause de l'indisponibilité du consultant identifié. Cette activité a été donc réalisée pendant le deuxième trimestre du projet. Néanmoins, une analyse initiale des parties prenantes a été conduite avec les membres de consortium pendant l'atelier interne en novembre 2020.

Un appel d'offre pour le recrutement d'une organisation locale devant conduire l'étude de base a été lancé en décembre 2020 et le processus de recrutement a été finalisé. Les activités proprement dites de l'étude de base ont été lancées au début du mois de février 2021. A cet effet la cartographie des conflits et analysé les différents projets de stabilisation dans le territoire d'Uvira et Fizi ont été mis à jours. Cette cartographie a permis la mise à jour du contexte, l'analyse des conflits existants et la compilation des acquis des différents projets de stabilisation mis en œuvre par d'autres acteurs tels que Alert international, IRC, etc. Elle a été appuyée par une étude de base effectuée dans la même zone d'intervention par l'Association des Jeunes pour le Développement de Kalundu (AJEDIKA), une association de défense et de promotion des droits des enfants. La cartographie des conflits et des acteurs ainsi que la baseline ont été réalisées dans 4 entités territoriales décentralisées (ETD), y compris Minembwe et une partie de Mwenga ainsi que 6 groupements dans le territoire d'Uvira et Fizi. La baseline a permis d'évaluer le niveau des indicateurs au début de projet et a permis ainsi de mesurer l'impact du projet dans la zone d'intervention. Une identification des exemples positifs de concertation intercommunautaire durant les conflits qui a embrasé les hauts plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga depuis les années 2019 a été réalisée. Une participation inclusive de différentes communautés, notamment les Banyamulenges, les Bafuliiru, les Babembe, les Bashi, les Bavira, les Banyindu, les Barega, a été assurée dans l'identification des exemples positifs en vue de valoriser les initiatives locales de paix et d'orienter les stratégies du projet. Au total, 43 personnes dont 8 femmes (19%) ont été ciblées par cette identification. Sur 43 personnes interviewées, 40 personnes (93%) ont déclaré qu'elles n'ont pas été satisfaites par les résultats des concertations communautaires à cause d'absence d'inclusivité/ le partage et validation des résultats de la baseline et de la cartographie des conflits et acteurs le 28 avril 2021 à Uvira avec les différentes parties prenantes notamment les FARDC, la Police Nationale Congolaise (PNC), l'Agence Nationale de Renseignement (ANR), la société civile, les associations des femmes et jeunes, le ministère de l'Intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières, le ministère du Plan ainsi que leurs différents services techniques, les chefs coutumiers de la plaine de la Ruzizi, de Bafuliiru et de Bavira, les chefs de 6 groupements des chefferies de Bafuliiru, Bavira et de la plaine de la Ruzizi et le STAREC avaient eu lieu. Au total, 69 personnes dont 15 femmes (22%) ont activement participé à cet atelier et validé les données. Les commentaires et orientations de différentes parties prenantes notamment ceux des femmes ont été pris l'enrichissement du travail effectué sur le terrain.

Produit 0.2: La stratégie d'intervention est améliorée

Le consortium a élaboré des stratégies pour faciliter la mise en œuvre du projet ESPASK notamment : la revue du cadre de résultats, la stratégie genre, la stratégie de pérennisation, un mécanisme de gestion de plaintes dans le cadre de redevabilité. Des réunions et rencontres ont été organisés entre le consortium et plusieurs parties prenantes, dont le Ministère du Plan et de l'Intérieur, le STAREC, l'UAS, ZOA, Interpeace, International Alert, pour discuter de la stratégie d'intervention d'ESPASK. Pendant l'atelier de lancement officiel, le 20 novembre 2020, les parties prenantes ont contribué à l'amélioration de la stratégie en posant des questions et faisant des recommandations. La phase de démarrage a donc permis de bien préparer les activités proprement dites qui vont débiter dans le deuxième trimestre du projet

Les résultats de la baseline, de la cartographie et de l'identification des exemples positifs ont facilité l'adaptation de la stratégie du projet et ont permis de développer des outils qui ont orienté la mise en œuvre des activités du projet conformément à chaque objectif. Un atelier d'élaboration des outils du programme, y inclus le cadre des résultats et des différentes stratégies, a été organisé le 16 et 17 mars 2021 à Uvira en vue d'harmoniser des outils de travail pour le consortium ESPASK. Les outils ont été élaborés avec la participation et la contribution de 11 membres du consortium ESPASK, le STAREC et le ministère du Plan dont 2 femmes (18%).

OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits autour du pouvoir coutumier dans les zones prioritaires de stabilisation

Produit 1.1: *Les parties prenantes aux conflits sont formées à l'organisation et à la participation à des séances de dialogue démocratique, participatif et inclusif et élaborent des plans d'actions reflétant une vision collective et inclusive des conflits et des réponses à y apporter*

Le projet a organisé des séances de renforcement des capacités, des sensibilisations et du coaching des communautés et les acteurs clés des conflits. Ces séances ont permis à ces derniers d'améliorer leur connaissances et compétences en matière de résolution des conflits, de médiation, de cohésion pacifique, de dialogue et de mobilisation communautaire. A travers ces séances, les participants ont identifié les causes des conflits, ont analysé les différents conflits et acteurs, et ont identifié des pistes des solutions pour chaque conflit. C'est le cas par exemple des conflits de pouvoir coutumier dans la chefferie de la plaine de la Ruzizi, le conflit intercommunautaire dans la chefferie de Bavira opposant les Banyamulenge et autres communautés locales dans le groupement de Bijombo, ainsi que les conflits identitaires et fonciers. Pour remédier à ces questions les participants ont proposé la tenue des dialogues pour la négociation avec les différentes parties prenantes et renforcer les actions de plaider auprès des autorités provinciales et nationales en vue de trouver des solutions plus durables. Un plan d'action actualisé en lien avec le projet a été élaboré en incluant les thématiques de la gouvernance locale, la transformation des conflits du pouvoir coutumier, l'inclusion de la femme et l'implication des autorités dans la mise en œuvre des plans d'actions des communautés locales. Pour assurer l'inclusion et l'implication des femmes, elles ont été formées sur le rôle de la femme dans la résolution des conflits et ont été accompagnées sur le plan pratique pour faire valoir leurs idées et contributions dans le processus de stabilisation. Les résultats du plan d'action actualisé ont été validés le 11 et 12 mai 2021 à Uvira et un plan opérationnel reposant sur la gestion, la gouvernance locale, le genre, la participation inclusive, la sécurité et le développement socio-économique de chaque entité a été élaboré au niveau de trois ETD sur les 4 prévues « soit 75% ». Les analyses de la cartographie des conflits et acteurs et de la baseline étaient à la base de l'élaboration et validation du plan d'action et du plan opérationnel. Au total, 288 personnes dont 124 femmes (43%) - organisations de la société civile, organisations des femmes et des jeunes, les 3 chefs des chefferies et/ou leurs représentants, les chefs de 6 groupements autres parties prenantes, y compris les personnes à risques et marginalisées - ont activement participé aux différentes activités.

Comparativement aux résultats de diagnostics de fonctionnalité, inclusivité et Durabilité des structures réalisés au cours de ce semestre Juin-Dec 2022, la conclusion est que 17 sur 23 structures ont amélioré leur rôle de la résolution/ médiation/ transformation/ prévention des conflits dans les communautés, la sensibilisation des communautés pour la cohésion sociale et le plaider, soit un cumul de 74% ; ce qui prouve que celles-ci pourront continuer à jouer valablement leur rôle même après le projet ESPASK

Produit 1.1 : Les CCRCC sont redynamisées/mises en place et sont en mesure de régler les conflits coutumiers par voie de conciliation, médiation ou d'arbitrage

Depuis le mois de novembre 2021 des discussions autour de **la mise en place et/ou la redynamisation des commissions consultatives des règlements des conflits coutumiers (CCRCC) au Sud-Kivu** ont été menées jusqu'à ce que les partenaires se sont convenu d'accompagner la mise en place et l'opérationnalisation des CCRCC qui a une incidence sur la gestion et la gouvernance des entités territoriales au Sud-Kivu. Dans le but d'harmoniser les différentes approches entre Monusco CAS, Cordaid et d'autres partenaires du consortium pour soutenir les efforts du gouvernement provincial du Sud-Kivu à travers les services techniques du ministère provincial de l'Intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières, un atelier de réflexion sur la planification stratégique a été organisée à Bukavu au mois de mars 2022. Afin d'harmoniser les points des vues et l'agenda de cet atelier, une réunion préparatoire d'une équipe restreinte a été organisée. Les **consultations informelles et bilatérales avec certains chefs coutumiers**, les doyens en particulier, ont permis de faire sortir la désignation, de poser les bases pour une mise en confiance des chefs coutumiers au regard des considérations politiques qui entourent la problématique des conflits coutumiers, mais aussi de recueillir leurs impressions sur les CCRCC avant d'accompagner leur mise en place et fonctionnement.

Des différents enjeux autour de la mise en place des CCRCC au niveau provincial ont été abordés : une réunion avec le ministère provincial de l'Intérieur a été organisée suivi d'une réunion avec l'UAS, la Monusco CAS et les partenaires étatiques provinciaux. A la fin la liste finale des participants à l'atelier de réflexion sur la CCRCC provinciale a été établie. Le ministère de l'Intérieur a été impliqué dans l'élaboration du terme de référence et une discussion sur la vision sur la question des CCRCC en province a été menée. Pendant **l'atelier de réflexion** quelques points essentiels ont été développés notamment : l'état de lieu de la CCRCC au niveau de la province, une analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (SWOT) a été faite en groupe qui a permis de mener des discussions qui ont abouti à l'élaboration d'une feuille de route pour la mise en place et la redynamisation des CCRCC au Sud-Kivu, une vidéo conférence avec la division des affaires coutumières du Nord Kivu en vue de partager l'expérience de la province du Nord Kivu qui a eu de bons progrès dans la mise en place et en œuvre des CCRCC. Grâce à cet échange d'expérience, **les participants en général et les chefs coutumiers présents en particulier ont émis le vœu de voir la mise en place et la redynamisation des CCRCC au Sud-Kivu et ont promis leur implication.**

L'atelier de réflexion a connu la participation de 20 personnes (3 femmes et 17 hommes) issues des membres de la CCRCC provinciale, des acteurs du ministère provincial de l'Intérieur, des chefs coutumiers, quelques professeurs d'universités et des chercheurs en matières des conflits coutumiers.

Dans le but d'appuyer le processus de mise en place de la CCRCC dans le territoire d'Uvira au Sud Kivu, un échange d'expérience a été organisé entre la CCRCC provinciale du Sud Kivu et celle de la chefferie de Bukumu dans le territoire de Nyiragongo au Nord Kivu en vue de tirer des leçons de la CCRCC de cette chefferie pour les dupliquer au Sud Kivu. Cet échange d'expérience a été réalisé grâce au chef de division de la décentralisation du Nord Kivu qui est aussi l'expert et l'initiateur dans la mise en place des CCRCC en province du Nord Kivu. Deux membres de la CCRCC du Sud Kivu dont le chef des divisions des affaires coutumières et le vice-président de la CCRCC au SUD Kivu, un staff de GASAP et celui de Cordaid ont constitué la délégation qui s'est déplacée au Nord Kivu pour cet échange d'expérience.

Cet échange a permis d'organiser un atelier de coaching et sensibilisation des membres de la CCRCC provinciale, les chefs des chefferies de la plaine de la Ruzizi, de Bafuliiru, de Bavira, de Rubenga, de Basile... , les divisions des affaires coutumières, décentralisation, intérieur et sécurité, l'inspection de pool de la territoriale, l'inspection provinciale de la territoriale, le ministère provincial de l'intérieur ainsi que les ONG locales, internationales, l'unité d'appui à la stabilisation ainsi que la Monusco Cas. C'est ainsi que la loi sur les CCRCC et le statut des chefs coutumiers ont été abordés et des cas pratiques des règlements des conflits traités en vue d'avoir des connaissances suffisantes dans le règlement des conflits coutumiers. Au total 44 personnes dont 2 femmes soit 5% ont activement participé et amélioré leur capacité dans la mise en place, fonctionnement et le règlement des conflits coutumiers

Cet atelier a facilité la préparation et l'organisation de l'atelier de formations des chefs coutumiers (chefs des chefferies, chefs des groupements et chefs des villages) et des membres de la société civile des chefferies et la mise en place des CCRCC dans le territoire d'Uvira notamment dans les chefferies de Bavira, Bafuliiru et de la plaine de la Ruzizi. C'est ainsi que 3 ateliers de formation et de sensibilisation en faveur de ces chefs coutumiers et les sociétés civiles ont été organisés dans la plaine de la Ruzizi, ces formations ont abordé la loi sur le statut des chefs coutumiers et la loi sur les CCRCC. 4 jours étaient dédiés à cet atelier dont 2 jours des théories, un jour de pratique et un jour d'installation de la CCRCC.

Au total 2 CCRCC ont été mise en place dans la chefferie de Bavira et la chefferie de Bafuliiru composé chacun de 9 membres dont 1 membre de la société civile un délégué de la division provinciale des affaires coutumières et deux chefs coutumiers qui joueront le rôle de suppléant en cas d'absence d'un membre qui siège lors de séance d'arbitrage.

Ces ateliers ont bénéficié de l'expertise et facilitation du chef de division de la décentralisation du Nord Kivu mais aussi l'accompagnement du ministère provincial de l'intérieur, décentralisation et affaires coutumières, la division provinciale des affaires coutumières et la CCRCC provinciale. Au total **87** personnes ont participé à cette formation et sensibilisation dans la chefferie de Bavira et **141** personne dans la chefferie de Bafuliiru. Il faut signaler que la CCRCC provinciale a été représentée par son vice-président le chef coutumier de la chefferie de Basile et son secrétaire issus de la société civile.

Dans la chefferie de la plaine de la Ruzizi il n'a pas été possible de mettre en place une CCRCC à cause de la dualité des pouvoirs qui écumant cette chefferie. Sur une trentaine des villages et groupements seuls six villages ne connaissent pas de dualité des pouvoirs. Compte tenu de cette dualité et la sensibilité autour, il a été décidé de former et sensibiliser les chefs coutumiers légaux comme illégaux dans la plaine de la Ruzizi. Cette formation et sensibilisation leur a permis de prendre conscience de leurs problèmes et ont recommandé l'installation des CCRCC pour toute l'étendue de la province pour espérer voir la CCRCC provinciale régler les cas de leur chefferie. Au total **58** ont participé à cette formation et sensibilisation dans la chefferie de la plaine de la Ruzizi.

Après la mise en place des CCRCC dans les chefferies des Bafuliiru et des Bavira, les membres de ces structures ont été renforcés en capacités techniques et opérationnelles dans la conduite des séances d'arbitrage des conflits et du prononcé des sentences. Les 9 membres de la CCRCC de Bafuliiru ont été formés et coachés du 31 janvier au 4 février 2023 et les 09 membres des Bavira du 6 au 10 février 2023.

Chaque atelier avait été séquencé en deux jours de formation sur le cadre juridique des CCRCC, les techniques de résolution des conflits liés au pouvoir coutumier, les conflits qualifiés de coutumiers par la loi fixant statut de chef coutumier et sur la conduite des séances de règlement des conflits coutumiers et le prononcé des sentences arbitrales; et 3 jours de traitement des cas enregistrés par les CCRCC. Ainsi la CCRCC de la chefferie des Bafuliiru avait traité 3 conflits.

Pour l'atelier de renforcement des capacités des autorités judiciaires, de l'administration du territoire d'Uvira ainsi que la société civile, l'atelier s'est déroulé du 13 au 14 février 2023, et avait porté sur le cadre juridique des CCRCC, les techniques de résolution des conflits liés au pouvoir coutumier, les conflits qualifiés de coutumiers par la loi fixant statut de chef coutumier. L'objectif principal de cet atelier était d'impliquer ces autres catégories de parties prenantes dans la résolution des conflits coutumiers, par la reconnaissance de leur limite dans le traitement de ces conflits qui sont de la compétence exclusive des CCRCC. Cet atelier avait connu la participation des 35 participants, dont 5 femmes et 30 hommes, représentant les tribunaux civils et militaires, l'administration du territoire, la société civile, les OPJ et les journalistes.

Il faut noter que les chefs coutumiers de ces deux chefferies se sont appropriés les CCRCC et ont trouvé que c'était les moyens efficaces pour résoudre des conflits qui ont longtemps endeuillé leurs différentes communautés

Au-delà des activités des CCRCC, le projet a **mis en place un Groupe de Travail sur les conflits coutumiers** et dont sa feuille de route ou terme de référence a été adapté par le quorum. La première réunion de ce Groupe de Travail a abordé et développé notamment : une discussion sur l'état de lieu de l'avancement des activités de la CCRCC provinciale, les avancements de projet sur la question des CCRCC et les actions et mesures à prendre à l'avenir. Cette réunion du Groupe de Travail qui avait eu lieu au mois de juin et avait réuni 22 participants (3 femmes) issues des différentes organisations nationales et internationales, l'inspection de la territoriale, les divisions des affaires coutumières, l'OIM, la Monusco Cas et l'UAS ainsi que le ministère de l'Intérieur. Après cette première réunion 7 autres réunions ont été organisées et ont été un cadre pour réfléchir sur les orientations à prendre dans le processus d'installation des CCRCC au Sud Kivu appuyées par le projet ESPASK et la Monusco Cas. En moyenne 22 personnes dont 4 femmes participent à ces réunions. Le groupe de travail avec l'appui du ministère de l'intérieur a travaillé sur un projet d'arrêté provincial instituant ce groupe de travail et l'a été déposé au cabinet de son excellence monsieur le gouverneur de province pour promulgation.

Ces activités ont **renforcé une coordination dans la mise place et redynamisation des CCRCC**. Plusieurs participants ont reconnu que les conflits coutumiers sont un frein pour la mise en œuvre des projets humanitaires et de développement au Sud Kivu.

Au total 78 Personnes dont 52 Femmes soit 67% tous membres des Fora des femmes ont acquis des connaissances sur le rôle de la femme dans la résolution des conflits, cela grâce à l'organisation de 2 séances de formation sur **le rôle de la femme dans la résolution des conflits** dans les Groupement de Luvungi, Kabunambo, Kagando, Kakamba, Luberizi et celui de Bijombo. Ces connaissances ont leur permis de mener à mieux des échanges avec les autorités locales dans les différents groupements précités et de mobiliser les autres communautés à travers les séances de sensibilisation.

Le projet a organisé 37 tribunes d'expression populaires qui ont touché 2775 personnes dont 1201 femme dont 26 par le groupement d'Itara Luvungi en collaboration avec le CDG, 6 par le bureau de la chefferie des Bavira en collaboration avec le CLD et 5 autres par le bureau de la chefferie des Bafuliiru, en collaboration avec le CLD. Les questions de développement et de la sécurité du groupement ont été abordées au cours de ces rencontres.

L'objectif général de ces tribunes était de susciter une grande participation des gouvernants et des gouvernés (membres des dispositifs institutionnels d'appui au développement -CLD, CDG, CVD- et populations) à la mise en œuvre du Plan de Développement Local (PDL) 2022-2026 et des projets d'investissement du budget participatif 2022. Ces tribunes ont permis aux gouvernants et gouvernés d'être au courant de l'existence des dispositifs institutionnels d'appui au développement de la chefferie. Il s'agit du CLD au niveau de la chefferie, des CDG ainsi des CVD en cours. Les tribunes ont également offert l'occasion aux participants de s'imprégner du contenu sommaire du PDL 2022-2026 et du budget participatif 2022 de chaque chefferie et en fin elles ont permis ont permis aux gouvernants et aux gouvernés de prendre plusieurs engagements à la réussite de la mise en œuvre du PDL et du budget participatif.

De plus, au niveau de la chefferie d'Uvira, ces tribunes ont favorisé la connaissance des réalisations des CDG. Au nombre de ces réalisations, on peut mentionner : réalisation des projets de construction d'une maternité à Munanira et d'ouverture de la piste de desserte agricole dans les moyens plateaux sur l'axe Nafwanga-Kaminau nkveau du groupement de Kabindula ; la collecte des besoins prioritaires de la population au niveau du groupement de Kitundu ; réalisation des travaux d'élargissement de la piste rurale reliant Kirungu à Kidjaga (Uvira) au niveau du groupement de Kidjaga.

Toutes ces actions faites en faveurs des acteurs étatiques et non étatiques prouvent en suffisance que les parties prenantes aux conflits ont été bien outillées à l'organisation et à la participation à des séances de dialogue démocratique, cette participation a été plus inclusive et le progrès rassurent l'utilisation des acquis du projet ESPASK après même ce dernier par les structures accompagnées dans la zone.

Produit 1.2 : Les parties prenantes aux conflits organiseront et participeront à des séances de dialogue démocratique, participatif et inclusif et élaboreront des plans d'actions reflétant une vision collective et inclusive des conflits communautaires et des réponses à y apporter, et permettront aux parties prenantes de prendre des engagements politiques, d'obtenir des compromis et d'améliorer la cohésion sociale

Une séance de dialogue sur les obstacles au développement des chefferies de la plaine de la Ruzizi, des Bavira et des Bafuliiru et le choix des thèmes des prochains dialogues communautaires a été organisée. La rencontre a réuni 27 participants (dont 25 hommes et 2 femmes) venues de la province, du territoire, des trois chefferies et des groupements de Kagando, Kabunambo, Luberizi, Kakamba, Luvungi/Itara et Bijombo. Les parties prenantes ont identifié trois obstacles au développement de différentes entités, à savoir : l'insécurité, les conflits et la mauvaise gouvernance. Des solutions ont été proposées en termes d'actions à réaliser impliquant aussi bien les gouvernants et les gouvernés que les partenaires. Les solutions incluent :

l'identification des groupes armés, la sensibilisation des groupes armés sur le désarmement et le plaidoyer auprès du gouvernement provincial et national en vue de leur implication dans le désarmement des groupes armés locaux et étrangers (voir annexe pour plus de détails par chefferie). La société civile locale dans les chefferies de la plaine de la Ruzizi et des Bafuliiru mènent régulièrement des actions de sensibilisation pour appeler la population à dénoncer tous ceux qui contribuent à l'insécurité et encouragent les jeunes à collaborer avec les autorités locales et forces de l'ordre et de sécurité pour le maintien de la sécurité dans ces entités. Le président de la société civile dans la plaine de la Ruzizi basé à Sange s'est dit satisfait du pas franchi en cette matière.

Le dialogue a produit des effets sur les problèmes ci-après : l'insécurité, les conflits de pouvoir au niveau du groupement de Bijombo, l'inexistence ou non-fonctionnalité des structures, l'enclavement des entités, la mauvaise gouvernance, la non-application des principes de la décentralisation et la mauvaise gestion des finances de l'ETD. Pour mettre fin au **conflit de pouvoir** entre deux communautés au niveau du groupement de Bijombo, notamment la dualité du pouvoir à la tête de ce groupement, le chef de chefferie a écrit une lettre nommant Waziri Mahano Gentil, un Muvira, à la tête de ce groupement, héritant ainsi le pouvoir de feu son père Jogoo Waziri. Mahano étudiant encore, son intérim a été confié à Tete Amissi, un Munyindu. Pour remédier à **l'inexistence ou non-fonctionnalité des structures de concertation**, ESPASK a mis en place ou redynamisé 2 Comités Locaux de Sécurité de Proximité (CLSP), 2 Comités Locaux de Développement (CLD), 12 forums des groupements et 11 Comités de Développement du Groupement (CDG) au niveau des chefferies des Bavira et Bafuliiru pour appuyer ces entités en matière de la gouvernance sécuritaire et du développement. Ces structures sont opérationnelles. Pour diminuer **l'enclavement des entités**, des travaux d'ouverture des pistes sont en cours de réalisation par trois CDG.⁷ Pour améliorer la **gestion des finances** de l'ETD, les acteurs impliqués dans la gestion des finances des chefferies de la plaine de la Ruzizi, des Bavira et Bafuliiru ont bénéficié de séances de renforcement des capacités en matière de finances publiques en général et des ETD en particulier. Les autorités locales, les membres des CLD et les acteurs de la société civile des chefferies des Bavira et Bafuliiru ont été formés en matière de budget participatif dans la salle des réunions de la mairie d'Uvira. Les acteurs des chaînes des recettes et des dépenses des ETD ont été formés sur les notions des finances publiques, la nomenclature fixant les impôts, droits et taxes des ETD, la nouvelle classification budgétaire et les imputations budgétaires relatives aux nouvelles classifications. Grâce à ces formations, les chefferies des Bavira et Bafuliiru ont adhéré au budget participatif. Ils ont également une bonne maîtrise des procédures budgétaires des ETD en RDC. En plus, les ETD des Bavira et Bafuliiru, avec l'accompagnement du ministère provincial du Plan, à travers la division provinciale du plan, ont mené à bien le processus d'élaboration du **Plan Local de Développement (PLD)** pour chacune d'entre elles.

La chefferie des Bafuliiru avec l'accompagnement technique du projet a tenu le **forum des délégués des groupements à la chefferie relatif au budget participatif 2022**, couplé avec la reddition des comptes pour l'exercice 2021. Modéré par le receveur-comptable de la chefferie des Bafuliiru et facilité par le conseiller du gouverneur de province en matière des finances, le forum a connu la participation de 60 personnes dont 6 femmes (10%) déléguées par le territoire, la chefferie et les groupements. L'objectif global de ce forum était de faire la **sélection des projets d'investissement** formulés et proposés à l'issue des forums tenus dans les groupements en vue de l'élaboration du budget participatif. L'atelier a alterné plénières et travaux des groupes au cours desquels des discussions ont permis aux délégués des groupements de **voter et de retenir onze projets** dans le cadre de l'enveloppe dédiée au budget participatif. Les participants ont sollicité l'appui du projet en vue de la tenue dans les plus brefs délais d'un dialogue de réconciliation entre la chefferie et le groupement d'Itara-Luvungi pour régler les questions qui divisent les responsables en vue de trouver des compromis visant à créer un climat propice au retour de la paix et de la cohésion sociale et à la promotion du développement de ces entités.

Ayant reçu la primeur du souhait de dialoguer exprimé par les délégués du groupement d'Itara-Luvungi à travers leur projet de « sensibilisation sur la paix et la cohésion sociale et à la promotion du développement de leurs entités », le Mwami des Bafuliiru avait apprécié le projet et avait donné son accord verbal pour sa matérialisation. La majorité des acteurs et notables de la chefferie des Bafuliiru ont proposé de confier toute l'organisation du dialogue à leur « Lubunga » qui a ensuite **effectué les premières consultations avec certaines personnes clés comme étape préalable à la tenue dudit dialogue**. Au terme des consultations réalisées auprès de deux camps, il est ressorti 3 points de divergence et 5 points de convergence. Les points de divergence sont : la gestion de la rétrocession, taxes et impôts, l'insubordination du chef de groupement vis-à-vis du Mwami et le chef de chefferie des Bafuliiru et l'existence du comité des sages d'Itara-Luvungi reconnu par le Mwami et non par le chef de groupement. Les points de convergence sont : la reconnaissance de monsieur Christian MBABARO OMBENI en qualité de chef de groupement d'Itara-Luvungi, les personnes compétentes pour percevoir les impôts et taxes, les frais de fonctionnement du groupement d'Itara-Luvungi à travers les taxes et impôts perçues localement, l'existence des mauvais collaborateurs et/ou conseillers de tout côté et le besoin d'un dialogue pour résoudre le conflit. Ainsi, **l'atelier de dialogue de réconciliation entre les animateurs de la chefferie des Bafuliiru et ceux du groupement d'Itara-Luvungi** s'est tenu à Uvira du 25 au 26 mars 2022 organisé par le Comité des Sages Bafuliiru (*Lubunga Lwa Bafuliiru*). Le dialogue a été rendu

⁷ Le CDG KIDJAGA est concerné par l'axe KIDJAGA-KIRUNGU, le CDG KABINDULA par le tronçon MUNANIRA- Bureau chefferie des Bavira via RUGONGO et le CDG KITUNDU par la portion KITUNDU /BONDGOLO-Hôpital général de référence de KASENGA.

possible avec l'accompagnement des ministères provinciaux de l'Intérieur et du Plan, de la division provinciale des affaires coutumières et avec l'appui technique du gouvernorat de province du Sud-Kivu financé par ESPASK. Les travaux ont été co-modérés par le président et le cassier du Comité des Sages Bafuliiru d'Uvira. L'atelier a regroupé 63 personnes dont 6 femmes (9,5%). A l'issue de cet atelier, **les deux parties ont enterré la hache de guerre par la signature d'une déclaration de l'acte d'engagement renfermant trois engagements pour chaque partie**. Pour matérialiser cet acte, tous les chefs des groupements ont renouvelé leurs engagements à œuvrer dans une franche collaboration et dans des relations inter-individuelles caractérisées par la sincérité pour l'intérêt suprême de la chefferie des Bafuliiru en général, et du groupement d'Itara-Luvungi, en particulier. Une mission de suivi de la mise en œuvre des accords conclus à l'issue du dialogue de réconciliation entre les animateurs de la chefferie des Bafuliiru et ceux du groupement d'Itara-Luvungi a été réalisé par 5 membres du comité ad hoc

Un **dialogue a été organisé** du 19 au 20 janvier 2022 **entre l'actuel chef de groupement de Muhungu et les membres du Comité du Développement de Groupement (CDG) de son entité** pour trouver une solution au Blocage du CDG inhérent aux rivalités et conflits ente le président du CDG et le nouveau chef de groupement consécutif à un conflit familial de succession à la tête du groupement. Cette situation a créé des conflits qui divisaient les habitants du groupement de Muhungu et bloquaient leur participation effective aux actions de développement de l'entité. Dans l'ensemble la rencontre a regroupé 51 participants dont 10 femmes (20%). Le dialogue a abouti à la restructuration du CDG : une nouvelle équipe a été mise en place à travers un vote. La représentation des femmes auprès de CDG a été maintenue à 33,3%. La prochaine étape est le suivi du niveau de collaboration entre le chef de groupement et la nouvelle équipe du CDG et du fonctionnement de la structure.

ESPASK a également soutenu **la réunion stratégique du 19 au 20 janvier 2022 sur la gouvernance dans les zones affectées par les conflits** : la chefferie de la plaine de la Ruzizi et le groupement de Bijombo sous le lead de l'Inspection provinciale de la Territoriale. L'objectif principal de cette réunion était de poser les bases de réflexions sur le mode de gouvernance étatique des entités secouées par des conflits de pouvoir et intercommunautaires à fort impact déstabilisateur aux vues de restaurer l'autorité de l'Etat dans les zones en conflit. Les résultats attendus ont été focalisés sur la mise en place d'un cadre de réflexion informel qui nourrit le débat sur l'administration des zones affectées par les conflits de pouvoir et intercommunautaires, de tirer les leçons des différentes expériences permettant de construire un modèle innovant susceptible d'inhiber les carences administratives de ces entités, de formuler des propositions concrètes en termes de gouvernance locale dans les zones en conflits, de mener un plaidoyer auprès des parties prenantes dans le sens de suggérer et proposer les mécanismes durables d'implication des décideurs politico – administratives dans le dénouement de ladite crise. Ont pris part à cette rencontre dix-sept (17) experts. A l'issue de la réunion stratégique **l'inspection a drafté une note technique à soumettre au gouverneur de la province afin que des agents territoriaux soient déployés** dans les zones concernées de manière à combler le vide de pouvoir qui s'y observe.

Un dialogue et partage des acquis du projet ESPASK a été organisé dans le cadre de la communication sur la mise en œuvre dudit projet dans le groupement de Kabindula chefferie de Bavira par le bureau du territoire d'Uvira sous la direction de l'administrateur du territoire d'Uvira. Cette activité visait de manière générale à fournir aux acteurs étatiques et non étatiques des chefferies des Bafuliiru et Bavira un cadre de dialogue et capitalisation des résultats et des acquis obtenus grâce au travail réalisé par le projet Ensemble pour la Sécurité et la Paix au Sud-Kivu (ESPASK). **Au total 110 personnes dont 45 femmes soit 42%** ici de la représentation des différentes institutions dont le gouvernement provincial, le bureau du territoire, le CLS territorial, la PNC territoriale, les PTF, les chefferies des Bafuliiru et Bavira (autorités locales et gouvernés) et la presse. A l'issue de cette activité, les participants ont été informés des résultats du travail réalisé par le projet. Ils ont élaboré un plan d'actions par chefferie pour la pérennisation des acquis du projet ESPASK en lien avec les indicateurs précités : accès aux services de base, transparence, redevabilité et gestion de la sécurité (traitement des questions sécuritaires).

Dans l'ensemble les dialogues démocratiques et les actions de lobby et plaidoyer a différents niveaux ont contribué à l'amélioration de cet effets et en moyenne résultat atteint était de manière continuel à 54% ; à la collecte endline ressorte que 4 plaidoyers ont été formulées dont : 2 plaidoyers sur l'amélioration des conditions de travail de la PNC ; plaidoyer sur les alternatives de gouvernance de zones en conflits dans la Plaine de Ruzizi ; et Plaidoyer sur l'élaboration de Guide la Police nationale congolaise. A cela s'ajoute 4 dialogues réalisés à la première année ; dont en tous 8 sur 15 plaidoyers atteints

Produit 1.3: : Les mécanismes de mise en œuvre et de suivi et évaluation des engagements sont opérationnels et l'engagement politique pour l'accompagnement des actions est renforcé.

Une évaluation des *Strengths Weaknesses Opportunities and Threats* (SWOT) des mécanismes de redevabilité existants a été organisée dans les trois chefferies. Cette évaluation a permis de collecter des données auprès de 85 autorités locales des 3 ETD, des chefs des groupements et villages de 6 groupements ciblés par le projet, 43 membres de la société civile, les associations des femmes, les personnes à risque et personnes marginalisées dont 27 femmes. Les résultats de cette analyse ont démontré la faible pratique de la redevabilité ou l'inexistence des mécanismes et que le suivi du système de redevabilité n'est pas mis en pratique. Plusieurs recommandations ont été formulées par les participants pour améliorer les mécanismes de redevabilité existants et pour favoriser le renforcement technique des différents acteurs sur la redevabilité, la bonne gouvernance et la participation citoyenne, l'inclusion des femmes et des personnes marginalisées et à risques, le dialogue démocratique et la

gestion des conflits. Suivant les recommandations formulées à l'issue de cette évaluation SWOT, le projet ESPASK a appuyé la mise sur pied et/ou la redynamisation des Comité Villageois de Développement (CVD), des CDG et des CLD pour les chefferies des Bavira et des Bafuliiru pour faciliter le suivi de la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre d'ESPASK. Pour ce faire, ces structures procèdent régulièrement à la collecte des informations liées à l'exécution des engagements sur le terrain, elles analysent les données collectées, font le suivi de l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements ainsi que l'analyse de leur impact sur le développement et la stabilisation des entités. Elles formulent ensuite et font des propositions pour des ajustements favorisant une mise en œuvre efficace des engagements en question. Elles tiennent également des réunions au cours desquelles les parties prenantes se partagent des informations sur l'évolution de la mise en œuvre des engagements pris. Par ailleurs, ces structures lancent des alertes aux autorités politico-administratives et sécuritaires sur des situations susceptibles de déstabiliser les entités.

A l'issue du dialogue de réconciliation entre les acteurs de la chefferie des Bafuliiru et ceux du groupement d'Itara-Luvungi, un comité de suivi des engagements a été créé, il est constitué des membres du Comité des Sages de la chefferie de Bafuliiru, du territoire d'Uvira et l'équipe du projet. Ce comité a pour mission de suivre l'application de l'acte d'engagement issu du dialogue par les chef de la chefferie et du groupement, de suivre la matérialisation des opportunités qui seront transformées en projets et activités sur le terrain et la réalisation des projets et activités, de contrôler leurs déroulements, de conseiller les acteurs dans leur mise en œuvre effective et de conseiller le chef de chefferie des Bafuliiru et chef de groupement Itara-Luvungi pour le respect de l'acte d'engagement signé.

Deux actions de plaidoyer ont été menées notamment la première était une réponse à une recommandation formulée à l'endroit de l'AT d'Uvira au terme du monitoring des CIAT territorial de la Plaine de la Ruzizi et urbain d'Uvira, réalisé par le bureau du territoire et les CIAT précités en juin et juillet 2022. Il avait ainsi été recommandé à l'AT de réaliser un plaidoyer auprès des autorités de tutelle tant au niveau national que provincial afin que des réponses soient trouvées aux énormes difficultés qu'éprouve la police nationale en territoire d'Uvira. Dans ce contexte, l'AT d'Uvira intérimaire a réalisé une mission de plaidoyer à Bukavu du 23 au 24 août 2022 auprès du ministre provincial de l'intérieur et du commissaire provincial de la PNC. A la tête d'une équipe incluant trois officiers de la police des CIAT précités, l'autorité territoriale a bénéficié pour cela de l'accompagnement technique de deux coaches provinciaux, à savoir un inspecteur provincial de la territoriale et un inspecteur provincial de la police au Sud-Kivu. Le message de plaidoyer a porté essentiellement sur l'augmentation des effectifs de la PNC ; la régularisation de la situation des policiers impayés ; la mise à disposition de la police des moyens pour l'exécution de ses missions (locaux de service, équipements de communication, de transport et autres matériels de travail) ; l'amélioration de la collaboration entre la police et les autorités locales.

A l'issue de l'action de plaidoyer, le ministre provincial de l'intérieur a promis d'octroyer des terrains où seront érigés des locaux de service pour la police au niveau de toute la province du Sud-Kivu, d'adresser aux autorités locales et les responsables des services compétents une note circulaire à ce propos, de faire part au gouverneur de province et au conseil des ministres la lettre de demande des terrains de l'AT, de notifier aux autorités locales au niveau provincial une note circulaire dans laquelle il les instruira d'ouvrir une ligne budgétaire pour prendre en charge la sécurité. De son côté, le Commissaire provincial de la PNC s'est engagé à porter le message de plaidoyer au niveau national, notamment en ce qui concerne l'augmentation des unités de la police. Reconnaisant ses limites, il a appelé à la conjugaison des efforts pour que des solutions soient trouvées à la situation de la police dans le territoire d'Uvira.

Quant à la deuxième action de plaidoyer, elle s'est déroulée à Kinshasa du 12 au 17 septembre 2022 et visait à rencontrer des autorités étatiques au niveau national afin d'attirer leur attention sur l'urgence et la nécessité d'améliorer la gouvernance du pouvoir dans les zones à conflits du territoire d'Uvira ainsi que les conditions de travail de la police dans cette entité. L'équipe de mission était composée de cinq acteurs venus du Sud-Kivu (Ministre provincial de l'Intérieur, Sécurité, décentralisation et Affaires coutumières du Sud-Kivu ; le Commissaire Divisionnaire Adjoint et Commissaire Provincial de la PNC ; un inspecteur Provincial de la Territoriale Sud-Kivu et un inspecteur de la PNC Sud-Kivu) et de Kinshasa, le directeur à l'Inspection Générale de la Territoriale.

L'équipe a eu des entretiens de plaidoyer avec les autorités étatiques nationales suivantes notamment l'inspecteur général de la Territoriale, le Secrétaire Général aux affaires coutumières, le commissaire général de la PNC, le VPM, ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières (celui-ci étant absent, l'équipe de mission a été reçu par l'intérimaire en la personne du Vice-ministre de l'intérieur, Sécurité, Décentralisation et affaires coutumières).

Les messages de plaidoyer suivants ont été soulevés notamment le dossier du chef de la chefferie Plaine de la Ruzizi vivant à Bukavu depuis plus de huit ans sur ordre du Gouverneur de Province au motif que sa sécurité n'est pas assurée dans son entité. L'équipe de plaidoyer a souhaité voir l'Autorité nationale instruire le gouverneur de province afin d'organiser un retour sécurisé du Mwami et chef de chefferie de la plaine de la Ruzizi dans son entité, dossier des groupements de la chefferie de la Plaine de la Ruzizi où il y a des doublons, deux chefs de groupements à la tête d'un groupement.

Dossier du groupement de Bijombo en proie à une insécurité totale due à l'activisme des groupes armés. Le souhait de l'équipe de plaidoyer était de voir l'autorité (nationale ou provinciale) désigner des agents administratifs à la tête de des entités en attendant l'opérationnalisation des structures des commissions consultatives de règlement des conflits coutumiers dans la contrée.

A toutes ces préoccupations, l'Inspecteur général de la Territoriale a réservé une suite favorable promettant qu'un rapport détaillé sous forme des notes techniques et des propositions concrètes sera fait incessamment au VPM, ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et affaires coutumières. Séance tenante, il a instruit ses services de se pencher sur la question urgemment.

Au Secrétariat Général des Affaires Coutumières

Au cours de l'audience avec le Secrétaire Général des Affaires Coutumières, le message de plaidoyer a porté sur l'opérationnalisation des commissions consultatives des règlements des conflits coutumiers en province du Sud-Kivu, source non négligeable de l'insécurité.

A cette préoccupation, le Secrétaire Général a promis d'effectuer une mission officielle au Sud-Kivu, accompagné de l'Inspecteur général de la Territoriale pour l'opérationnalisation de cette structure.

Au Commissariat Général de la PNC

Le Commissaire Général de la PNC étant empêché, l'équipe de plaidoyer a été reçue par son Adjoint chargé de l'Administration, le Commissaire Divisionnaire.

Les problèmes suivants lui ont été présentés sur le fonctionnement de la Police en Province du Sud-Kivu: (i) manque d'infrastructures: inexistence des bureaux, logements, campements, dans plusieurs CIAT et sous-CIAT; (ii) effectifs insignifiants; (iii) éléments éligibles à la retraite devenus inopérants; (iv) logistique; (v) détournement des salaires de certains policiers; (vi) manque de mobilité; (vii) manque de moyens de communication; (viii) manque d'équipements anti-émeutes; (ix) Tenues non conformes faute de dotations.

En réponse à ces préoccupations, le Commissaire Général a tenu à préciser que les solutions à ces problèmes doivent être trouvées à trois niveaux ci-après :

Au niveau du commissariat provincial de la PNC. Le commissaire devra produire régulièrement et adresser des rapports au Gouverneur de province ou à l'autorité locale selon les cas sur les différents aspects touchant la vie des policiers (bureau, logements, campements, mobilité). IL devra également élaborer des rapports journaliers, circonstanciés, mensuels et les transmettre à sa hiérarchie nationale sur les aspects relevant du niveau national (effectifs, logistique, salaires, personnel, mobilité, moyens de communication, etc.)

Au niveau de l'autorité civile locale (province, territoire, ville, chefferies). L'autorité doit s'approprier la PNC, car c'est sa police, sans laquelle l'autorité ne peut jamais accomplir ses missions régaliennes. Hormis les questions relevant du niveau national, il revient à l'autorité civile locale de pourvoir aux besoins de la PNC (logements, campements, mobilité, bureau).

Au niveau du Commissariat Général de la PNC. Le recrutement de 1.300 policiers va avoir lieu dans tout prochains jours, accompagné de la régularisation de tous les problèmes du personnel conformément aux différents rapports transmis par le commissaire provincial en, termes de dotation des uniformes, des équipements anti-émeutes, des moyens de communication. Le vice-ministre de l'intérieur faisant fonction a promis de trouver des solutions efficaces, notamment en lien avec le dossier de la Plaine de la Ruzizi, celui de Bijombo, l'opérationnalisation des CCRCC en province du Sud-Kivu et ailleurs où cela n'est pas encore fait. Il a fait savoir l'intérêt qu'il attache au *Livret des mécanismes de collaboration entre l'autorité civile locale, la PNC et la population*, élaboré avec l'appui technique et financier de VNGI qui, selon lui, aura une portée nationale.

Il convient de signaler que préalablement à ces actions de plaidoyer, une réunion stratégique de réflexion sur la gouvernance dans les zones affectées par les conflits a été tenue à l'hôtel Begonias à Bukavu du 19 au 20 janvier 2022, sous le lead de l'Inspection Générale de la Territoriale.

L'objectif global était de poser les bases de réflexions sur le mode de gouvernance étatique des entités secoués par des conflits de pouvoir et intercommunautaires à fort impact déstabilisateur en vue de restaurer l'autorité de l'Etat dans les zones en conflit, notamment la Plaine de la Ruzizi et la Groupement de Bijombo.

De cette rencontre à laquelle 17 experts ont pris part, il est ressorti les problèmes de gouvernance qui caractérisent la chefferie de la Plaine de la Ruzizi et celle des Bavira dans le groupement de Bijombo.

En termes de pistes de solution susceptibles de mettre en application à court, à moyen et à long termes afin de restaurer l'autorité de l'Etat dans ces entités les participants ont proposé notamment de restaurer l'unité administrative au niveau des groupements qui connaissent le dualisme de pouvoir et de fonctionnement des services administratifs en y nommant des administratifs chefs des groupements non originaires. Ils ont suggéré que l'affectation des agents de l'Etat dans ces entités se conforme aux

principes et règles de l'administration (compétence, discipline, professionnalisme, éthique et déontologie, etc.). A l'issue de la réunion, l'inspection territoriale a élaboré une note technique à soumettre au Gouverneur de province et plus tard aux autorités nationales afin que des agents territoriaux soient déployés dans les zones concernées de manière à combler le vide de pouvoir qui s'y observe.

Le progrès de ce résultat se justifie par une forte participation (89%) des membres des structures communautaires au suivi-évaluation de la mise en œuvre des engagements à travers les mécanismes de gestion de plaintes installés et fonctionnels, les échanges avec le Comité Technique de suivi pour le suivi-évaluation, des ateliers de restitutions de résultats, tenue de CLSE, cela étant l'hypothèse est confirmée que les membres des structures communautaires ont participé activement au suivi-évaluation de la mise en œuvre des engagements

OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : La performance et la qualité de services des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens

Produit 2.1: Les capacités techniques et opérationnelles des ETD sont améliorées

Plusieurs séances de renforcement des capacités des ETD ont été organisées sur des thématiques diverses. Le projet a ainsi formé 3 ETD (plaine de la Ruzizi, Bavira et Bafuliiru) et 6 groupements en **matière de la bonne gouvernance, la décentralisation, les droits et devoirs des ETD** et des citoyens vis-à-vis de l'Etat, la gestion participative des ETD et les mécanismes de reddition des comptes. 34 personnes (dont 4 femmes -12%) parmi lesquelles les chefs coutumiers et/ou leur représentants, les chefs de groupements, chefs des villages et administration territoriale ont participé à cette séance. Les 3 ETD, l'administration du territoire, le ministère de l'Intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières, les 6 groupements, ainsi que la société civile, les associations des femmes, des jeunes et les autres parties prenantes ont été également **formés sur l'approche du financement basée sur les résultats (RBF)**. Un total de 37 personnes dont 4 femmes (11%), ainsi que les personnes à risque et marginalisées ont activement participé à cette formation qui leur a permis d'améliorer leurs connaissances sur les notions et principes théoriques de base sur l'approche RBF, la maîtrise du processus de mise en œuvre et le montage institutionnel de l'approche adapté au projet. En vue de renforcer les compétences techniques et opérationnelles des 3 ETD, ils ont aussi bénéficié d'une **formation sur l'élaboration du PDL**. Au total 113 personnes dont 41 femmes (36%) y ont pris part. La connaissance et le leadership dans le pilotage du développement et l'appropriation des stratégies élaborées par tous les acteurs de développement, ainsi que l'appropriation des stratégies élaborées par tous les partenaires au développement à travers des approches véritablement participatives, ont été renforcés. En plus, pour mieux accompagner pratiquement les ETD, un renforcement des capacités des experts et enquêteurs de **diagnostics techniques et institutionnels pour l'élaboration des PDL** de la chefferie de Bavira et de Bafuliiru a été organisé et a réuni 14 participants dont 4 femmes (29%). Ce renforcement des capacités a mis à niveau l'équipe en charge de la conduite des diagnostics institutionnels et techniques pour une meilleure appropriation des outils de collecte et analyse des données ainsi que la maîtrise du contexte de la zone.

Ce travail a conduit à la **mise en place et/ou redynamisation des CDG** au niveau des chefferies de Bavira et de Bafuliiru dans le but d'appuyer le processus de planification du développement de ces chefferies. Dans la chefferie de Bavira, 5 groupements disposaient déjà de CDG. C'est pourquoi ESPASK a mis en place de nouveaux CDG dans les groupements Kitundu et Katala uniquement. Dans la chefferie de Bafuliiru, 4 CDG existants ont été redynamisés et 1 nouveau a été mis en place dans le groupement de Lemera. Au total 11 groupements ont été appuyés dans la redynamisation et/ou mise en place des CDG au lieu de 6 initialement prévus par le projet (180%) hormis le groupement de Bijombo. Les séances de renforcement de capacité ont concerné 165 membres (dont 56 femmes - 36%) désignés ou élus pour occuper des postes des présidents, vice-présidents, secrétaires, secrétaires adjoints, commissaires aux comptes, trésoriers et conseillers. Les séances de mise en place et/ou redynamisation des CDG ont réuni 315 personnes (dont 105 femmes - 33%) constitués de différents chefs de groupements, des délégués des CVD, des délégués des chefs des villages et les membres des CDG existants. Ces rencontres ont été supervisées par les secrétaires administratifs des chefferies avec l'appui du responsable du service territorial du plan.

Un **document public sur les compétences des ETD**, les services des ETD, les modalités d'accès, la qualité de ces services et les rôles de la société civile a été élaboré. Ce document aborde les enjeux de la décentralisation en RDC, les compétences des ETD et des services techniques et la structuration d'une ETD, le statut des agents des ETD et le contrôle citoyen dans la gouvernance. Ce document est en cours de publication pour appuyer techniquement les ETD.

Après une formation interne pour améliorer la connaissance et acquérir des compétences nécessaires sur l'approche benchmarking, l'**atelier kick off benchmarking** a regroupé 25 autorités et acteurs locaux impliqués dans le CLSP et la planification de développement local, dont 3 femmes, du 24 au 25 juin 2021 à Uvira. Cet atelier a permis de collecter les données pour comparer les ETD sur les aspects de développement à travers le fonctionnement des CLD et la planification locale et sur les aspects de gouvernance sécuritaire à travers le fonctionnement des CLSP. Les notions de base de l'approche benchmarking ont été partagées avec les autorités, les indicateurs devant faire l'objectif d'apprentissage ont été captés et

validés, et les rôles de différents intervenants dans la mise en œuvre de l'approche ont été définis et une feuille de route de la mise en œuvre a été élaborée.

Une **enquête** pour identifier les raisons pour lesquelles les populations des ETD ne s'acquittent pas de leurs obligations citoyennes de **paiement des taxes et impôts dues aux ETD** a été menée. Cette enquête a ciblé les contribuables résidant au sein de 3 ETD, ainsi que les chefs de chefferies qui gèrent les taxes générées par leurs entités et ont touché 30 personnes par chefferie dont 12 femmes (40%). Les résultats de ces enquêtes dans la chefferie de Bavira ont démontré que 80% de personnes enquêtées ont reconnu être en bonne relation avec les services étatiques de recouvrement des taxes. Dans la chefferie de la plaine de la Ruzizi, 90% des enquêtées affirment ne pas avoir confiance dans le chef des gestionnaires de la chefferie ainsi que la persistance de bicéphalisme du pouvoir au niveau des groupements. Dans la chefferie de Bafuliiru, 90% des enquêtées confirment qu'il y a absence de collaboration entre les contribuables et les autorités coutumières et qu'ils résistent au paiement faute de transparence dans la gestion des taxes, ainsi qu'à la destination des taxes perçues.

Le renforcement des capacités des ETD et différentes parties prenantes a eu comme impact l'amélioration des capacités des ETD en termes technique, opérationnelle, de compétences et de qualité des services offerts aux populations locales.

A la suite des plusieurs séances de renforcement des capacités des ETD organisées pour la première année sur des thématiques diverses, y inclus l'approche du financement basée sur les résultats (RBF) et l'élaboration du Plan de Développement Local (PDL), une **formation des membres des CDG** dans les 12 groupements de la chefferie de Bafuliiru et de Bavira a été organisée pour la chefferie de Bafuliiru en date du 18 au 24 mars 2022 et Bavira du 22 au 28 Avril 2022 sur la composition, l'organisation et le fonctionnement des Comités Locaux de Développement (CLD) selon l'arrêté provincial N0 20/066/GP/SK du 11 septembre 2020, la procédure de la tenue des réunions des CLD/CDG, les outils de gestion de CLD/CDG (texte règlementaire, outil de planification, d'exécution des activités, de rapportage et de gestion des biens). Au total 166 personnes dont 51 femmes (31%) ont participé à cette formation. Il faut rappeler que les différents chefs de groupement jouent un rôle des conseiller aux seins de ces structures. Cette formation a eu un impact très considérable et de progrès dans les connaissances ont été constatées : les participants ont eu un score de 60% après la formation contre 32% pour le pré-test. **Les participants ont jugé très satisfaisants la formation** et ont manifesté un bon intérêt par rapport aux enseignements dispensés qui ont amélioré leur connaissance et capacité sur les thématiques citées ci-haut.

A l'occasion de cette formation, des notions des finances publiques, la nomenclature fixant les impôts, droits et taxes des ETD, la nouvelle classification budgétaire et les imputations budgétaires y relatives ont été abordées. Les participants ont déclaré que les échanges et les discussions ont été très riches et bénéfiques pour l'assimilation des différentes notions. Ces notions ont été renforcées par l'atelier de formation organisé le 23 mars 2022 qui a connu la participation de 16 personnes dont 6 femmes (38%) sur : la décentralisation et sa mise en application, l'installation, la redynamisation et l'opérationnalisation des ETD, la bonne gouvernance pour la paix et la sécurité au Sud-Kivu et les CCRCC. Plusieurs recommandations ont été proposées par les délégués de la chefferie Bavira et groupement Bijombo pour le retour de la sécurité et la paix au Sud-Kivu en général, et particulièrement la chefferie de Bavira, parmi lesquelles : la vulgarisation de la loi fixant le statut du chef coutumier dans les populations (loi N° 15/015 du 25 Août 2015), la vulgarisation de la loi portant la création des CCRCC, la mise en place des CCRCC, la multiplication des ateliers sur la bonne gouvernance, l'association d'autres groupements de la chefferie Bavira dans les ateliers de formation en matière de la bonne gouvernance et la décentralisation et la sensibilisation des communautés sur la cohabitation pacifique et la cohésion social. De cette formation, les participants ont évalué les recommandations issues des ateliers précédents, organisés dans la première année du projet ESPASK et **ont signé un acte d'engagent pour la mise en œuvre des recommandations**.

4 Chaines radios du territoire d'Uvira ont été sélectionnées et un contrat de partenariat d'une période de 3 mois (juin juillet et août) a été signé pour la diffusion des émissions de sensibilisation de la population sur la nomenclature de taxe, le mode de recouvrement et de paiement des taxes. Ces émissions ont pour objectif d'informer les contribuables sur les normes recommandées par le législateur congolais en matière de paiement des taxes affectées aux ETD, amener les animateurs des chefferies à répondre correctement à leurs devoirs dans le mode de perception de taxe ainsi que renforcer le cadre de collaboration entre dirigeants et la population dans la maximisation des recettes des ETD.

Une étude benchmarking (**voir le rapport d'étude en annexe**) a été réalisée sur la satisfaction des populations par rapport aux services offerts par les agents étatiques des chefferies de la plaine de la Ruzizi, des Bavira et Bafulirru. Menée du 1^{er} au 6 juillet 2022, l'étude s'est déroulée, au niveau de la chefferie de la plaine de la Ruzizi, dans les groupements de Kakamba et de Kabunambo. Au niveau de la chefferie des Bafuliiru, elle a eu lieu dans les groupements de Runingu, d'Itara-Luvungi et de Lemera. Au niveau de la chefferie des Bavira, elle s'est réalisée dans les groupements de Makobola, Kalungwe et Kabindula.

L'objectif global était d'aider les autorités à améliorer leurs prestations afin de répondre aux besoins exprimés par les populations. Spécifiquement il s'est agissait de renseigner sur le degré de satisfaction et d'insatisfaction des populations par rapport aux services offerts ; 2) mettre en exergue les motifs d'insatisfaction et les réponses proposées pour améliorer la situation.

Grâce à l'outil carte de score communautaire, à travers 8 focus groups et 34 entretiens individuels ciblés, trois indicateurs tirés des activités 2.1.5 et 4.3.3 du projet ESPASK ont été évalués. Il s'agit des suivants : indicateur 1 : % des hommes et des femmes d'accord ou totalement d'accord avec l'affirmation « les services rendus par les agents étatiques sont de qualité » ; indicateur 2 : % des hommes et des femmes qui perçoivent que la gestion de leur ETD est transparente et indicateur 3 : Pourcentage de la population qui estime que les problèmes sécuritaires sont bien traités par les acteurs en charge de la sécurité.

Les résultats de cette enquête montrent ce qui suit :

En liaison avec l'indicateur 1 : % des hommes et des femmes d'accord ou totalement d'accord avec l'affirmation « les services rendus par les agents étatiques sont de qualité »

Pour la chefferie de Bavira, la qualité des services est bonne dans l'ensemble ; avis que partage aussi une partie non négligeable de la population de la chefferie de Bafuliiru. C'est plutôt en chefferie Plaine de la Ruzizi que le score est très faible, signe que la qualité des services rendus n'est pas du tout bonne.

En effet, lorsqu'on examine le score obtenu par rapport au premier indicateur dans la chefferie de Bavira, force est de constater que la population est convaincue des efforts entrepris pour que les choses s'améliorent au jour le jour. Le fait pour la population de voir le chef de chefferie rencontrer sans trop de protocoles la population, accueillir toutes celles et tous ceux qui souhaitent le rencontrer, organiser des itinérances dans l'entité, des séances de sensibilisation en faveur de l'enregistrement des enfants à l'état civil, associer la population au processus d'élaboration du budget participatif, etc. sont autant de signes éloquentes qui indiquent clairement que les lignes bougent en faveur d'une gouvernance participative et inclusive. En chefferie de Bavira comme dans celui de Bafuliiru, le fait pour le Mwami de résider de manière permanente dans son entité contribue énormément à l'amélioration de la qualité des services rendus. Sa présence, parfois dissuasive, ramène certaines brebis galeuses à la raison et conforte la population. En sens inverse, l'absence du chef de chefferie Plaine de la Ruzizi dans son entité entraîne fort malheureusement un manque de coordination des services et, mutatis mutandis, un relâchement de la part des agents. Cela explique pourquoi les participants à l'enquête benchmarking en chefferie Plaine de la Ruzizi avaient déploré le manque, ou mieux le faible taux de sensibilisation à l'enregistrement à l'état civil, faiblesse aussi constatée en chefferie de Bafuliiru et un manque de suivi par rapport à la façon dont les agents se comportent.

Au sujet de l'indicateur 2 : % des hommes et des femmes qui perçoivent que la gestion de leur ETD est transparente : en considérant les données de la collecte de décembre 2021 et en les comparant à celles de Endline, des progrès énormes ont été enregistrés soit 42% « Dec-2021 » à 77% « Endline » ; et cela se justifie par l'approche RBF qui a automatiquement les autorités des ETD à appliquer des principes de la bonne gouvernance ; d'où peu de grognes/mécontentements des communautés de ces ETD.

La transparence et la redevabilité dans la gestion constituent l'un des maillons faibles de chacune de ces trois ETD. Il se pose en effet plusieurs interrogations au regard de la manière dont par exemple les agents sont recrutés. La chefferie publie-t-elle des appels d'offres ? Si oui, le processus de recrutement est-il conforme aux normes légales ? Si non, est-ce en fonction des affinités ?

La population avait déclaré qu'elle est faiblement associée à la gestion de l'ETD. De plus, les imprimés de valeur sont inexistantes dans plusieurs services si bien que les agents perçoivent des fonds sans qu'ils ne remettent une quelconque contrepartie aux assujettis. L'identification des assujettis ne se fait pas de manière régulière. Les statistiques par rapport à ceux qui sont en ordre et ceux qui ne le sont pas ne sont jamais affichées. Les receveurs ne rendent pas souvent compte aux assujettis ; ce qui crée une méfiance entre ces derniers et l'administration fiscale locale. Le système d'envoi des frais perçus par voie de messagerie électronique m-pesa, airtel money ou orange money est de nature à promouvoir la fraude. Des biens de la chefferie sont gérés par des individus privés.

Comme les ETD jouissent de l'autonomie administrative et financière parce qu'elles disposent de la personnalité juridique ; il est donc possible qu'elles cherchent des financements au même titre que les ONG. Mais pourquoi cela ne se fait-il pas ? Et dans l'hypothèse où elles pouvaient le faire et mobiliser les fonds, comment ces fonds seraient-ils gérés lorsqu'on sait déjà qu'il n'y a aucun indice de traçabilité du peu qui entre ?

A propos de l'indicateur 3 : Pourcentage de la population qui estime que les problèmes sécuritaires sont bien traités par les acteurs en charge de la sécurité. : la perceptions de la population par à la prise en compte et traitement de ses opinions s'est considérablement améliorée dans la gestion de la chose publique, ce qui explique le résultat est passé de 45% à 75% et en fin 79% à l'étude endline

Par rapport à cet indicateur, l'étude benchmarking avait relevé que les questions sécuritaires sont moyennement bien traitées par les acteurs ayant en charge la sécurité. Les défis demeuraient énormes, notamment le manque des moyens matériels et

financiers pour faire face aux nombreux problèmes sécuritaires ; à savoir : la recrudescence des cas d'insécurité liés notamment à la contestation du pouvoir coutumier et à l'activisme des groupes armés, le taux élevé de chômage qui est à l'origine du banditisme sous toutes ses formes. Mais il sied une fois de plus de préciser que si les enquêtés avaient rendu un vibrant hommage à certains bataillons FARDC par rapport au traitement des questions sécuritaires ; c'est plutôt la PNC qui avait encore été indexée : des arrestations arbitraires, des amendes illégales et forfaitaires, des jugements subjectifs, etc.

Les résultats de l'étude benchmarking ont fait l'objet d'un atelier de restitution, tenu du 14 au 15 octobre 2022 dans la salle des conférences de l'Hôtel KARIBU LODGE à Kilomoni à Uvira.

L'atelier a réuni 35 acteurs (dont 5 femmes), issues des institutions/structures ci-après : ministère Provincial de l'Intérieur du Sud-Kivu , inspection de la Territoriale Sud-Kivu ; bureau du territoire d'Uvira ; service du plan au niveau du territoire d'Uvira, les bureaux des chefferies de la plaine de la Ruzizi, des Bafuliiru et des Bavira ; le CIAT de la PNC territoire d'Uvira ; les CLD (chefferie des Bavira et des Bafuliiru) ; les coordinations de la Société Civile locale au niveau des chefferies ; les associations des jeunes ; les associations des femmes et les associations des PVH au niveau des chefferies.

Il leur a permis d'adopter et d'adapter à leurs ETD les bonnes pratiques en vue d'améliorer la qualité des services fournis aux populations à travers l'élaboration de cinq plans d'actions contenant des pistes d'amélioration de la gestion des ETD, à raison d'un plan au niveau de chacune de trois chefferies en plus de celui des autorités au niveau provincial et territorial (**voir les différents en annexe**).

Un deuxième cycle d'étude benchmarking a été réalisé en mars 2023. Les résultats de cette étude montrent, pour l'ensemble de trois chefferies, que le taux de satisfaction est de **56, 2%** en ce qui concerne l'accès aux services de base. Il est de **50,2%** pour ce qui est de la transparence et redevabilité et de **62, 7%** quant à la gestion de la sécurité (traitement des questions sécuritaires). L'étude a abouti à l'élaboration des plans d'actions pour améliorer la satisfaction de la population par rapport aux trois indicateurs précités.

Toutes les actions faites a ce niveau par le consortium ESPASK ont contribué l'élaboration de manière participative et approuvé à des Plans locaux de paix et de développement (PLD) et le résultat atteint est à 100 % suite à 2 PDL qui ont été élaborés (1 dans Bafuliiru et l'autre dans Bavira) et validé au cours de l'année 1 ; et dont la cérémonie de remise officielle a eu lieu. Il est à noter que 1 PDL pour Plaine de la Ruzizi a été élaboré pour la deuxième année du projet, d'où l'indicateur atteint à 100%

Produit 2.2: Les ETD et l'administration territoriale identifient et résolvent les problèmes locaux prioritaires des communautés

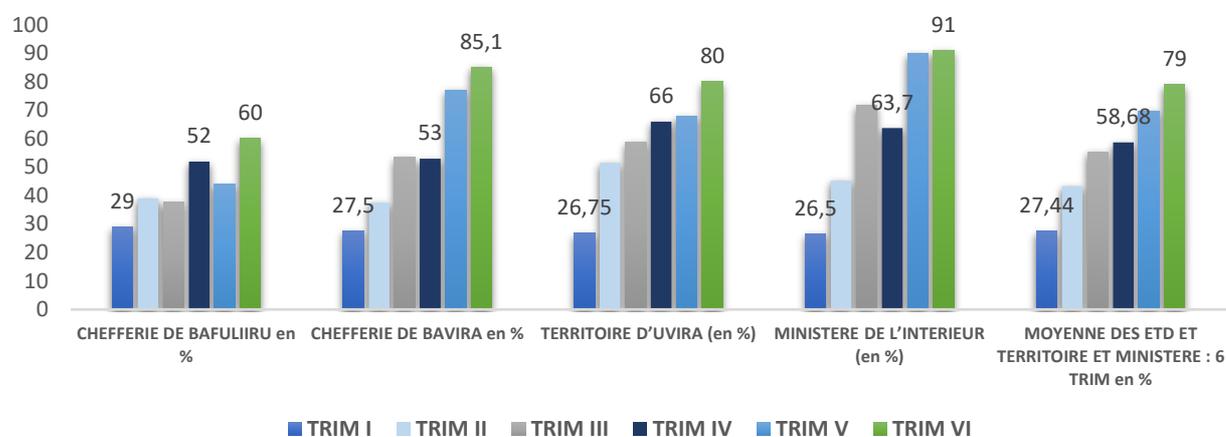
Pour renforcer les structures de la gouvernance locale, ESPASK a **mis en place un CLD pour chaque chefferie** comprenant 15 membres dont 5 femmes (33%) et **179 CVD** dont 79 au niveau des 7 groupements des chefferies de Bavira et 100 dans la chefferie de Bafuliiru. Chaque CVD est composé de 15 membres soit un total de 2685 personnes dont 937 femmes (35%). Le processus de mise en place de ces CVD a été animé par une équipe composée du président de CLD des chefferies, du responsable de la cellule de développement au niveau de chaque entité et des chefs des groupements. Ces derniers avaient bénéficié d'une formation sur le fonctionnement des CLD et l'implication de la femme dans le processus de la planification locale de développement et la stabilisation en lien avec la résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Pour appuyer les ETD à résoudre leurs problèmes prioritaires, **un appui en renforcement des capacités des associations des femmes et des jeunes** pour contribuer à la mobilisation des recettes des ETD a été apporté et a été suivi par la mise en place des plans d'action en matière de mobilisation communautaire, afin de mobiliser les contribuables dans la maximisation des recettes, de relever les rôles que doivent jouer les femmes et les jeunes dans la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales. Le plan d'action est en cours de mise en œuvre dans la chefferie de Bafuliiru et de la plaine de la Ruzizi. 62 personnes dont 19 femmes (31%) ont au total été formées.

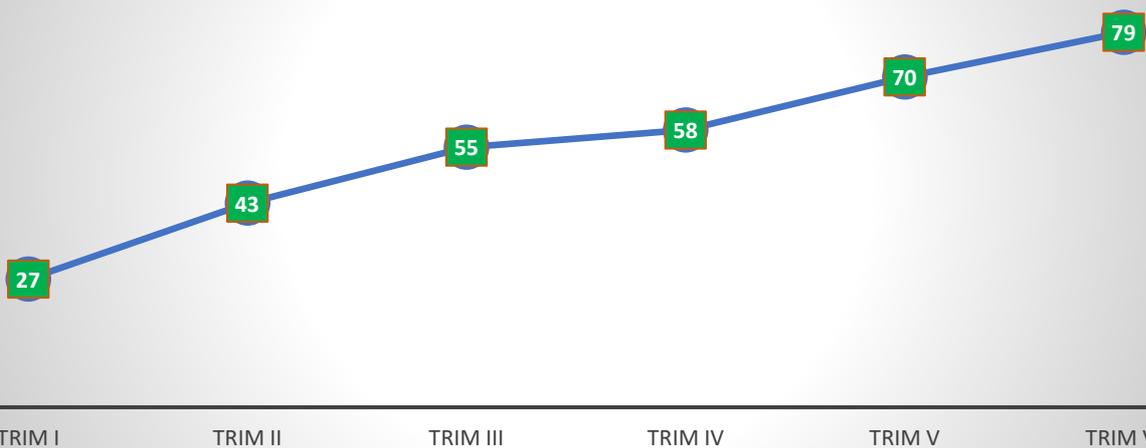
Dans le cadre de **l'approche RBF**, en vue d'améliorer la performance des ETD dans la résolution des problèmes prioritaires au niveau local, un **atelier de formulation et validation des indicateurs de performance** des ETD et de l'AT a été organisé à Uvira du 2 au 5 février 2021, avec aussi la participation des associations des femmes et des jeunes et autres leaders communautaires. Au total 37 personnes dont 4 femmes y ont participé. Au moins 18 indicateurs de performance par prestataire et régulateur ont été élaborés et validés⁸. **5 Contrats RBF** avec deux régulateurs (territoire d'Uvira et ministère de l'Intérieur) et 3 prestataires (chefferies de Bafuliiru, plaine de la Ruzizi et Bavira) ont été élaborés et signés pendant l'atelier de contractualisation du 6 mars 2021 qui avait connu la participation du ministre provincial de la Décentralisation, sécurité et affaires coutumières. L'atelier a bénéficié de la présence de 40 personnes dont 7 femmes (18%). Les indicateurs de performance permettent d'identifier les domaines de performance, y inclus ceux liés à la gouvernance des ETD et ceux liés à la sécurité des entités, et **favorisent l'amélioration de la qualité de services des ETD**. Seul le contrat avec la chefferie de la plaine n'a pas été exécuté à cause de la persistance de la dualité dans cette entité. Etant donné la sensibilité de ce conflit, l'approche RBF n'est pas adaptée pour le moment pour cette ETD. Pour renforcer la mise en œuvre de l'approche, **6 missions trimestrielles de coaching et de vérification** ont été effectuées 5 enquêtes de satisfaction communautaire en. Ces missions qui ont permis de

mesurer l'évolution de la performance des entités pendant les différents cycles RBF. L'approche étant nouvelle, la première performance n'était pas bonne et le renforcement du coaching et accompagnement rapproché a permis une amélioration dans les cycles suivants (cfr tableau ci-dessous et annexe des résultats RBF pour plus de détails).

Evaluation de la performance RBF avec les acteurs contractés pour 6 derniers trimestres de mise en oeuvre



% moyen de performance dans les 6 trimestres évaluée au sein des ETD



Source cadre de performance acteurs ESPASK

TRIMESTRE	CHEFFERIE DE BAFULIIRU en %	CHEFFERIE DE BAVIRA en %	TERRITOIRE D'UVIRA (en %)	MINISTERE DE L'INTERIEUR (en %)	MOYENNE DES ETD ET TERRITOIRE ET MINISTERE : 6 TRIM en %
TRIM I	29	27	26	26	27
TRIM II	39	37	51	45	43
TRIM III	37	53	58	71	55
TRIM IV	52	53	66	63	58
TRIM V	44	77	68	90	69
TRIM VI	60	85	80	91	79
MOYENNE	43	55	58	64	55

Le paiement de subsides a ainsi été effectué sur base de performance de chaque prestataire et régulateur. Compte tenu du contexte et des nouveaux besoins après 2 cycles de RBF, les **indicateurs de performance ont été révisés et adaptés au contexte local et besoins des communautés locales** en novembre 2021 en définissant des nouvelles stratégies de mise en œuvre et élaborant la feuille de route à base des défis rencontrés, notamment le suivi régulier de régulateurs, renforcement du

coaching, renforcer l'engagement des responsables des entités dans la mise en œuvre des activités RBF, avoir un point focal permanent qui interagira avec l'équipe de Cordaid et sera en charge des questions RBF. Les indicateurs révisés ont été à la base du renouvellement du contrat avec les partenaires pour les 3 cycles restants en 2022.

Le projet a accompagné les chefferies des Bavira et Bafuliuru dans l'élaboration de leurs PDL respectifs (voir **les différents PDL en annexe**) au terme d'un processus participatif qui, comme le prévoit le Guide méthodologique de planification provinciale et locale, a suivi les étapes suivantes :

Phase préparatoire : Pour amorcer le processus, le projet ESPASK a organisé de manière concertée une série des séances de travail dans le cadre du partenariat avec le Ministère provincial du Plan à travers son service technique qui est la Division provinciales du Plan. Les chefferies ont été largement impliquées en tant qu'entités qui ont sollicité cet accompagnement. Une feuille de route avait été dressée par rapport au processus envisagé. Des séances d'informations et de mise en place des structures locales de développement (CVD, CDG, et CLD) ont été organisées à tous les niveaux de l'ETD (villages, groupements et chefferie).

Phase des diagnostics : Le diagnostic technique a consisté en une revue documentaire sur chaque chefferie partant des trois dimensions du développement durable susmentionnées en plus de l'aspect gouvernance, paix et cohésion sociale.

Le diagnostic participatif s'est déroulé à travers les groupements hormis celui de Bijombo (dans la Chefferie des Bavira) où la situation sécuritaire était délétère. Néanmoins, au cours de l'organisation des séances de focus group, ce groupement a été tenu en compte du fait que sa population en déplacement dans la ville d'Uvira a fait l'objet d'une consultation sur les aspects des dimensions du développement durable tel qu'il en a été le cas pour les autres groupements. Les données recueillies à travers les groupements ont fait l'objet d'une consolidation au cours d'un atelier organisé par chefferie durant trois jours. Les membres des comités de développement ainsi que les personnes ressources issues des différentes couches socioprofessionnelles ainsi que des services techniques déconcentrés ont constitué les participants majeurs. Les outils ayant servi à cet exercice ont été principalement le guide d'entretien, la matrice d'analyse des problèmes, la matrice FFOM.

Le diagnostic institutionnel a porté sur une analyse des problèmes à partir de la matrice FFOM. Il a concerné chaque chefferie comme système avec ses différents services ou sous-systèmes à savoir : administratif, budget et gestion financière, l'état-civil, la gestion foncière coutumière et contentieux ainsi que quelques services techniques déconcentrés qui appuient la chefferie.

Pour ce qui est de la Chefferie des Bavira, il importe de noter que sur base d'un compromis entre la Division provinciale du Plan, le projet ESPASK et UNHCR, un diagnostic complémentaire a été posé ayant comme cible les déplacés, les retournés et le réfugiés rencontrés dans la chefferie de Bavira à travers six groupements hormis celui de Bijombo en proie à l'insécurité afin que leurs besoins et/ou problèmes soient pris en compte dans le PDL.

Phase de la formulation des PDL : Après la collecte d'une masse critique de données, il a été organisé au niveau de chaque ETD un atelier de deux jours pour la formulation du PDL. Les représentants de tous les groupements y compris les membres des comités de développement, des services techniques décentralisés de l'ETD et des services déconcentrés ont été conviés à la restitution des résultats du diagnostic participatif. Sur base des données collectées à l'aide des matrices d'analyse des problèmes et FFOM les travaux se sont déroulés en focus group et en plénière afin de procéder à la formulation des objectifs et axes stratégiques du développement. Cette phase a connu également le moment de l'élaboration de la vision du développement de la chefferie, sa mission et ses valeurs.

Phase de rédaction et mise en cohérence du PDL : Les documents des PDL ont été élaborés en tenant compte de la cohérence verticale avec le Plan de Développement Provincial, le Plan Stratégique National de Développement, et les ODD ainsi que des différentes politiques sectorielles comme dans les domaines de l'environnement, la santé, etc.

Phase d'approbation et adoption des PDL : En vue de leur approbation au niveau local, les PDL ont été présentés respectivement, au niveau de chaque chefferie, à l'administration de l'ETD, au CLD qui est l'organe consultatif en matière de développement local et à d'autres parties prenantes au processus au cours d'un atelier de validation locale. Après son approbation au niveau local, les PDL ont été transmis respectivement aux Divisions Provinciales du Plan et de la Décentralisation pour vérification technique avant de transmettre la requête de l'avis de conformité du Gouverneur de province.

Une cérémonie de réception officielle du PDL de la chefferie des Bavira 2022-2026 de cette ETD a été présidée par le Ministre provincial du Plan, Budget et promotion des investissements. La cérémonie s'est déroulée dans la salle petite salle de l'hôtel Elizabeth à Bukavu le vendredi 18 novembre 2022. Elle a permis aux autorités provinciales de donner aux acteurs de développement de la chefferie des Bavira des orientations sur la réussite de la mise en œuvre du PDL. La cérémonie a également offert aux autorités de la chefferie l'occasion de recevoir à titre symbolique du ministre 8 copies du PDL (**voir en annexe le PV de réception et la copie du PDL**) et la lettre d'Avis de conformité dudit PDL (**voir en annexe la cop.**)

En prélude des fora des délégués des groupements à la chefferie, les chefs des groupements de la chefferie de Bavira ont organisé des **fora des groupements** pour identifier et analyser les problèmes de leurs communautés, de définir les priorités et de proposer des projets prioritaires à soumettre au forum de la chefferie. Au niveau de la chefferie des Bavira, **18 projets⁹ ont été proposés** par les délégués des groupements, **dont 5 ont été mis au vote et retenus** dans le cadre de l'enveloppe dédiée au budget

participatif de la chefferie des Bavira pour l'exercice 2022. Au niveau de la chefferie des Bafuliiru **19 projets¹⁰ ont été proposés par les délégués des groupements, dont 11 ont été mis au vote et retenus.**

Quatorze (14) acteurs y ont participé, issus du Ministère provincial du Plan, Budget et promotion des investissements de la Division provinciale du Plan, du service du plan au niveau du territoire d'Uvira, du bureau de la chefferie des Bavira et du staff du projet.

Les associations des jeunes et des femmes ont été appuyés pour contribuer à la mobilisation des recettes des ETD et la mise en place des plans d'action en vue de mobiliser les contribuables dans la maximisation des recettes, de relever les rôles que doivent jouer les femmes et les jeunes dans la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales. Au total **18 plans d'action élaborés** par les structures communautaires sont en cours de mise en œuvre dans les chefferies de Bafuliiru, des Bavira et de la plaine de la Ruzizi.

Pour renforcer la gouvernance locale, le projet a identifié avec la participation des communautés locales des problèmes issus de la mauvaise gestion des entités en vue d'apporter des solutions durables à ces problèmes. Les indicateurs de performances des ETD dans le cadre de l'approche RBF avaient été revus pour s'adapter au contexte local. Ces indicateurs ont été mis en œuvre par les prestataires (ETD) avec l'appui des régulateurs (administration du territoire et le ministère de l'Intérieur). Pour renforcer la mise en œuvre de l'approche, **3 coachings et deux évaluations de performance auprès des prestataires et régulateurs, avec un total de 20 participants dont 20 % sont des femmes.** Pendant les séances de coaching, nous nous sommes attelés sur le seuil de réalisation des indicateurs RBF et des résultats escomptés (indicateurs quantitatifs/qualitatifs et enquêtes de satisfaction communautaire) au cours des trimestres, les difficultés/défis rencontrés et en projeter les perspectives en termes des mesures de mitigation et stratégies, l'explication de l'outil indice et l'outil de plan de management et la planification et suivi des activités trimestrielles. Pour ce qui est particulièrement de l'outil indice et partage des subsides selon les répartitions recommandées (50% investissement, 40% primes de performance, 5% équipement et 5% réserve) : nous avons recommandé à son strict respect. Le paiement de subsides a ainsi été effectué sur base de performance de chaque prestataire et régulateur. Les scores de chaque partenaire sont élaborés dans l'annexe. Les activités de vérification ont été accompagnées de deux enquêtes de satisfaction.

Il a été recommandé aux partenaires au strict respect de la gestion et utilisation des subsides. Partant des observations émises lors des séances précédentes, il a été observé une amélioration dans la gestion et utilisation des subsides reçues. La plupart membres des institutions partenaires ont témoigné le respect d'utilisation des fonds dans le paiement des primes et l'investissement/fonctionnement.

Le paiement de subsides a ainsi été effectué sur base de performance de chaque prestataire et régulateur. Les scores de chaque partenaire sont élaborés dans l'annexe. Les activités de vérification ont été accompagnées de deux enquêtes de satisfaction.

Il a été tenu novembre 2022 un atelier de partage des résultats réalisés par les ETDs, l'administration territoriale et le ministère de l'intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumière avec les autorités provinciales et la communauté. Cet atelier avait pour objectif de présenter les résultats de cinq cycles RBF des indicateurs qualitatifs et quantitatifs, les résultats des enquêtes de satisfaction communautaire, les défis et recommandations liées au RBF et capitaliser les leçons et recommandations générales liées à l'approche. Ledit atelier a bénéficié de la participation de 59 personnes dont 13 femmes.

A la fin de cet atelier, les participants et les autorités provinciales présents ont apprécié l'approche RBF et ses résultats escomptés au cours de ces cinq cycles trimestriels de mise en œuvre (Cfr annexe), et ont émis les recommandations en rapport avec le maintien et la pérennisation de l'approche.

Dans la cadre d'appui à la réalisation des projets du budget participatif dans les chefferies des Bavira et Bafuliiru, le projet ESPASK a au niveau de la chefferie des Bafuliiru financé la construction d'un hangar au marché de MATYAZO dans le groupement de LEMERA et d'un boc des latrines à quatre portes au bureau du groupement de Runingu et , au niveau de la chefferie des Bavira, la construction d'un hangar de marché à Makobola dans le groupement du Kamba-Makobola et des latrines publiques au marché COPELA à Kalungwe dans le groupement de même nom.

Au travers les stratégies, outils et moyen financier par l'équipe du projet plusieurs mécanismes de concertation ont été mis en place ou redynamisés qui sont opérationnels au niveau des ETD, ceci pour souligner *et le résultat atteint est à 100% (il y a 2 CLSP, 11 CDG, 2 CLD, 12 Fora de groupement et CLSE).*

Les résultats de différentes collectes données semestrielles menées ainsi que l'évaluation finale, ont confirmé que le projet ESPASK a bouté la performance et la qualité sur l'ensemble afin de rendre service de sécurité efficace, ce qui a permis de rétablir la confiance, la cohésion (qui n'existaient plus) des communautés des trois entités grâce au projet ESPASK et inciter les acteurs à offrir le service de sécurité de qualité; de gérer les services publics de manière participative et transparente et le financement Basé sur la Performance (RBF) a été fait et suivi de manière à impacter ces changements.

Produit 2.3: *La confiance entre les autorités locales et la population est renforcée et le dialogue et la collaboration entre les ETD, l'administration territoriale, les autorités provinciales et la population a lieu*

Une séance de renforcement de capacités en matière de bonne gouvernance, de décentralisation, des droits et devoirs des ETD et des droits et devoirs des citoyens vis-à-vis de l'Etat, a été organisée en faveur de plusieurs parties prenantes des chefferies de Bavira et de Bafuliiru, avec un total de 100 personnes dont 38 femmes (38%). Un plan opérationnel pour renforcer la gouvernance et la décentralisation de la plaine de la Ruzizi, a été mis en place. Ces activités ont contribué au renforcement de collaboration entre les autorités locales et la population. L'élaboration des cartographies des structures de concertation officielles existantes a permis de constater ce qui suit : 4 CDG, le CLD, le CLSP et la CCRCC sont présents au niveau de deux chefferies (Bavira et Bafuliiru). Toutefois, **ces structures existantes sont insuffisamment structurées et leurs mécanismes de gouvernance restent faibles**. ESPASK est dans le processus d'améliorer leur performance technique et opérationnelle pour relever les faiblesses en vue de renforcer la confiance et la collaboration entre les ETD et de **bâtir des organisations bien structurées avec des membres performants**. Une réunion de concertation sur la structuration du CDG de Runingu, dont la légitimité des animateurs par une partie de la population est contestée, a été organisée.

Un appui en renforcement des capacités de la PNC, personnel des chefferies et chefs de groupement sur le CLSP, CLS été organisé pour améliorer leur connaissance et compétence dans l'organisation des réunions de CLSP et des forums des groupements. Pour assurer une bonne organisation des forums de groupements et pour relever les niveaux de ces animateurs, un atelier pédagogique de coaching a été organisé du 25 au 27 octobre en faveur de plusieurs parties prenantes avec l'appui des coaches et le chef de quartier de Ndendere de la ville de Bukavu pour partager son expérience avec les chefs des groupements dans l'organisation des réunions de sécurité. Ceci a motivé les chefs des groupements à répliquer la même expérience dans leurs entités respectives et a abouti à **l'organisation des réunions des forums dans 12 groupements de la chefferie de Bafuliiru et de Bavira**, au lieu de 6 groupements ciblés dans le territoire d'Uvira (200%). Ces réunions de sécurité de groupements ont contribué à rapprocher et renforcer la collaboration et la confiance entre les autorités locales (chefs des groupements, chefs des villages, PNC, FARDC, agence de renseignements) et les populations locales (organisation de la société civile, les organisations des femmes, des jeunes, des personnes vulnérables, marginalisées et à risques, les associations de développement et autres couches sociales) avec l'appui technique de l'inspection territoriale. Pendant ces réunions, un diagnostic sécuritaire pour l'identification et l'analyse des problèmes sécuritaires de chaque groupement a été réalisé, les pistes des solutions et les responsables pour la mise en œuvre des recommandations ont été identifiées. Parmi les pistes des solutions proposé pour le défi de l'insécurité (enlèvements, kidnapping, assassinats) les participants ont proposé le renforcement des effectifs FARDC, de la PNC dans les zones à forte insécurité et d'organiser des patrouilles PNC, FARDC et Monusco en vue de sécuriser les populations.

Les femmes ont profité de ces réunions pour exprimer leurs besoins liés à la sécurité et ces besoins ont été abordés et pris en compte parmi les recommandations. C'est le cas par exemple du kidnapping des femmes accompagnées par des violences sexuelles dans les champs et sur les routes des champs et l'absence de centres de santé dans leurs zones ce qui les expose aux abus et violence quand elles doivent faire de long trajet pour accéder aux soins médicaux. Pour remédier à ces problèmes de sécurité des femmes, elles ont proposé le renforcement de la sécurité dans leurs entités en général et sur les chemins ainsi que dans les champs en particulier et d'appuyer la construction et/ou la réhabilitation de centres de santé dans leurs communautés.

Des procès-verbaux (PV) des réunions des forums des groupements ont été élaborés et transmis aux chefferies, avec une copie au bureau du territoire et les services techniques provinciaux, afin de permettre aux ETD d'organiser les réunions de CLSP élargies aux communautés locales. Les chefferies de Bavira et de Bafuliiru, après avoir reçu les PV et les rapports des réunions des forums des groupements, ont quant à elles organisé **deux réunions du CLSP élargies aux communautés** sur convocation des chefs des chefferies. Ces réunions ont réuni la société civile, les chefs des groupements, certains chefs de villages, les commandants de la PNC, la présidente du tribunal de paix d'Uvira, la société civile, les organisations des femmes et des jeunes, avec l'appui technique de l'inspection de la territoriale. Ces réunions ont permis de réaliser un diagnostic sécuritaire des chefferies pour identifier et analyser les problèmes sécuritaires des entités et proposer des pistes des solutions avec les différentes parties prenantes aux réunions. Au total 497 personnes dont 122 femmes (25%) ont participé aux différentes réunions des forums de groupements et 100 personnes dont 14 femmes (14%) ont participé aux réunions de CLPS élargies.

Ces différentes réunions ont eu favoriser le dialogue, le renforcement de confiance et de collaboration entre les autorités et la population locale, l'administration territoriale et les autorités ainsi que les populations locales. Plusieurs groupements et chefferies ont pour la première fois rendu la réunion de sécurité participative et inclusive et les besoins de sécurité des femmes ont été abordés et pris en compte, notamment les extorsions des biens issus de leurs champs, les barrières illégales et payantes, le kidnapping accompagné par des violences sexuelles. Les notions sur le leadership des femmes et la prise en compte du genre dans la gouvernance des entités locales, la participation des femmes et jeunes dans le processus de redynamisation des structures de concertation et les CLS ont été encouragées et prises en compte en vue de rendre les structures de gouvernance

et de concertation participatives et inclusives. Les services de sécurité membres des CLSP et forums des groupements ont exécuté certaines mesures sécuritaires dans le cadre de la bonne gouvernance et ont appuyé les actions des chefferies sur base de pouvoir leur dévolu par la législation nationale, notamment la suppression des barrières illégales, la sensibilisation des militaires FARDC sur les pratiques illégales commises en l'encontre des populations, mener le plaidoyer pour renforcer la logistique militaire (ration, minution, armes).

Les autorités des chefferies ont organisé des rencontres pour rendre compte à la population de la gestion des ETD. C'est ainsi qu'au premier trimestre 2022 ils ont organisé des fora des délégués des groupements relatifs au budget participatif au niveau de la chefferie de Bavira et Bafuliiru. Ils ont profité de cette occasion pour faire la reddition des comptes de leurs chefferies pour l'exercice 2021 permettant à la population d'avoir une meilleure compréhension de la manière dont les recettes des ETD ont été utilisées pendant cette période. Ils ont également présenté les prévisions budgétaires pour l'année 2022. Un dialogue a été mené avec ces représentants sur l'extrait budgétaire et le taux des taxes imposables aux assujettis. Les délégués des groupements se sont exprimés en faveur de la réduction ou de l'augmentation d'une ou telle autre taxe et contribué à la définition des stratégies pour un accroissement et une bonne gestion des recettes des ETD.

Les chefs des chefferies de Bavira et Bafuliiru ont organisé des **réunions publiques dans le cadre des itinérances** dans leurs chefferies. Au cours de ces rencontres, ces autorités ont organisé de débat et tours de parole avec leurs populations respectives. Les populations ont été informées sur les efforts déployés par l'administration des ETD pour la promotion du développement de l'entité et solliciter leur implication dans le processus du développement de leurs entités respectives. La population a soulevé des préoccupations sur la communication des chefs de chefferie, ils connaissent l'importance du civisme fiscal (paiement des taxes et impôts) pour la réussite du budget participatif et ont diagnostiqué avec l'autorité les obstacles sécuritaires majeurs à la mise en œuvre du PDL et proposé des pistes des solutions.

Un appui aux comités locaux de sécurité de proximité (CLSP) et foras de groupements ont été apportés pour leur permettre de prévenir et répondre aux problèmes de sécurité et amélioré la gouvernance locale et sécuritaire dans les chefferies de Bavira et de Bafuliiru. Les chefferies de Bavira et de Bafuliiru ont chacune organisé 4 réunions des CLSP élargis aux communautés locales avec, pour l'ensemble de deux chefferies, 506 participants dont 195 femmes (38,6 %). 62 Réunions de sécurité dont 35 dans la chefferie de Bavira et 27 dans la chefferie de Bafuliiru organisées par les 12 groupements des chefferies de Bafuliiru et de Bavira avec un total 1800 personnes dont 620 femmes (34,4%). Les thèmes sécuritaires qui ont été traités dans les FG et CLSP sont : les braquages, kidnapping/enlèvement, les vols des vaches/bétails, les viols (VSBG), l'insécurité due à la présence des groupes armés, les infiltrations des troupes étrangères non identifiés, les barrières illégales, les tracasseries, les conflits fonciers (la transhumance), les méfaits des boissons fortement alcoolisées, les assassinats, etc. Ces réunions permettent de diagnostiquer la situation sécuritaire des chefferies pour identifier et analyser les problèmes sécuritaires des entités et proposer des pistes des solutions avec les différentes parties prenantes aux réunions. Ces différentes réunions ont favorisé le rapprochement entre les populations locales et les animateurs des ETD, la redevabilité mutuelle et la transparence et l'inclusivité dans la gestion des questions sécuritaires des entités ainsi que le renforcement de confiance et de collaboration entre les autorités et la population locale.

Les femmes (surtout celles des structures féminines soutenues par le projet) ont profité de ces réunions pour exprimer leurs besoins liés à la sécurité et ces besoins ont été abordés et pris en compte parmi les recommandations. A titre d'exemple, lors de la réunion de CLSP pour la chefferie des Bafuliiru, *une femme s'est exprimée devant le chef de chefferie sur les conséquences des boissons fortement alcoolisées sur la sécurité des habitants de son village et particulièrement sur les femmes qui subissent des violences conjugales graves de la part de leurs maris ivres, elle a donc demandé au chef de chefferie de régler les heures d'ouvertures et fermetures des débits des boissons et de contrôler et interdire la vente des boissons fortement alcoolisées qui détruisent la jeunesse et les familles*. Le chef de chefferie a promis de trouver une solution après concertation avec d'autres services sécuritaires et de donner suite à cette requête lors de la prochaine réunion de CLSP Bafuliiru. Il faut noter que les femmes des structures communautaires sont coachées à identifier les problèmes sécuritaires qui les concernent pour les porter dans les réunions de sécurité des groupements et chefferies. Ceci leur permet non seulement de participer aux réunions de sécurité mais aussi de contribuer d'une manière significative dans les prises des décisions prenant en compte les besoins des femmes.

Des **procès-verbaux (PV) ou rapports des réunions des forums des groupements et de CLSP sont élaborés et transmis à la hiérarchie**, avec une copie aux services techniques provinciaux. Ce qui n'était pas le cas avant le projet ESPASK. Un appui du ministère de l'Intérieur, de l'inspection de la territoriale, de la division des affaires coutumières et du Territoire d'Uvira est apporté aux chefferies et groupements pour améliorer leurs prestations en termes de sécurité. Ceci a eu comme effet, la collaboration entre la population et les autorités, la redevabilité et la transparence dans la gestion de la sécurité ainsi que le renforcement du système sécuritaire dans la zone.

Les actions faites par les acteurs ont favorisé le renforcement de la confiance et la redevabilité entre les autorités locales et la population, et le dialogue et la collaboration entre les ETD, l'administration territoriale, les autorités provinciales et la population a lieu

OBJECTIF SPECIFIQUE 3: Les femmes influencent, et participent à, toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social

Produit 3.1: *Les femmes et les jeunes filles ont les capacités nécessaires pour influencer les dialogues démocratiques, la bonne gouvernance des ETD et de la sécurité et participer à l'ensemble du processus de restauration de l'autorité de l'état.*

Le projet a organisé 3 **séances d'identification et de documentation des besoins spécifiques des femmes et filles** en lien avec les enjeux liés aux conflits de pouvoir coutumier, à la gouvernance et à la sécurité dans la chefferie de Bavira, Bafuliuru et de la plaine de la Ruzizi. Au total 240 personnes dont 190 femmes (79%) ont activement participé à ces séances qui ont permis l'analyse des besoins spécifiques des femmes. Les séances ont été suivies de **formations sur le leadership féminin**, le plaidoyer, la participation des femmes au débat démocratique en vue de renforcer le caractère inclusif de la gouvernance sécuritaire et du processus de stabilisation en le matérialisant par l'investissement dans la femme et filles. Au total 133 personnes dont 98 femmes, dont 74 issues des associations des femmes, des jeunes et d'autres structures communautaires œuvrant dans l'objectif 4 du projet, ont participé à cette séance de renforcement des capacités. Ces activités ont eu comme effet **la participation active des femmes et jeunes aux objectifs 1,2 et 4 du projet** en apportant leur contribution dans la gouvernance, la sécurité et la transformation des conflits. Sur un total 120 femmes prévues par le projet, 288 femmes (240%) ont été concernées par ces activités.

Un atelier de mobilisation des autorités coutumières pour renforcer l'inclusion des femmes dans le processus de prise de décisions dans le cadre de la cohésion sociale et la consolidation de la paix a été organisé le 23 avril 2022 et a réuni 41 participants dont 15 femmes (37%)

Un **acte d'engagement a été signé par les chefs coutumiers pour renforcer l'inclusion des femmes dans le processus de paix**. Dans le cadre du développement, 6 Plans des CDG ont pris en compte les besoins spécifiques des femmes à hauteur de 30% pour donner suite à la publication du rapport sur les besoins spécifiques des femmes. 120 Femmes regroupées dans les fora ont échangé avec les autorités locales sur les problèmes liés à la consolidation de la paix grâce aux connaissances acquises sur la résolution des conflits. Ces membres des fora qui, grâce aux connaissances acquises en matière de résolutions des conflits, ont résolu plusieurs problèmes. Grâce aux initiatives des femmes les tensions entre les deux communautés ont baissé à travers les séances des sensibilisations qu'elles organisent au sein de leurs communautés respectives. Au moins 30% des femmes issus des CDG et 35% des CLD des structures d'appui des groupements et chefferies en matière de développement participent à côté des hommes aux ateliers de formation sur les diverses thématiques dispensées dans le cadre du projet.

Des activités de suivi et évaluation ont été organisées au près des bénéficiaires dans les groupements de Kagando, Luberizi, Kabunambo, Bijombo et Luvungi. Ces suivis ont ciblés 6 forums constitués chacun de 20 membres et les autorités locales de ces entités ;

De manière globale ce résultat a été atteint à 90% et de façon spécifiquement endline à 20% de plus. Cela signifie que les bénéficiaires ont participé aux sessions des formations organisées et d'outils développés et disséminés comme ; session sur l'élaboration de plan d'action, document d'identification des besoins spécifiques des femmes pour l'année 2021 et 1 formation organisée en 2022 pour la révision des outils ; pour cette deuxième année des séances de coaching et renforcement de capacités des partenaires sur le leadership transformationnel.

Produit 3.2: *Les femmes et les jeunes filles, au même titre que les hommes et les jeunes garçons, agissent et sont reconnues comme actrices de changement social*

Le projet a **élaboré et met en œuvre 6 plans d'action des femmes** pour assurer la participation dans la transformation des conflits, les dialogues démocratiques, la gouvernance locale et les réunions de sécurité.

83 personnes dont 50 femmes (70%) ont participé à l'élaboration des plans d'action des femmes qui ont permis la participation des femmes et filles aux mécanismes de dialogue et au processus d'élaboration de PDL, grâce aux renforcements des connaissances et des compétences dans ces domaines. Au moins 40% des besoins des femmes ont été pris en compte dans l'élaboration de PDL et 23 femmes ont été formées pour faire valoir la voix des femmes dans les discussion et élaboration des PDL. A titre d'exemple les besoins pris en compte dans les PDL sont la représentation des femmes dans la sphère décisionnelle, le droit à l'héritage, le droit à la terre. Grâce à ces formations, ces femmes ont été actrices dans les réunions de sécurité organisées par les forums des groupements et CLSP où leurs besoins spécifiques en termes de sécurité ont été pris en compte. Deux structures féminines dans le groupement de Bijombo (Cadre de Concertation pour la Sécurisation de la Femme et des Enfants) et le groupement de Luberizi (Femmes Leaders) ont bénéficié d'un appui financier pour les activités issues des plans d'actions des femmes en vue de contribuer aux engagements des objectifs 1, 2 et 4 du projet. Les femmes jouent ainsi des rôles prépondérants dans le processus de stabilisation, dialogue démocratique, sécurité et gouvernance locale.

Le projet a appuyé les structures des femmes dans l'actualisation des plans d'action trimestrielles. Au total 6 Plans d'action trimestriels ont été actualisés avec l'appui des membres du consortium. Les femmes membres des structures communautaires

féminines et les membres des fora réalisent leurs actions conformément à ces plans. Ces 6 plans leurs avaient permis de contribuer aux problèmes sécuritaires notamment échangé avec les policiers en vue de dénoncer les actes des barbaries commises au sein de leurs villages et leur donnés les responsabilités de les résoudre. Ceci a été appuyé par la participation physique des femmes dans les actions des dialogues et de développement de leurs entités administratives réalisées par les organisations membres du consortium, les besoins spécifiques et pratiques des femmes ont été pris en compte dans les réunions de sécurité, fora des groupements, PAS de PDL dans les différentes chefferies. Une inclusivité et la visibilité des actions du projet ont été renforcées pour donner suite à l'existence de deux structures communautaires qui ont eu de fonds de fonctionnement depuis l'année passée en vue de réaliser les actions des plans des femmes. Des rapports et comptes rendus des structures ont démontré une nette participation et application des femmes dans la mise en œuvre des activités. 98 Personnes ont pris part à ces 3 séances d'actualisation des plans d'actions des femmes, Soit 57 femmes et 41 hommes (42%).

2 activités de suivis et évaluations des activités des foras ont été effectués sur les 6 forums constitués. Il était question de s'assurer de l'avancement des Plans d'Actions des Femmes et leurs plans de suivi et de mise en œuvre, relever les défis et proposer des pistes de solution sur leur implication dans la transformation des conflits autour des pouvoirs coutumiers, le projet a tenu l'organisation d'une séance de réflexion dans laquelle 83 Personnes, soit 50 Femmes et 36 Hommes ont pris part. Les participants étaient venus de Kagando, Kabunambo, Luberizi, Kakamba et Luvungi et une séance d'évaluation d'état d'avancement des activités des structures féminines du groupement de Bijombo (Cadre de Concertation pour la Sécurisation de la femme et des Enfants) et Luberizi (FEVIKA) a été effectuée. Leurs activités issues des plans d'actions des femmes en vue de contribuer aux engagements des objectifs 1, 2 et 4 du projet.

Pour répondre à cet objectif les actions menées par le projet ESPASK prouve en suffisance que Les femmes et les jeunes filles sont au même titre que les hommes et les jeunes garçons et tous agissent et sont reconnues comme actrices de changement social la moyenne de résultat semestriel sur le % femmes et d'hommes qui se sentent impliqués dans le processus de changement au sein de leur communauté qui étaient de 65% sont passées à 77% au second semestre et à 80% au dernier semestre.

Produit 3.3 : Des femmes, des organisations des femmes, des hommes et des autorités locales deviennent sensibles sur des normes sociales et les rôles de genre positifs

Un document **d'étude sur les normes sociales et les pratiques qui les accompagnent** a été élaboré. Cela a conduit à l'élaboration d'outils de sensibilisation de lutte contre des obstacles liés à la participation des femmes dans les processus de la stabilisation, notamment l'analphabétisme des femmes, les coutumes et pratiques discriminatoires, le désintéressement des femmes dans les actions politiques et administratives et le faible niveau d'accès à l'information. La mise en œuvre des plans d'actions des femmes est opérationnelle pour donner suite aux échanges au sein des 12 fora qui ont été mis en place par le projet dans les groupements, Kagando, Kabunambo, Luberizi, Kakamba et Luvungi. 240 personnes y ont participé dont 116 femmes (90%). A travers une étude sur les normes sociales et les pratiques qui les accompagnent, des **outils de sensibilisation adaptés à la lutte contre les normes sociales rétrogrades ont été identifiés et produits**, entre autres, les *picture boxes* et les *baffles* pour la sensibilisation communautaire. La diffusion des spots éducatifs a été réalisée à travers 4 radios de la plaine de la Ruzizi et une de la ville d'Uvira. Les sujets portaient essentiellement sur la lutte contre les effets néfastes des normes sociales au sein des communautés et la promotion du changement des comportements et attitudes. Ces activités ont favorisé les discussions sur les normes sociales pour contribuer au changement des mentalités en passant par la déconstruction des stéréotypes négatifs qui assignent des rôles néfastes en matière de transformation des conflits, de paix et de stabilisation.

Durant ce semestre, 5 échanges entre les femmes membres des fora et les autorités ont eu lieu, à l'issues desquelles les responsables des groupements ont soutenu la participation inclusive des femmes (la représentation des communautés Bafuliiru et Barundi et d'autres communautés). 5 hommes Sur 27 femmes ont été soutenues par le projet pour participer dans une réunion CLSP en vue de présenter les besoins spécifiques des femmes en lien avec la sécurité pour des actions concertées. Ces femmes ont été choisies par leurs paires lors des réunions de préparation des femmes aux activités de CLSP. 12 Fora ont menés des actions des sensibilisations et des échanges communautaires dans les groupements des Kagando, Kabunambo, Luberizi, Kakamba et Luvungi. Elles ont analysé les contextes sécuritaires, élaboré les rapports des incidents des violations des droits des humains et sur les faits perturbateurs de la consolidation de la paix qu'elles ont partagés avec les foras de groupements et le CLSP et menés des actions de sensibilisation focalisées sur la lutte contre les normes sociales des pratiques qui les accompagnent en fonction de leur impact sur le genre au sein de leurs communautés respectives. Ces échanges au sein des fora avec les autorités favorisent la cohésion communautaire. Le PDL validé de la chefferie des Bavira et celui encore en cours d'enrichissement de la chefferie des Bafuliiru prennent en compte des besoins spécifiques aux femmes. Les deux documents prévoient entre autres les actions suivantes : intégrer la dimension genre dans toutes les actions à entreprendre et dans les instances de prise de décision (dimension gouvernance, paix et cohésion sociale et promouvoir l'accès de tous les enfants, filles et garçons à l'éducation de qualité (dimension sociale).

Une activité de suivi et évaluation des activités des forums sur la mise en application des engagements pris dans le document d'étude sur les normes sociales et les pratiques qui les accompagnent a été effectuée. En vue d'élaboration des outils de sensibilisation de lutte contre des obstacles liés à la participation des femmes dans les processus de la stabilisation. La mise en œuvre des plans d'actions des femmes est opérationnelle à la suite des échanges qui se font dans les 12 Foras mise en place par le projet dans les Groupements de Kagando, Kabunambo, Luberizi, Kakamba et Luvungi. Des réunions mensuelles des membres sont effectuées et des émissions radio relatives aux thèmes choisis ont été réalisées à travers la Radio de la plaine de la Ruzizi à Luberizi. Les thèmes/sujets portent sur la lutte contre les effets néfastes des normes sociales, au sein de leurs communautés pour le changement des comportements et attitudes.

OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : La performance et la qualité de services de sécurité (PNC et FARDC) sont améliorées, elles fournissent des services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque)

Produit 4.1: *Les populations civiles, les autorités locales et les services de sécurité se rapprochent, la gouvernance locale inclusive et participative s'améliore et la confiance se construit*

Le projet a identifié 3 PAS existants dans les chefferies de Bavira et de Bafuliiru qui ont été analysés pour permettre leur mise à jour. La mise en place et l'opérationnalisation de 2 CLSP et 12 forums des groupements et le diagnostic sécuritaire effectué par le projet ESPER ont facilité l'identification et l'analyse des problèmes sécuritaires. Des ateliers d'élaboration et/ou de mise à jour des PAS à travers des CLSP élargis aux organisations communautaires, y compris celles des femmes et des jeunes dans les chefferies des Bafuliiru et des Bavira, ont été organisés. Dans chaque chefferie, les problèmes de sécurité identifiés ont été mis à jour et les actions prioritaires ont été définies par les participants. Pour ces deux chefferies, **2 PAS ont été élaborés et sont en cours d'écriture niveau des experts**. Le projet n'a pas élaboré le PAS de la chefferie de la plaine de la Ruzizi à cause de la persistance de la dualité et celui de Minembwe compte tenu de la confusion qui plane autour du statut de Minembwe. Une séance de validation sera organisée par les différentes parties prenantes pendant le premier trimestre de l'année 2 du projet. La validation permettra la mise en œuvre de ces plans à travers les réunions de CLS, CLSP et forums des groupements. Les CLSE seront mis en place pendant le premier trimestre de l'année 2 après la validation de PAS. Ces activités étaient **une occasion pour les populations locales et les autorités d'identifier et d'analyser ensemble les problèmes prioritaires de sécurité** de leurs entités respectives en proposant des pistes des solutions. C'était également l'occasion de doter chaque ETD d'un PAS en vue d'aborder d'une manière efficace les problèmes prioritaires de sécurité et le rôle à jouer par chaque acteur y compris les femmes, les jeunes et les personnes marginalisées. Les femmes et les jeunes ont participé à l'identification et à l'analyse des besoins sécuritaires et ont participé à la mise en œuvre des recommandations. Ces activités ont concerné 126 personnes dont 31 femmes (25%). Ceci a contribué à l'amélioration et la construction de la confiance entre les autorités et la population locale, la gouvernance locale inclusive et participative (20% au premier semestre et 67% au second semestre). Après l'élaboration des documents de PAS de proximité dans les chefferies des Bavira et des Bafuliiru en décembre 2021, leur validation n'est intervenue qu'au premier trimestre de l'année 2022. Pour la chefferie des Bavira l'atelier de validation a connu la participation des 44 personnes dont 17 femmes pour la chefferie de Bafuliiru 49 personnes dont 12 femmes et 37 hommes. Les chefferies des Bafuliiru et des Bavira ont bénéficié d'un appui pour mettre en œuvre les PAS. Les deux chefferies avaient mis en place des plans d'action, en ciblant certaines actions prioritaires qu'elles ont estimé être en mesure de réaliser dans un premier temps.

Deux réunions de coordination ont été organisées avec OIM pour harmoniser le type d'appui à accorder au CLSP de la chefferie de Bafuliiru et au forum de groupement d'Itara-Luvungi. **A la fin de l'atelier, les PAS de la chefferie de Bavira et Bafuliiru ont été validés et un plan opérationnel du PAS a été mis en place.**

La validation de ces PAS ont permis aux **chefs des chefferies d'organiser des réunions publiques au cours desquelles ils échangent avec leurs populations respectives sur les problèmes sécuritaires de leurs entités**. Ainsi ils ont réalisé des itinérances sous forme des réunions des CLSP élargis au cours desquels ils ont fait parts les populations locales aux efforts déployés par les ETD pour l'amélioration de la sécurité. Ils ont également réfléchi avec ces populations sur les obstacles sécuritaires majeurs susceptibles d'entraver la mise en œuvre des PDL de ces entités et les mesures devant permettre de trouver des solutions aux défis rencontrés. **Ces activités ont renforcé la performance des ETD** en les aidant à être redevables vis-à-vis des communautés locales et sont devenus accessibles aux préoccupations des populations

Avec l'appui financier du projet ESPASK, les PAS des chefferies des Bavira et des Bafuliiru ont été vulgarisés par leurs CLSP respectifs. En plus, chaque chefferie, à travers son CLSP, a mis en place un certain nombre d'activités issues du PAS qui ont été réalisées auprès des autorités locales, les leaders locaux et la population, afin que tout le monde s'implique dans l'amélioration de la sécurité des chefferies.

Au total 17 Comités locaux de sécurité élargis (CLSE) ont été tenus dans les chefferies des Bavira et Bafuliiru dans le cadre des itinérances des chefs des chefferies. Ils ont touché 1384 personnes dont 428 femmes parmi lesquelles les membres des comités locaux de sécurité (CLS) restreints et les représentants des populations.

Au cours des échanges, après avoir pris connaissance du contenu du PDL 2022-2026 et du budget participatif 2022, les participants ont diagnostiqué les obstacles sécuritaires majeurs à la mise en œuvre du PDL et proposé des pistes de solutions comme notamment l'activisme des groupes armés dans la chefferie des Bafuliiru. 10 réunions dont 4 dans la chefferie des Bafuliiru et 6 dans la chefferie des Bavira ont été organisées et ont porté sur l'évaluation des recommandations/résolutions/décisions issues des réunions antérieures.

Conduites par les chefs des chefferies, ces rencontres ont dans l'ensemble regroupé 476 personnes dont 100 femmes. Elles se sont tenues du 14 au 21 décembre 2022 dans 6 groupements de la chefferie des Bavira et du 14 au 19 décembre 2022 dans quatre groupements de la chefferie des Bafuliiru.

Les progrès des résultats réalisés à cet objectif prouvent qu'il y a amélioration de la prestation de la PNC à la sécurité des entités par le fait qu'au moins dans plusieurs entités, des éléments de PNC sont visiblement vus entraînant de sécuriser la population ; des patrouilles ; la population de cette étude a affirmé que la PNC a multiplié des patrouilles ; séjours en brousses ; de tournées pendant la journée. En plus de cela, il a été signalé que les éléments de la PNC ont réalisé des bouclages ciblant des villages avec des fortes rumeurs de sécurité telles qu'aperçu des hommes armés suspects. Il a été évoqué de même un comportement positif et acceptable des éléments de la PNC pendant leurs prestations. Cette contribution de la PNC à la sécurité a été boostée par l'approche RBF. Néanmoins la valeur cible a été sous-estimée dans le cadre de résultat, le score moyen dégagé est au-delà de cible total

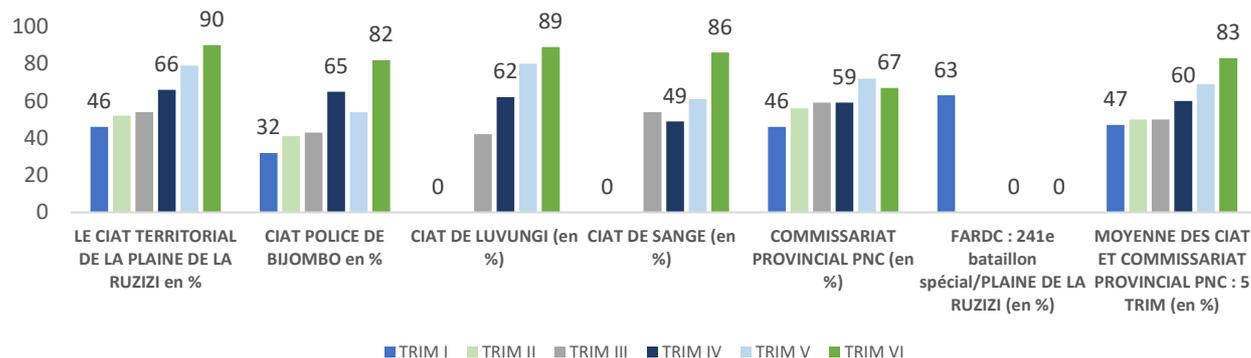
Produit 4.2 : Les services de sécurité sont redevables, efficaces, collaboratifs, transparents, plus proches et accessibles à toute la population (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque de toutes les ethnies)

Les indicateurs de performance des PNC et FARDC basés sur les priorités des services de sécurité, qui comprennent des indicateurs de lutte contre les exactions et les tracasseries ont été formulés et validés en atelier du 2 au 5 février 2021. 37 personnes dont 4 femmes y ont participé. 7 contrats de performance avec 1 régulateur PNC (commissariat provincial de la PNC Bukavu), 1 régulateur FARDC (secteur opérationnel), 2 prestataires PNC (Ciat Bijombo, Ciat Territoriale de la Plaine) et 3 prestataires FARDC (Kabunambo ; Bijombo et Luvungi) ont été élaborés et la plupart signés pendant l'atelier de contractualisation initial le 6 mars 2021. La signature et la transmission des comptes bancaires a été particulièrement difficile avec les FARDC, du fait de leur structure hiérarchique, et vu qu'ils sont souvent dans les opérations ou affectés ailleurs (par ex Luvungi). Cela a conduit à modifier quelques partenaires RBF dans le domaine de la sécurité et les Ciat Luvungi et Ciat Sange ont ainsi intégré l'approche RBF pour le troisième cycle (septembre 2021).

Une harmonisation avec le projet ESPER dans la mise en œuvre de l'approche a été effectuée en vue d'éviter toutes duplications et chevauchement d'activités sur terrain. Une séance de formulation des indicateurs de performance de la PNC a été effectuée et au moins 18 indicateurs de performance par prestataire et régulateur ont été élaborés et validés pendant l'atelier¹¹. Les indicateurs de performance ont comme objectif d'améliorer la qualité de services de police et aident à résoudre leurs problèmes prioritaires, ainsi que ceux des populations locales y compris ceux des femmes. Cela inclut sécurisation des personnes et de leurs biens en organisant des patrouilles et séjours en brousses ou des cas d'abus, des violations, kidnapping et violences sexuelles. Pour renforcer la mise en œuvre de l'approche, **6 missions trimestrielles de coaching et de vérification, ainsi que 5 enquêtes de satisfaction communautaire** ont permis de renforcer et améliorer la performance de la PNC, l'accès des communautés aux services de la police et la compréhension des préoccupations et besoins réels des communautés en matière de sécurité. Cela a également permis de fournir des solutions aux problèmes sécuritaires. Le résultat de cette vérification a démontré une bonne amélioration de la performance au 6^{-ème} cycle par rapport au premier et deuxième cycle RBF (voir tableau ci-dessous et pour détails l'annexe sur les résultats RBF).

¹¹ Exemple indicateur RBF de la PNC : 100% des dossiers judiciaires, des cas de VS et VSBG dénoncés au niveau de la police sont transmis au parquet concerné dans le délai de 48 heures.

Evolution de la performance des acteurs de la PNC avec le projet ESPASK pendant le 6 trimestres RBF



% Moyenne performance évaluée vis à vis des acteurs de la PNC pendant le 6 derniers trimestres



TRIMESTRE	LE CIAT TERRITORIAL DE LA PLAINE DE LA RUZIZI en %	CIAT POLICE DE BIJOMBO en %	CIAT DE LUVUNGI (en %)	CIAT DE SANGE (en %)	COMMISSARIAT PROVINCIAL PNC (en %)	FARDC : 241 ^e bataillon spécial/PLAINE DE LA RUZIZI (en %)	MOYENNE DES CIAT ET COMMISSARIAT PROVINCIAL PNC : 5 TRIM (en %)
TRIM I	46	32	-	-	46	63	47
TRIM II	52	41	-	-	56	-	50
TRIM III	54	43	42	54	59	-	50
TRIM IV	66	65	62	49	59	-	60
TRIM V	79	54	80	61	72	-	69
TRIM VI	90	82	89	86	67	-	83
MOYENNE	64	53	68	62	60	63	62

Le paiement des subsides a ainsi été effectué sur base de performance de chaque prestataire et régulateur.

Compte tenu du contexte et de nouveaux besoins après 2 cycles de RBF, les indicateurs de performance ont été révisés et adaptés au contexte local et besoins des communautés locales en définissant de nouvelles stratégies de mise en œuvre, élaborant la feuille de route à base des défis rencontrés. C'est le cas de Bijombo où le Ciat Bijombo dépendant de Minembwe devrait s'appuyer sur le commissariat provincial de la PNC qui, avec les nouvelles unités affectées à Bijombo a identifié un commandant compétent et instruit afin de relever les lacunes et faibles observées. Ces indicateurs révisés ont été à la base du renouvellement du contrat avec les partenaires pour les 3 cycles restants en 2022.

Pour renforcer la mise en œuvre des activités sécuritaires un appui à la police nationale congolaise (PNC) a été apporté aux régulateurs et prestataires. **six coachings et six évaluations de performance de partenaires ont connu la participation d'un total moyenne de 25 participants dont 7% des femmes.** Pendant les séances de coaching, il a été attelés sur : les aspects en lien avec le seuil de réalisation des indicateurs RBF et des résultats escomptés (indicateurs quantitatifs/qualitatifs et enquêtes de satisfaction communautaire) au cours des trimestres antérieurs, les difficultés/défis rencontrés et en projeter les perspectives en terme mesures de mitigation et stratégies, l'explication de l'outil indice et l'outil de plan de management et la planification et le suivi des activités trimestrielles.

Il a été relevé avec **les témoignages de la population de Luvungi que les relations avec la PNC se sont beaucoup plus améliorées ces derniers temps grâce au projet ESPASK et que la plupart de mauvaises pratiques des policiers ne sont plus visibles dans la zone.** Il a été observé que les populations rencontraient des difficultés de comprendre le rôle de la police qui a profité à un certain moment d'user de la tracasserie sur la population à cause de l'ignorance. Ça montre l'importance des activités de sensibilisation de la population à travers la police, les journées portes ouvertes organisées par la police, les sensibilisations sur mécanisme des plaintes contre les policiers qui tracassent la population. Les activités de vérification ont été accompagnées de deux enquêtes de satisfaction ont été menées suivant deux cycles de RBF.

Les scores totaux par prestataire et régulateur sont élaborés dans l'annexe.

Produit 4.3. : *Les capacités techniques, institutionnelles et opérationnelles des services de sécurité, des autorités coutumières et des OSC sont renforcées*

Le projet a renforcé la capacité des services de sécurité, autorités coutumières et OSC sur les droits humains (y compris les droits spécifiques des femmes et des enfants victimes de violences), les principes 3P et 3R, les mécanismes de prévention des violations des droits humains, y compris les violences basées sur le genre, les extorsions, les tracasseries et la corruption. La formation a rassemblé 51 personnes dont 12 femmes (24%), incluant 3 policiers, 3 FARDC, les agents de la DGM et 1 agent de l'ANR. Tous ont pu améliorer leurs connaissances sur le rôle et les responsabilités des services de sécurité, des autorités coutumières et des organisations de la société civile coutumières. Ce renforcement des capacités a été complété par une autre formation au profit des structures communautaires des jeunes et des femmes sur les techniques de monitoring des incidents de protection et de sécurité qui a permis aux membres de ces structures formées d'apprendre à mieux rapporter les incidents sécuritaires et de protection. La formation a rassemblé 19 personnes dont 11 femmes (58%) et 8 représentants des 10 structures communautaires des groupements de Kagando, Kabunambo, Luberizi, Kakamba, Itara-Luvungi, Lemera et le représentant du groupement de Luberizi. 3 formations ont été organisées.

Un **atelier de formation sur la déontologie de la police et la police de proximité, protection de l'enfant, des femmes et respect des droits de l'homme** a été organisé du 11 au 13 mai en faveur de 45 policiers dont 2 femmes (4%) venus de la chefferie de Bavira (Bijombo, Kalungwe et Makobola), de la chefferie de la plaine de la Ruzizi (Kagando, sange, Mutarule et Ndunda) et la chefferie de Bafuliuru (Luvungi, ndolera et Lemera). Cette formation a été organisée dans le but de renforcer le système sécuritaire dans la zone et renforcer les engagements de la police pour le maintien de l'ordre public. Ceci a été suivi par le monitoring des commissariats et sous-commissariats, les autorités civiles locales et celles de la police pour améliorer leurs connaissances en matière de collaboration. Les populations ont compris les activités de maintien de l'ordre public de la police. Ces activités ont renforcé les liens entre la police et la population locale. Sur terrain des progrès ont été réalisés par la police. **Des témoignages de la population démontre une nette amélioration dans le comportement de la police et un niveau de professionnalisme avéré.** Cela se justifie des progrès dans les résultats RBF.

Et à cela s'ajoute le renforcement des capacités des services de sécurité, autorités coutumières et OSC sur les droits humains (y compris les droits spécifiques des femmes et des enfants victimes de violences), les principes (3P et 3R), les mécanismes de prévention des violations des droits humains y compris les violences basées sur le genre, les extorsions, les tracasseries, la corruption, etc. Cet atelier a connu la participation de 38 personnes, dont 15 femmes soit 39%,

Pour chaque site de formation les participants étaient issus de membres des structures communautaires/OSC accompagnées par le projet et des différentes autorités locales politico-administratives et coutumières et celles de différents services de sécurité (PNC, ANR et DGM). Ces ateliers ont été facilités par le commissaire supérieur de l'inspection provinciale de la PNC Sud-Kivu, Chef de service adjoint de la Sécurité publique.

Il faut noter qu'une autre formation de recyclage des OPJ des commissariats et sous commissariats Kiliba, Sange, Luberizi, Lemera, Luvungi et Bijombo, a été organisée. Au total 30 agents de la police nationale Congolaise ont été capacités sur la déontologie et l'éthique des OPJ; droit penal special, enquêtes criminelle et rédaction des process verbaux; la prevention et la lutte contre les traitements inhumains et dégradants en milieu carcéral, les violences sexuelles et basees sur le genre et procedures en matiere des violences sexuelles ;Les droits humain. Cet atelier avait été facilité par le premier substitut du procureur près le tribunal de grande instance d'Uvira, le commissaire principal du commissariat territorial plaine de la Ruzizi

Des séances de recyclage ont été organisée au profit des structures communautaires des jeunes et des femmes à Luvungi, à Bwegera, à Luberizi, à Kabunambo et à Kagando sur les techniques de monitoring des incidents de protection et de sécurité et

l'élaboration des plans d'action de ces structures. Les membres de ces structures communautaires formés effectuent le rapportage des cas des incidents de sécurité et de protection qui surviennent dans leurs communautés. Des séances de sensibilisation sur les droits humains, la résolution pacifique de conflits, les droits des femmes et la lutte contre les VBG sont organisées dans les communautés par les structures communautaires de Luberizi (CCI et Amour sans frontière), Kagando (Union des jeunes de Kawizi et Umoja Wa mama Maendeleo) Kabunambo (Jeunesse Kabunambo et ADDF), Kakamba (Femmes visionnaires et GRF), Luvungi (CMC, OCB Mwangaza et Dynamiques femmes). Au total 45 personnes dont 25 femmes (63%) ont activement participé à ces activités. Il faut aussi préciser qu'au courant de ce premier semestre 2022 ces **structures communautaires ont identifiés 35 cas de violation des droits humains** se rapportant sur les enlèvements/kidnapping avec demande des rançons, le vol des batails par des hommes en arme, le braquage des véhicules et leurs passagers sur la RN5 et autres routes secondaires, les assassinats ciblés, la justice populaire du fait d'accusation de sorcellerie et le déplacements des populations à la suite d'affrontements armés dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira. Pour ces différentes activités de ces structures communautaires, elles ont reçu un appui financier de 100\$ par structure communautaire.

Un monitoring des CIAT territorial de la Plaine de la Ruzizi et urbain d'Uvira de la PNC a été réalisé aux mois de juin et juillet 2022 (voir **rapport du monitoring en annexe**). L'objectif était de faire un état des lieux de la situation de la PNC dans le territoire d'Uvira en vue de formuler le cas échéant les options des réponses appropriées pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de la PNC en vue de contribuer au renforcement institutionnel, technique et opérationnel de cette unité. Du 10 au 11 juin 2022, sept acteurs ont sillonné les CIAT Luvungi, sous-CIAT Bwegera, sous-CIAT nyamutiri, CIAT lemera, sous-CIAT Rubanga, sous-CIAT Kawizi, CIAT kiliba, sous-CIAT hongero, CIAT kiliba et CIAT sange. Ces acteurs sont les suivants : Administrateur du territoire d'Uvira, le commissaire supérieur et commandant en second du CIAT territorial Plaine de la Ruzizi en charge de la Police Administrative, le commissaire Adjoint et commandant en second du CIAT territorial Plaine de la Ruzizi en charge de la police judiciaire, deux policiers d'escorte et en collaboration avec 2 staff du projet ESPASK. 6 acteurs ont couvert les sous-CIAT de Katongo et Makobola I. Ces acteurs comprenaient l'ATAF d'Uvira, le commissaire en second du CIAT urbain, le commandant CIAT de Kalundu et deux policiers d'escorte en collaboration avec un staff du projet. Les résultats d'ensemble de ce monitoring ont montré que la police dans le territoire d'Uvira fait face à de nombreuses difficultés qui se résument ainsi :

Du point de vue de la situation des ressources humaines, les effectifs des policiers sont très faibles. Certains policiers payés via le service PEPELE MOBILE ne se présentent plus au service, car étant sûrs de percevoir leurs salaires coûte que coûte. Sur le plan des ressources matérielles et financières, la plupart des CIAT et sous-commissariats visités n'ont pas leurs propres locaux. Leurs bureaux fonctionnent dans de modestes maisons louées auprès des particuliers et presque dépourvus de mobiliers. En outre la police est en proie à une insuffisance voire un manque criant d'équipements et matériels de travail tels que les tenues, les armes, les munitions, les appareils de communication, les équipements dissuasifs en cas de manifestations violentes, fournitures de bureau ... Et en termes de la collaboration avec les autres acteurs de la sécurité, à certains endroits, quelquefois les FARDC s'emparent des dossiers judiciaires liés aux assassinats par balles.

Eu égard aux résultats obtenus, plusieurs recommandations ont été formulées notamment aux autorités compétentes pour venir en aide aux CIAT et sous-CIAT Territorial Plaine de la Police et Urbain d'Uvira afin de répondre à tous les défis relevés et rendre efficaces les services de la police.

Un livret des mécanismes de collaboration entre autorité locale, police nationale congolaise et population locale a été élaboré par la VPM et Ministère de l'Intérieur, Sécurité, décentralisation et Affaires coutumières avec l'appui du projet à la suite d'un atelier d'enrichissement et de validation dudit document tenu à Kinshasa du 14 au 15 septembre 2022, et à l'issue duquel, les hauts cadres du Ministère national de l'intérieur se sont approprié le contenu du Livret, y ont porté des appréciations mélioratives, l'ont validé et adopté. (Voir le **Livret en annexe**)

De actions de monitoring de la situation sécuritaire et de protection, des séances de recyclage ont été organisée au profit des structures communautaires des jeunes et des femmes à Luvungi, à Bwegera, à Luberizi, à Kabunambo et à Kagando sur les techniques de monitoring des incidents de protection et de sécurité et d'élaboration des plans d'action d'activités de ces structures. Les membres de ces structures communautaires formés effectuent le rapportage des cas des incidents de sécurité et de protection qui surviennent dans leurs communautés, et aussi des séances de sensibilisation sur les droits humains, la résolution pacifique de conflits, les droits des femmes et lutte contre les violences basées sur le genre sont organisées dans les communautés. Plusieurs structures communautaires notamment Amour sans frontière, Cadre de Concertation Intercommunautaire, Union des jeunes de Kawizi, Umoja Wa mama Maendeleo, Kabunambo, Jeunesse Kabunambo, ADDF, Femmes visionnaires, GRF, CMC, OCB Mwangaza et Dynamiques femmes.

Il faut aussi préciser qu'au courant de l'année 2022 ces structures communautaires ont identifiés 148 cas de violation des droits humains se rapportant sur les enlèvements/kidnapping avec demande des rançons, le vol des batails par des hommes en arme, le braquage des véhicules et leurs passagers sur la RN5 et autres routes secondaires, sur les assassinats ciblés, sur la justice

populaire du fait d'accusation de sorcellerie, sur le déplacements des populations à la suite d'affrontements armés dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira, sur les cas de justice populaire. Pour ces différences activités de ces structures.

Produit 4.4 *Les autorités territoriales et provinciales compétentes prennent des engagements politiques en lien avec les objectifs spécifiques*

Un atelier de diagnostic des besoins de la police pour l'amélioration de la qualité des services fournis par les policiers dans les zones du projet a été organisé. Cette activité avait réuni 44 personnes dont 8 femmes parmi elles les autorités politico-administratives et judiciaires, les autorités policières du District et des différents commissariats PNC du district plaine de la Ruzizi et les membres de la société civile. Cette activité a permis d'identifier certains besoins criants qui nécessitent un appui de la part des autorités locales, provinciales et nationales, afin de pouvoir améliorer la qualité des services à fournir aux populations.

2 Progrès de la mise en œuvre

2.2.1 Exécution du Plan de travail et du budget

Objectif Spécifique 0 : La situation politique et sécuritaire dans les zones ciblées est « réobjectivée » et la stratégie d'intervention est affinée

Produit 0.1 : La cartographie des conflits et des acteurs est affinée ou mise à jour et une Baseline est réalisée

La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui

La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, le budget est consommé

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? la prise en compte et participation des femmes est de 21%

Produit 0.2 : La stratégie d'intervention est améliorée

La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui

La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui le budget est consommé à 64%

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? la prise en compte et participation des femmes est de 18%

Objectif Spécifique 1 : Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits autour du pouvoir coutumier dans les zones prioritaires de stabilisation

Produit 1.1 : Les parties prenantes aux conflits sont formées à l'organisation et à la participation à des séances de dialogue démocratique, participatif et inclusif et élaborent des plans d'actions reflétant une vision collective et inclusive des conflits et des réponses à y apporter

La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui,

La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui jusqu'à hauteur de 97% de consommation

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? la prise en compte et participation des femmes est de 43%

Produit 1.2 : Les populations des zones cibles et les autorités étatiques et politiques organisent des dialogues démocratiques

La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui

La consommation du budget est-elle en bonne voie ? non 39% certaines dépenses n'ont pas été justifiées à temps

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les femmes et filles au même titre que les hommes ont été impliqués dans le processus de dialogue à 12%

Produit 1.3 : Les mécanismes de mise en œuvre et de suivi et évaluation des engagements sont opérationnels

La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui, sauf pour les activités de plaidoyer et engagement politique.

La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui le budget a été consommé à 84%

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les femmes ont été impliquées dans le choix du comité de suivi et sont actrices dans le processus à 20%

Objectif Spécifique 2 : La performance et la qualité de services des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque)

Produit 2.1 : Les capacités techniques et opérationnelles des ETD sont améliorées

La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui ;

La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui jusqu'à 75%

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? la prise en compte et participation des femmes est de 30,6%.

Produit 2.2 : Les ETD et l'administration territoriale identifient et résolvent les problèmes locaux prioritaires des communautés

La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui

La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui le budget est consommé à 82%

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les femmes au même titre que les hommes ont été impliquées dans la mise en œuvre des indicateurs de performance avec les ETD et l'administration du territoire et les besoins spécifiques des femmes ont été pris en compte parmi les indicateurs des performances et d'autres activités y afférentes à hauteur de 34%
Produit 2.3 : La confiance et la redevabilité entre les autorités locales et la population sont renforcées, et le dialogue et la collaboration entre les ETD, l'administration territoriale, les autorités provinciales et la population a lieu
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui le budget est consommé à 86%
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? la prise en compte et participation des femmes est de 33%
Objectif Spécifique 3 : Les femmes influencent, et participent à, toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social
Produit 3.1 : Les femmes et les jeunes filles ont les capacités nécessaires pour influencer les dialogues démocratiques, la bonne gouvernance des ETD et de la sécurité et participer à l'ensemble du processus de restauration de l'autorité de l'État
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui, les activités sont en bonne voie.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui le budget est consommé à 70%
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les femmes ont été impliquées à 73% dans les activités
Produit 3.2 : Les femmes et les jeunes filles, au même titre que les hommes et les jeunes garçons, agissent et sont reconnues comme actrices de changement social
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui le budget est consommé à 96 %
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? la prise en compte et participation des femmes est de 68%
Produit 3.3 : Les femmes, des organisations des femmes, les hommes et les autorités locales deviennent sensibles sur des normes sociales et les rôles de genre positifs
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui le budget est consommé à 61%
Comment le genre a été intégré dans la période considérée la prise en compte et participation des femmes est de 52%

2.3 Défis et mesures de mitigation

2.3.1 Défis principaux rencontrés

Le projet a rencontré plusieurs défis :

- Le retard dans le transfert des fonds d'UAS/PNUD à Cordaid qui a retardé le démarrage du projet.
- Le retard dans le transfert des fonds de Cordaid à ses partenaires à cause de la fusion d'Equity Bank et la BCDC pour leur permettre la mise en œuvre des activités.
- L'ouverture du bureau à Uvira, la contractualisation des partenaires et le recrutement des membres de l'équipe projet et des consultants ont pris plus de temps qu'initialement prévu.
- L'atelier de lancement officiel a été reporté plusieurs fois à cause des difficultés dans l'harmonisation entre les trois consortiums financés par FCS et le gouvernement. Cela a conduit à repousser certaines activités qui ne pouvaient se faire qu'après le lancement officiel du projet qui a eu lieu le 20 novembre 2020.

La zone du projet est difficilement accessible (Minembwe, Bijombo) à cause de manque de routes et l'insécurité.

- La dualité des chefs des groupements ne permet pas une bonne mise en œuvre des activités dans la chefferie de la plaine de la Ruzizi et de Bafuliuru et retarde ainsi les activités dans ces deux chefferie. Une stratégie adaptée à la zone a été développée en vue de répondre au contexte et au défis liés à la dualité, cela implique le besoin d'une révision du projet pour mettre en place les CCRCCs.
- La signature des contrats sur l'approche RBF a été contestée dans la chefferie de la plaine de la Ruzizi, où les communautés accusent l'approche voulant légitimer le mwami de la plaine en reconnaissant son pouvoir.
- La question de statut de de Minembwe pose un problème de confusion empêchant la mise en œuvre des activités des ETD et l'amélioration de la situation sécuritaire des ETD. La révision du projet a été proposée pour contourner ce défi.

Les services de sécurité notamment les FARDC ne sont pas en permanence dans la zone. Les permutations des commandants et des troupes empêchent la bonne mise en œuvre de l'approche RBF et autres activités de plaidoyer qui nécessitent de revenir souvent sur les actions menées. Un renforcement de la PNC et une harmonisation d'appui en termes de RBF avec le projet ESPER a été faite en vue de mitiger les défis.

Les opérations militaires des forces de EAC dans le haut plateau d'Uvira ont empêché la mise en œuvre

La situation sécuritaire et les difficultés d'accès dans le territoire Uvira notamment le groupement de Bijombo empêchent la mise en œuvre de certaines activités dans les temps. Le projet a développé une stratégie d'intervention pour mitiger ces défis (voir annexe). .

- Conflits de pouvoir entrave la réalisation des activités de CLSP, PAS, PDL, fora de groupement.
- Remaniement du gouvernement provincial avec l'arrivée de nouveaux ministres entraînant le risque d'avoir de nouveaux acteurs qui ignorent le projet.

2.3.2 Défis et mesures de mitigation	
Défis	Mesures de mitigation
Inaccessibilité routière et sécuritaire dans le groupement de Bijombo	Plaidoyer auprès du cluster logistique, OCHA et autres partenaires étatiques
Dualité de chefs des groupements et des villages retarde la mise en œuvre des activités dans la zone	Des actions de plaidoyer et des discussions avec les communautés locales, leaders communautaires, honorables députés de la zone, les structures communautaires influentes dans la zone Organiser les dialogues démocratiques La mise en place/redynamisation des CCRCC
Conflits de pouvoir entrave la réalisation des activités de CLSP, PAS, PDL, forums de groupements...	Mener des actions de plaidoyer La mise en place/redynamisation des CCRCC
Remaniement du gouvernement provincial avec l'arrivée de nouveaux ministres entraînant le risque d'avoir de nouveaux acteurs qui ignorent le projet	Mobiliser et sensibiliser les membres du nouveau gouvernement provincial sur le projet afin d'en susciter leur appropriation.

Actions correctrices face au retard de mise en œuvre (le cas échéants)

- Un plan de rattrapage et un plan de réaménagement budgétaire ont été élaborés et soumis pour approbation à FCS en vue de rattraper les activités avec un retard accumulé pendant la période de mise en œuvre.
- Un renforcement du mécanisme de coordination des activités du consortium et un mécanisme de suivi de proximité est mis en place pour mitiger le retard dans la mise en œuvre.
- Une stratégie d'intervention et un mécanisme de suivi ont été mis en place pour mitiger les difficultés de la zone.
- Une révision proposée à FCS pour année 2 du projet permettra d'adapter le projet au contexte actuel et d'assurer les résultats plus importants.
- Un plan stratégique d'intervention dans le groupement de Bijombo et la chefferie de la plaine de la Ruzizi a été élaborée (voir annexe).
- Une révision du projet et du budget a été effectuée en février 2022 pour mieux répondre au contexte actuel de la zone en intégrant par exemple la mise en place/redynamisation des CCRCC non initialement prévue.
- Un renforcement du mécanisme de coordination des activités du consortium et un mécanisme de suivi de proximité est mis en place pour mitiger le retard dans la mise en œuvre.
- Un mécanisme de coordination avec les autres acteurs a été mise en place pour éviter la duplication et renforcer la complémentarité.

Partie 3 - **Éléments contextuels et transversaux**

3.1 Contexte et engagement politique

3.1.1 Contexte

- La confusion de la configuration administrative de Minembwe (commune ou village) affecte le projet négativement, quant aux autorités répondantes, et son classement, ou non, dans les ETD.
- La situation d'insécurité persistante dans certains villages du groupement de Bijombo, ne facilitant pas la mise en œuvre effective des activités du projet.
- La duplication des postes des chefs de groupement dans la Plaine de la Ruzizi, notamment les groupements de Luberizi, de Kabunambo, de Kakamba et d'Itara/luvungi pose un problème de légitimité

- Persistance des affrontements entre les FARDC et les groupes armés dans les groupements de Bijombo et Kigoma en territoire d'Uvira et déplacement des populations civiles.
- Attaques contre les ONG et des bus de transport en commun dans les territoires de Fizi et Uvira.
- Insécurité persistante dans certains villages du groupement de Bijombo, dans les environs de Minembwe et dans la chefferie de Bafuliiru (groupement de Kigoma), avec comme conséquences le déplacement des populations locales, ne facilitant pas la mise en œuvre effective des activités du projet.
- Duplication des postes de chefs de groupement dans la plaine de la Ruzizi, notamment dans les groupements de Luberizi, de Kabunambo, de Kakamba et d'Itara/Luvungi, ce qui pose un problème de légitimité et se répercute négativement sur la mise en œuvre des activités du projet.
- Difficulté de la mise en œuvre des activités RBF pour la chefferie de la plaine de la Ruzizi à cause de la résistance (d'un groupe des personnes de la tribu Bafuliiru) contre la signature du contrat RBF avec le Mwami légalement reconnu, d'origine burundaise, cette signature du contrat étant perçue comme une manière de le légitimer. Ceci a conduit à la suspension préventive du contrat RBF pour la plaine de la Ruzizi en attendant un éclaircissement sur la situation, potentiellement après les dialogues.
- Difficile implication dans l'approche RBF des bataillons et régiments du secteur opérationnel SOKOLA II, qui sont mobiles en raison du statut de zone opérationnelle. Les FARDC sont réticentes à signer des contrats RBF justifiant l'instabilité de la zone et n'ont de toute façon par le droit de détenir un compte bancaire qui ne relève pas du ministère de la défense nationale. C'est pourquoi une résiliation des contrats est en cours.
- Absences répétées des chefs de chefferie dans les activités du projet, même si c'est le ministre de l'Intérieur qui les invite. Cela empêche une bonne appropriation des acquis du projet car les personnes qui les représentent sont dépourvues de pouvoir de décision pour capitaliser les acquis du projet

3.1.2 Engagement politique

- Lors du lancement du projet à Uvira, les autorités provinciales s'étaient engagées à accompagner la mise en œuvre du projet ESPASK. Pour matérialiser cet engagement, le ministère provincial de l'Intérieur, décentralisation, sécurité et affaires coutumières et celui du Plan ont apporté leurs appuis techniques et pédagogiques à la réalisation des activités présentées dans ce rapport. A titre illustratif, c'est le ministère provincial du Plan, plus particulièrement la division du plan, qui se charge de conduire le processus d'élaboration des PDL pour les chefferies des Bavira et Bafuliiru. Le ministère de l'Intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières se charge pour sa part de l'élaboration des PAS, de la mise en place et opérationnalisation des CLSP et des forums des groupements, joue le rôle de régulateur pour l'approche RBF, et forme des ETD en matière de gouvernance sécuritaire, de décentralisation et de gestion des conflits coutumiers.
- Le consortium a pris contact avec plusieurs partenaires gouvernementaux, dont le ministre du Plan, le ministère de l'Intérieur, les divisions de l'intérieur, de la décentralisation et des affaires coutumières, l'inspection des pools, l'AT et l'inspection provinciale de la PNC pour harmoniser et coordonner les appuis techniques aux activités du projet. Une amélioration s'observe dans l'implication des autorités provinciales même si les efforts doivent être renforcés.
- Les plaidoyers ont été menés auprès des autorités compétentes de la PNC, du ministère de l'Intérieur et du Plan et les divisions provinciales de l'intérieur, décentralisation et affaires coutumières, pour que les responsables politiques s'impliquent dans la résolution des problèmes locaux mentionnés ci-dessus. Cela a été démontré dans la résolution du conflit opposant la chefferie de Bafuliiru au chef de groupement d'Itara-Luvungi, l'accompagnement des CLSP, les fora de groupement, la validation des PAS et le suivi des performances des ETD et Ciat PNC.
- Des plaidoyers sur la situation des chefs des chefferies qui n'exercent pas leur rôle dans les entités ont été menés. Des résultats satisfaisants ont été observés. Ce sont par exemple les chefs des chefferies qui organisent des activités d'itinérance, des réunions de sécurité et de développement dans les entités, et font le suivi des activités des ETD.
- Les conflits du pouvoir coutumier étant très complexes en sensible dans la zone, celui ci a mérité un engagement politique plus fort de plusieurs acteurs, y inclus l'UAS mais aussi le développement d'une stratégie d'aborder ces conflits en mettant en place des commissions consultatives des règlements des conflits coutumiers (CCRCC) pour que les conflits coutumiers soient réglés par les chefs coutumiers eux même dans les respects des lois sur les CCRCC et les chefs coutumiers. Le projet a envisagé la mise en place d'une stratégie d'engagement très fort au niveau provincial et national en vue d'aborder efficacement les conflits coutumiers et les défis liés aux entités en vue d'améliorer leur efficacité dans la gestion des problèmes.

3.2. Coordination avec les autres interventions de stabilisation

Effort de coordination	Partenaire de la stabilisation
Le consortium a participé à 1 réunion de coordination des consortiums organisés par Cordaid, ZOA	ZOA avec le projet UJAMAA
Le consortium a participé à une réunion de coordination organisé par Coordination avec Monusco CAS	Monusco CAS pour la redynamisation et mise place des CCRCC
Le projet a organisé des réunions avec OIM	OIM dans l'organisation des CLSP, la validation de PAS et l'organisation des réunions des fora des groupements
Mise en place du groupe de travail sur les conflits coutumiers	Avec les acteurs de la société civile, l'inspection de la territoriale, les divisions des affaires coutumières, décentralisation et intérieur, les ONG internationaux et locaux, OIM, Monusco CAS

3.3. Renforcement de capacité des acteurs nationaux et locaux

Avez-vous effectué un renforcement des capacités (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc) des partenaires nationaux et locaux (gouvernementaux et non gouvernementaux) non prévu dans votre programmation ?

Oui. Un atelier interne de planification et coordination avec les partenaires SOFIBEF, VNGI, CDJP et GASAP pour le démarrage des activités du projet ESPASK a eu lieu du 17 au 19 novembre 2020 à Uvira. Les partenaires ont bénéficié entre autres d'un renforcement des capacités en matière de reporting, d'intégrité et de « safeguarding ». Cordaid a organisé des formations sur la fraude, PSEA, intégrité et genre au bénéfice des partenaires du consortium ESPASK.

Avez-vous identifié des besoins de renforcement des capacités nationaux et locaux (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc) de partenaires (gouvernementaux et non gouvernementaux) ?

Oui, sur la gestion financière du projet ESPASK et dans le domaine de financement basé sur la performance/résultats ainsi que des besoins de renforcement des capacités des partenaires locaux ont été identifiés dans le domaine de l'intégration de genre dans la mise en œuvre des activités du projet, la gestion des projets, le suivi et évaluation ainsi que le reportage des activités. Pour les ETD, les besoins en formation ont également été identifiés. Pour les ETD, les besoins en formation ont également été identifiés notamment les formations sur : le statut des chefs coutumiers, la loi sur les CCRCC, les compétences et attributions des chefferies, groupements et villages, la rédaction des rapports et archivages...

3.4 Intégration de l'approche genre dans le projet

La dimension genre a été prise en compte en se basant sur la stratégie genre développées par le consortium dans le cadre du projet qui a comme objectif d'atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les différentes structures publiques et privées par le biais de renforcement des pouvoirs et de l'influence des femmes et des filles dans toutes les étapes du processus de la stabilisation. Il s'agit de mettre en exergue les préoccupations et besoins de la femme dans les activités du projet, et cela à double dimension :

- Pour les femmes : les filles et les femmes participent dans les structures de prise des décisions dans tous les secteurs de la vie communautaire. Elles prennent part aux plans de développement communautaires dans lesquels ressortent leurs besoins spécifiques.

- Pour les hommes : les garçons et les hommes devront prendre l'engagement d'ouvrir un espace de participation des femmes dans les différentes structures communautaires et de prise des décisions, d'influencer les filles et des femmes de faire une partie intégrante dans la gouvernance locale, dans la résolution des conflits, dans la cohésion sociale et dans la stabilisation ; à s'engager à la masculinité positive et à l'assainissement du climat qui étouffe la promotion de la femme.

L'intégration de l'approche genre se manifeste dans la période du rapport dans la participation active et effective dans les activités et ateliers faits, en prenant la parole pour ressortir leurs besoins spécifiques que le projet doit prendre en compte.

Les associations des femmes (féminines) sont prises en compte et concernées directement dans la mise en œuvre du projet, par exemple SOFIBEF, membre de consortium.

La prise en compte du genre s'est concrétisée dans l'ensemble des activités réalisées. Les hommes, femmes, jeunes garçons et filles, ainsi que les personnes vulnérables et marginalisées ont été impliqués tout au long du processus de mise en œuvre des activités du projet. Les femmes comme les hommes participent au même titre dans la prise de décisions dans des réunions communautaires, des ETD, les formations et sensibilisations et sont encouragées à prendre la parole. Pendant les actions de plaidoyer, les femmes sont appuyées par les hommes sensibilisés aux normes positives des femmes et des filles en vue de les amener à orienter les problèmes spécifiques des femmes pour des solutions durables. Elles sont impliquées dans les activités de formation, de sensibilisation et le suivi et évaluation des activités du projet. Une attention spécifique aux organisations de femmes et de jeunes a été donnée pour les former, pour pouvoir de plus en plus influencer la consolidation de la paix.

Les décisions des femmes et leurs opinions ou recommandations ont été prises en compte pendant dans les dialogues, dans les réunions de sécurité et des activités de gouvernance. Des actions ciblant les préoccupations des femmes ont été prises en vue d'assurer et renforcer leur sécurité. Les besoins des femmes, des jeunes, des personnes marginalisées et à risque ont été pris en compte dans le PDL et le PAS. Les indicateurs de performance des ETD et de la PNC ont répondu aux besoins des femmes contre les problèmes de violences faites aux femmes et de violences sexuelles. Des patrouilles et des séjours en brousse ont été organisés par la PNC pour assurer la sécurité des femmes.

La sélection des participants a intégré à la fois les femmes et les hommes. Le taux de participation aux activités a été d'environ 30% pour les femmes et de 70% pour les hommes. Les femmes ont été impliquées aussi bien comme participantes que comme parties prenantes dans les discussions et les planifications. Elles ont trouvé l'opportunité de s'exprimer en posant des questions sur les enjeux sécuritaires et politiques, en exposant leurs points de vue sur les sujets en discussions et en formulant des recommandations. Les thématiques développées lors de certains ateliers ont tourné autour de l'intégration du genre et de la participation active des femmes. Lors de certains ateliers, des présentations ont été réalisées par des participantes féminines.

Le plan d'action des communautés mis à jour et les plans opérationnels prennent en compte des besoins spécifiques des femmes. Un plan stratégique pour l'inclusion du genre dans la gouvernance locale a été élaboré pour permettre à toutes les catégories des personnes à participer à la gestion de la chose publique et à la stabilisation de leur milieu. Les femmes représentent 30 % des membres des bureaux des CLD et 35% des membres des bureaux des CDG. La prise en compte du genre s'est concrétisée dans l'ensemble des activités réalisées. Les hommes, femmes, jeunes garçons et filles, ainsi que les personnes vulnérables et marginalisées ont été impliqués tout au long du processus de mise en œuvre des activités du projet.

La sélection des participants a intégré à la fois les femmes et les hommes. Le taux de participation aux activités a été d'environ 35% pour les femmes et de 65% pour les hommes. Les femmes ont été impliquées aussi bien comme participantes que comme parties prenantes dans les discussions et les planifications et dans la prise de décisions dans les réunions communautaires. Les formations et sensibilisations ont été faites pour les encourager à prendre la parole. Elles ont trouvé l'opportunité de s'exprimer en posant des questions sur les enjeux sécuritaires et politiques, en exposant leurs points de vue sur les sujets en discussions et en formulant des recommandations dans les dialogues, dans les réunions de sécurité et des activités de gouvernance. Les thématiques développées lors de certains ateliers ont tourné autour de l'intégration du genre et de la participation active des femmes. Lors de certains ateliers, des présentations ont été réalisées par des participantes féminines.

Pendant les actions de plaidoyer, les femmes sont appuyées par les hommes sensibilisés aux normes positives des femmes et des filles en vue de les amener à orienter les problèmes spécifiques des femmes pour des solutions durables. Une attention spécifique aux organisations de femmes et de jeunes a été donnée pour les former, pour pouvoir de plus en plus influencer la consolidation de la paix. C'est notamment la participation des femmes des structures communautaires dans le processus de dialogue de la chefferie de Bafuliiru et dans des initiatives communautaires des femmes. C'est le cas dans la plaine de la Ruzizi où les femmes réunies au sein des structures communautaires ont sensibilisé les autres femmes sur la cohésion sociale.

Des actions ciblant les préoccupations des femmes ont été prises en compte en vue d'assurer et renforcer leur sécurité. C'est le cas des structures des femmes qui ont été accompagnées dans la préparation des réunions de CLSP et des groupements pour que leurs besoins spécifiques en termes de sécurité soient pris en compte. Des mesures de sécurité ont été prises par les autorités en vue d'assurer la sécurité des femmes. Les besoins des femmes, des jeunes, des personnes marginalisées et à risque ont été pris en compte aussi dans le PDL et le PAS. Les indicateurs de performance des ETD et de la PNC ont répondu aux besoins des femmes contre les problèmes de violences faites

aux femmes et de violences sexuelles. Des patrouilles et des séjours en brousse ont organisés par la PNC pour assurer la sécurité des femmes.

3.5 Leçons apprises

- La contextualisation régulière et le partage entre partenaires sur la situation sécuritaire de notre zone d'intervention a permis d'assurer que le projet reste en phase avec les réalités du terrain
- La tenue régulière des réunions et renforcement de la communication entre partenaires sur les activités du projet
- Le projet a envisagé au-delà de l'analyse de risque réalisé l'année passée, la priorité a été accordée à une bonne analyse des pouvoirs des acteurs et des facteurs de risques dans un contexte local en vue de mieux aborder les questions et de trouver des solutions durables en termes de gouvernance, sécurité et cohésion sociale.
- Le renforcement de suivi de proximité et coaching des partenaires ainsi que renforcement de engagement des régulateurs dans l'approche RBF.
- Le contexte socio sécuritaire étant volatile dans les zones d'intervention du projet, il a été impératif de mener régulièrement des analyses de contexte et adapter les stratégies d'intervention au changement du contexte.
- La co-organisation des activités a renforcé la cohésion entre les partenaires et améliore la mise en œuvre du programme.
- Le développement local n'est pas une recette mais un processus.
- L'amélioration de la situation générale des ETD a nécessité un engagement réel du gouvernement central, des provinces, des ETD et le renforcement de l'appui des partenaires au développement. Les actions à réaliser ont porté notamment sur la vulgarisation des lois et textes réglementaires sur la décentralisation au niveau des ETD.
- Une attention particulière a été portée sur les risques de manipulation de certains acteurs de la zone du projet, susceptible d'entraver la mise en œuvre du projet.
- Au-delà de l'analyse de risques réalisé dans le passé, ESPASK avait encore besoin d'une bonne analyse des pouvoirs des acteurs et des facteurs de risques dans le contexte local en vue de mieux aborder les questions et de trouver des solutions durables en termes de gouvernance, sécurité et cohésion sociale.
- Le contexte socio sécuritaire étant volatile dans les zones d'intervention du projet, il sied de mener régulièrement des analyses de contexte et adapter les stratégies d'intervention au changement du contexte.
- Une attention particulière doit être portée sur les risques de manipulation de certains acteurs de la zone du projet, susceptible d'entraver la mise en œuvre du projet.
- L'amélioration de la situation générale des ETD nécessite un engagement réel du gouvernement central et provincial, des ETD eux-mêmes et le renforcement de l'appui des partenaires au développement. Les actions à réaliser devraient porter notamment sur la vulgarisation des lois et textes réglementaires sur la décentralisation au niveau des ETD.
- Le renforcement de suivi de proximité et coaching des partenaires ainsi que le renforcement de l'engagement des régulateurs dans l'approche RBF a permis d'avoir plus de résultats.
- La co-organisation des activités renforce la cohésion entre les partenaires et améliore la mise en œuvre du programme.

3.6 Etudes réalisées

Veuillez indiquer toute étude réalisée au cours de la période de mise en œuvre et les joindre en annexe.

- Rapport de l'étude de base
- Rapport de cartographie des conflits et des acteurs
- Rapport d'identification des exemples positifs des concertations intercommunautaires
- Rapport d'étude sur les normes sociales et les pratiques qui les accompagnent
- Rapport sur l'identification des besoins spécifiques des femmes et filles en lien avec le pouvoir coutumier
- Rapport SWOT des mécanismes de redevabilité
- Rapport de cartographie des cadres de concertation des chefferies de Bafuliiru et de Bavira
- Etude benchmarking sur la satisfaction des populations par rapport aux services offerts par les agents étatiques des chefferies de la plaine de la Ruzizi, des Bavira et Bafuliiru
- Monitoring du CIAT territorial de la Plaine de la Ruzizi
- Monitoring du CIAT territorial urbain d'Uvira de la PNC
- Document public sur les compétences des ETD, les services des ETD, les modalités d'accès, la qualité de ces services et le rôle de la société civile

- Livret des mécanismes de collaboration entre l'autorité locale, la police nationale congolaise et la population

3.7 Révisions de projet

Le projet a procédé à une révision de l'objectif spécifique 1 du projet en intégrant l'appui à la mise en place ou la redynamisation des CCRCC, avec une révision du budget et du plan opérationnel des activités et de la zone d'intervention du projet.

Sur base de la mise en œuvre de l'année 1 du projet, le contexte actualisé et les discussions avec l'équipe d'UAS une révision des activités et du budget du projet a été sollicitée et approuvée en février/mars 2022 pour assurer une mise en œuvre efficace de l'année 2 et un impact plus solide du projet.

Il s'agit notamment des modifications suivantes :

- Le retrait de la commune rurale de Minembwe comme zone d'intervention du projet suite au contexte sensible et l'impossibilité d'y travailler comme initialement prévu ;
- La modification des produits et activités sous Objectif Spécifique 1 : la modification du produit 1.1 en « Les CCRCCs sont redynamisées/mises en place et sont en mesure de régler les conflits coutumiers par voie de conciliation, médiation ou d'arbitrage » pour inclure des activités pour redynamiser et/ou mettre en place des commissions consultatives de règlements des conflits coutumiers (CCRCC) non initialement prévues pour transformer les conflits du pouvoir coutumier très sensibles dans la zone avec un accent plus fort sur le plaidoyer et l'engagement politique sous produit 1.3 ;
- Des modifications dans la logique de certaines activités sous produits 1.1, 1.2 et 1.3 suivant le changement du contenu de produit 1.1 ;
- La réduction du nombre des partenaires initialement prévus et le retrait des FARDC dans l'approche RBF vu les difficultés de l'année 1, et l'ajout d'une Agence de Vérification et Contractualisation (l'EUP) pour renforcer la triangulation et la qualité du coaching et de la vérification des performances des acteurs RBF des 3 cycles restantes ;
- L'ajout d'une activité de mise en place d'un Groupe de Travail sur les conflits coutumiers avec les acteurs clés ;
- L'ajout d'une formation de la police pour répondre aux besoins exprimés par la PNC

3.8 Illustration narrative spécifique (optionnelle)

1. Exemple de réussite 1

Titre de l'histoire : la société civile de Sange s'est appropriée le slogan « la sécurité est l'affaire de tous »

Le président de la société civile de Sange et de ses environs a déclaré : « Auparavant, la population savait que la sécurité était l'affaire des seules autorités coutumières, administratives et sécuritaires (FARDC, PNC, DGM, ANR). Voilà pourquoi elle était peu impliquée dans la promotion de la sécurité dans notre entité. Mais en même temps, les faits d'insécurité se multipliaient et c'est cette même population qui en reste la victime principale. Devant cette situation et après avoir participé à l'atelier de restitution des résultats de l'analyse des plans d'action issus des dialogues communautaires tenus dans le passé, organisé par le projet à Uvira en mars 2021, j'ai réuni mes collaborateurs pour réfléchir aux mécanismes à mettre en place afin d'aider les forces de l'ordre à restaurer la sécurité dans notre entité. Les militaires en place ne connaissent pas le milieu. Les malfaiteurs profitent de cette lacune pour commettre des bévues. Au cours de cette rencontre, nous avons encouragé la dénonciation par tous des personnes suspectes de troubler la paix. Nous avons également proposé que les soldats collaborent avec nos jeunes civils de bonne moralité. Après la rencontre, nous sommes allés rencontrer tour à tour le chef de cité, le commandant FARDC et celui de la PNC de la place. Tous ont favorablement reçu nos propositions et y ont apporté leurs contributions. Avec ces autorités, nous sommes passés à l'action. Et aujourd'hui, la situation sécuritaire s'est améliorée dans notre entité et ses environs. »

2. Exemple de réussite 2

Un agent du bureau du territoire d'Uvira a témoigné au sujet de l'approche méthodologique adoptée dans le processus d'élaboration du PDL : « Les chefferies au niveau du territoire d'Uvira fonctionnent sans PDL, et

surtout sans PDL validé. Le refus de validation des PDL existants serait, à mon avis, en partie dû à l'approche utilisée pour la formulation des PDL. Le processus était limité à un public très restreint. Contrairement aux précédents partenaires, le projet apporte une innovation. Le projet met en œuvre une approche méthodologique basée sur les diagnostics participatifs et implique le plus grand nombre d'acteurs : les autorités politico-administratives, les chefs coutumiers, les populations, etc. Cela permet de prendre en compte les vrais besoins et aspirations. Ce qui présage des PDL de qualité. »

Les témoignages suivants sont en rapport avec les ateliers de formation des membres des CDG Kitundu, Katala, Bijombo, Kabindula, Kidjaga, Kalungwe et Makobola sur le fonctionnement des CDG.

Témoignage 1

« Cette formation a amélioré mes connaissances sur plusieurs aspects du fonctionnement du CDG. Désormais je sais la voie privilégiée pour résoudre tout éventuel conflit. C'est la négociation, la collaboration et non la pression, la révolte. »

Témoignage 2

« Nous étions dans l'obscurité. La formation est venue nous apporter de la lumière sur la façon dont nous devons travailler avec nos autorités locales et les autres clés de développement pour booster le développement de nos entités. Chacun sait désormais quel est son rôle, quelles sont ses attributions. Quelle bonne formation! »

En lien avec le dialogue de réconciliation entre les acteurs de la chefferie des Bafuliiru et ceux du groupement d'Itara-Luvungi :

Un habitant de Luvungi s'est exprimé en ces termes : « Nous félicitons VNG International pour l'exploit qu'elle a réalisé d'appuyer le dialogue de réconciliation entre les autorités de la chefferie et celles de notre groupement. Le conflit remontait était séculaire et personne ne savait le désamorcer. Les autorités étatiques à plusieurs niveaux avaient sans succès de mettre autour d'une même table les deux parties. Le chef de chefferie se sentait presque étranger dans ce groupement. Il ne pouvait pas passer la nuit ici à Luvungi. Craignait-il pour sa vie ? Sans doute. Mais grâce au récent dialogue de réconciliation tout cela appartient au passé. Le chef de chefferie et ses collaborateurs viennent fièrement à Luvungi. Ils y passent la nuit, mangent et boivent à leur aise. »

Au sujet du processus d'élaboration des PDL et budgets participatifs :

Une habitante de Kabimba dans le groupement de Kalungwe s'est réjouie : « J'ai un jour (je ne sais plus quand) reçu à mon domicile deux jeunes qui, au début de mes échanges avec eux, m'ont appris qu'ils venaient m'enquêteur pour connaître la situation socio-économique de mon ménage. Quand je leur ai demandé ce qu'il gagnerait à vouloir à connaître la situation de mon ménage, ils m'ont répondu que je n'étais pas seule à être interrogée. Quelle fut ma joie lorsqu'ils m'ont appris que les informations récoltées par-ci par-là aideraient la chefferie à connaître les problèmes vécus par la population à la base et à orienter les actions de développement ! Après notre entretien, très intéressant, ces jeunes gens sont répartis. Quelques temps après j'ai reçu une invitation pour participer à la réunion de restitution et de validation des rapports produits à la suite de la récolte des données. Je suivais attentivement qui présentait le rapport. Et j'ai trouvé que ce qu'il disait correspondait à notre réalité. Plus tard, j'ai reçu une autre invitation de la chefferie pour participer à une réunion, le comptable de la chefferie nous a présenté la situation de notre chefferie en 2021 en termes des recettes et des dépenses. J'ai beaucoup apprécié cette pratique. Récemment, j'ai reçu une autre invitation de la chefferie pour participer à la validation de ce qu'ont appelé le plan de développement de notre chefferie. Je me réjouis que la chefferie m'implique dans toutes ces activités auxquelles j'aurais voulu que toute la population de notre chefferie participe. Je me réjouis vraiment que la chefferie appelle des membres de la population pour échanger avec eux autour des questions qui touchent le développement de notre entité. »

Au sujet de l'appui à la PNC :

Pendant l'organisation de l'atelier d'actualisation des plans d'action des forums des femmes animé par le projet ESPASK à Luvungi en date du 08 juin 2022, les femmes comme les hommes ont déclaré « nous sommes tellement fiers du projet ESPASK. Depuis que ce projet appui la police nationale congolaise nous avons observé une amélioration considérable dans la manière d'interagir avec la population. Des tracasseries ont sensiblement diminué, l'extorsions des biens, le paiement de 100000FCS (50\$) dollars américains pour chaque convocation n'existe plus, les tracasseries des détenus ont diminué. Aujourd'hui la police sensibilise à travers la radio des émissions sur son rôle et répond aux préoccupations des populations, la population organise des réunions avec

la population pour expliquer de la manière dont les populations doivent porter plainte contre les policiers qui se comportent. Nous sommes bien reconnaissants du travail fait par le projet. La police est plus qu'amie qu'ennemie de la population qu'il y a une année. Nous vous remercions et continuer à nous aider car disent-ils celui qui apporte la sécurité est plus important que celui qui nous donne à manger. On ne peut qu'avoir l'appétit que si on a la sécurité. »

Témoignage du chef de groupement de Muhungu et membres des CLD et CDG sur l'amélioration de la sécurité dans son entité grâce aux fora de groupement :

« Notre groupement était la proie de l'insécurité dominée par le vol, kidnapping, baraquage des véhicules... Grâce à l'appui au CLSP et forum des groupements la situation sécuritaire s'est beaucoup améliorée. Des suivis des réunions de groupements sur la sécurité sont organisés avec les FARDC, PNC, ANR et le groupement. Des décisions sont prises et chaque acteur joue bien ce rôle c'est par exemple les FARDC qui renforcent les positions militaires sur des endroits dangereux. Nous vous remercions et remercions ceux qui vous appuient. Aujourd'hui par exemple à Kawizi, les gens ne sont plus braqués et c'est grâce au projet. »

Autres histoires du succès, voir le **rapport ad hoc en annexe**

Partie 4 - Evaluation des éléments du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS.

Evaluation des éléments du rapport par le Secrétariat Technique ISSSS

Mise en œuvre du plan de travail et budget				
	3	2	1	N/A
Mise en œuvre du plan de travail et du budget				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre à temps ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre dans les limites du budget prévu ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les défis ont-ils été activement gérés ?				
<i>Commentaire :</i>				
Progression vers les résultats attendus				
	3	2	1	N/A
Progrès vers l'atteinte des résultats attendus				
Dans quelle mesure les résultats attendus sont-ils en voie d'être atteints ?				
<i>Commentaire :</i>				
Qualité du rapport narratif et annexes obligatoires				
	3	2	1	N/A
Qualité du rapport narratif				
Dans quelle mesure les éléments de ces rapports sont-ils clairement expliqués ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure la budgétisation sensible au genre est-elle respectée ?				
<i>Commentaire :</i>				
TOTAL				

Commentaire générale du Secrétariat Technique ISSSS

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS (STAREC et UAS)

Partie 5 – ANNEXES

-  Annexe I CADRE LOGIQUE ESPASK
-  Annexe II Cordaid FACE- Final Signé
-  Annexe II Cordaid FACE Sud Kivu- Final
-  Annexe III rapport étude benchmarking chefferie de Bavira
-  Annexe IV rapport étude benchmarking chefferie Bafuliiru
-  Annexe IX PDL chefferie des Bavira
-  Annexe V rapport étude benchmarking chefferie plaine de la Ruzizi
-  Annexe VI acte d'engagement dialogue chefferie Bafuliiru et groupement ITARA
-  Annexe VII plans d'actions d'amélioration de gestion ETD Bencharking
-  Annexe VIII RAPPORT MONITORING CIAT
-  Annexe X Avis de conformité du PDL chefferie des Bavira

CADRE LOGIQUE actualisé_SSU_semestre III
Projet Ensemble pour la Sécurité et la Paix Sud Kivu
ESPASK-Projet Ensemble pour la Sécurité et la Paix au Sud-Kivu

	Indicateur type	Indicateur	Baseline	Réalisation semestrielle			Endline	Valeur cible	% Atteint Cum S2	% Atteint Cum S2	% Atteint Cum S3	endline	Source of Vérification	Commentaires
				Sem Juin 2021	Sem Déc 2021	Sem Juin 2022								
OBJECTIF-Résultat global														
Une gouvernance locale inclusive et participative contribue à la réduction de l'ampleur et de l'incidence des conflits de pouvoir coutumier	Indicateur standard IR.1.1	% de personnes dans les provinces ciblées qui se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes	25%	32%	41%	68%	88%	40%	80%	102%	170%	88%	Baseline, six monthly reporting, endline.y	Cet indicateur a connu d'énormes progrès ; les résultats de endline(88%) sont supérieurs de loin de la valeur cible(40%) ; de même que la Baseline(25%)d'où le progrès estimé à 43% comparativement à la baseline. La situation sécuritaire dans les trois entités du projet ESPASK s'est beaucoup améliorée comparativement à celle de l'étude de base. Ce progrès se justifie assurément par le fait que la population a brisé la peur qui s'observait dans elle lors des activités quotidiennes. Cette amélioration sécuritaire a été boostée d'une part par les efforts du projet ESPASK à travers le renforcement des capacités des acteurs de sécurité, l'approche RBF qui a multiplié les performances des acteurs de sécurité, l'appui technique et financier à l'élaboration du PAS et organisations continues de CLSE.
	Indicateur standard R1.3	% de personnes qui pensent que les projets de consolidation de la paix adressent les problèmes importants de leur zone	40%	21%	100%	59%	87%	80%	26%	125%	74%	109%	Baseline, six monthly reporting, endline.	Comparativement à la Baseline(40%) où les communautés ont moins apprécié la pertinence des actions des projets I4S; les résultats de endline ont été améliorés significativement (87%), et cela se justifie par un engagement ferme des autorités d'accompagner les activités I4S s'adressant aux problèmes prioritaires de

	Indicateur type	Indicateur	Baseline	Réalisation semestrielle			Endline	Valeur cible	% Atteint Cum S2	% Atteint Cum S2	% Atteint Cum S3	Cumul endline	Source of Vérification	Commentaires
				Sem Juin 2021	Sem Déc 2021	Sem Juin 2022								
<i>Les parties prenantes aux conflits sont formées à l'organisation et à la participation à des séances de dialogue démocratique, participatif et inclusif</i>	Indicateur standard 1a.1	Nombre des structures avec le score d'efficacité / durabilité amélioré	0	15	9	11	17	23	62%	39%	48%	74%	Baseline, six monthly reporting, endline	<i>Comparativement aux résultats de diagnostics de fonctionnalité, inclusivité et Durabilité des structures réalisés au cours de ce semestre Juin-Dec 2022, la conclusion est que 17 sur 23 structures ont amélioré leur rôle de la résolution/ médiation/ transformation/ prévention des conflits dans les communautés, la sensibilisation des communautés pour la cohésion sociale et le plaidoyer, soit un cumul de 74% ; ce qui prouve que celles-ci pourront continuer à jouer valablement leur rôle même après le projet ESPASK</i>
	Indicateur standard 1a.2	% des structures accompagnées qui ont atteint le seuil de d'efficacité / durabilité	0%	65%	39%	58%	74%	80%	81%	49%	72%	92%	Baseline, six monthly reporting, endline	<i>Les progrès de cet indicateur rassurent l'utilisation des acquis du projet ESPASK après même ce dernier par les structures accompagnées</i>
ACTIVITÉS														
Activité 1.1.1 : Formation des acteurs pertinents et membres des structures communautaires en matière de résolution des conflits, la médiation, le dialogue démocratique et la mobilisation communautaire.														
Activité 1.1.2 : Sensibilisation et coaching des communautés sur la cohésion pacifique, la collaboration intra et interethnique et la paix sociale.														
Activité 1.1.3 : Renforcement des capacités des femmes et filles sur le rôle de la femme dans la résolution des conflits et l'accompagnement pratique.														
Activité 1.1.4 : Elaboration et/ou mise à jour des plans d'action responsabilisant les acteurs pour la mise en œuvre effective des recommandations pertinentes des objectifs 2, 3 et 4.														
Activité 1.1.5 : Organisation de réunions de validation des plans d'action.														
Produit 1.2: Les populations des zones cibles et les autorités étatiques et politiques organisent des dialogues démocratiques														
<i>Les populations des zones cibles et les autorités étatiques et politiques organisent des dialogues démocratiques</i>	Indicateur de projet 1.2.a	# de dialogues démocratiques et d'actions de lobby et plaidoyer ayant eu lieu	0	2	1	1	4	15	13%	7%	7%	27%	Baseline, six monthly reporting, endline	<i>Cet indicateur est moyennement bon car atteint de manière continuels à 54% : de la collecte endline ressorte que 4 plaidoyers ont été formulés dont : 2 plaidoyers sur l'amélioration des conditions de travail de la PNC ; plaidoyer sur les alternatives de gouvernance de zones en conflits dans la</i>

														Plaine de Ruzizi ; Plaidoyer sur l'élaboration de Guide la Police nationale congolaise. A cela s'ajoute 4 dialogues réalisés à la première année ; dont en tous 8 sur 15 plaidoyers atteints
Indicateur de projet 1.2.b	% de la population qui estime avoir la possibilité d'échanger avec les autorités étatiques et politiques sur leurs problématiques sécuritaires	67%	59%	59%	75%	71%	60%	98%	98%	125%	118%	Baseline, six monthly reporting, endline	L'indicateur est sur la bonne voie	
Indicateur standard 1c.1	Nombres de résolutions proposées au gouvernement approuvées et mises en application	0	0	0	0	1	4	0%	0%	0%	25%	Baseline, six monthly reporting, endline	Cet indicateur a été atteint à 25%. Au total une résolution sur le « Dialogue entre les Chefs coutumiers » a été proposée	
Indicateur standard 1c.2	Nombres de résolutions spécifiques aux femmes proposées au gouvernement approuvées et mises en application.	0	0	0	0	1	6	0%	0%	0%	17%	Baseline, six monthly reporting, endline	Cet indicateur a été atteint à 17% par rapport à la valeur cible. Il avait été recommandé à SSU de scinder cet indicateur à trois sous indicateurs pour mieux le renseigner	
Indicateur standard 1c.3	Nombre de plaidoyers effectués en faveur de la résolution des conflits par les IP	0	5	0	0	4	4	125%	0%	0%	100%	Baseline, six monthly reporting, endline	Cet indicateur a été atteint à 100%. Au total 4 plaidoyers ont été formulés par le projet dont 2 plaidoyers sur l'amélioration des conditions de travail de la PNC ; 1 plaidoyer sur les alternatives de gouvernance de zones en conflits dans la Plaine de Ruzizi et 1 Plaidoyer sur l'élaboration de Guide la Police nationale congolaise.	

Indicateur standard 1d.1	Nombre de programmes radio liés aux thématiques de prévention, résolution, gestion de conflit et la cohabitation pacifique	-	4	4	0	4	4	100%	100%	0%	100%	Baseline, six monthly reporting, endline	Cet indicateur a été atteint à 100% grâce à l'approche RBF qui a formulé les émissions radiophoniques comme indicateur avec les trois CIAT et avec aussi l'Administration Territoriale
Indicateur standard 1d.4	Nombre des programmes radio liés à la thématique sur les droits de la femme	-	4	4	0	7	4	100%	100%	0%	175%	Baseline, six monthly reporting, endline	Au total 7 programmes radio liés à la thématique sur les droits de la femme ont été élaboré et exécuté par les structures de femmes appuyées, pendant la deuxième année du projet D'où l'indicateur a été atteint à 175%,néanmoins la valeur cible a été sous estimée sur base de la réalité du terrain.
Indicateur standard 1d.3	Nombre de séance d'information - communication du projet aux communautés bénéficiaires par rapport au processus et activités du projet	40	89	7	0	6	200	45%	4%	0%	3%	Baseline, six monthly reporting, endline	Cet indicateur continuuel est sur la bonne voie : atteint en globalité à 52% d'où 142 sur 200 séances d'informations prévues. Notons que les données de Endline releve que 6 séances ont été réalisée au cours de ces six derniers mois ; il s'agit des ateliers de restitutions de résultats du projet et résultats RB. Cet indicateur a été sur estimé
Indicateur de projet 1.2.c	Nombre de séances de médiation entre différents chefs coutumiers en conflit de pouvoir organisées.	-	0	0	2	1	10	0%	0%	20%	10%	Baseline, six monthly reporting, endline	Une séance de dialogue organisés ce dernier semestre. Cet indicateur n'a pas eu des progrès
Indicateur de projet 1.2.d	Nombre d'accord entre différents chefs coutumiers en conflit de pouvoir qui sont formalisés et entérinés par	0	0	0	2	0	2	0%	0%	100%	0%	Baseline, six monthly reporting, endline	Outre les deux actes d'engagements qui ont été signés et anthérines à l'année 1, aucune autre n'a été réalisé, d'où l'indicateur avait déjà été atteint au semestre précédent.

		l'autorité provinciale compétente													
ACTIVITÉS															
Activité 1.2.1 : Appui à la mise en place (ou à la redynamisation) d'un cadre de concertation, de dialogue et de résolution des conflits présidé par le Ministère provincial en charge de l'intérieur et la société civile															
Activité 1.2.2 : Actualisation de l'analyse des conflits réalisée pour l'objectif spécifique 0.															
Activité 1.2.3 : Organisation de séances de concertation, dialogues et de résolution/transformation des conflits intra et intercommunautaires en vu d'obtenir des engagements politiques et communautaires															
Activité 1.2.4 : Elaboration, impression et large diffusion des engagements pris et du processus de dialogue, y compris par des groupes WhatsApp, des journaux et des émissions radio interactives															
Activité 1.2.5 : Accompagnement technique de réalisation de certains engagements sous forme de mesures ou textes juridiques															
Activité 1.2.6: Lobbying et plaidoyer auprès des autorités nationales, provinciales et locales sur base du plan d'action															
Produit 1.3 : Les mécanismes de mise en œuvre et de suivi et évaluation des engagements sont opérationnels															
<i>Les mécanismes de mise en œuvre et de suivi et évaluation des engagements sont opérationnels</i>	Indicateur de projet 1.3.a	# de membres des structures communautaires qui ont participé au suivi-évaluation de la mise en œuvre des engagements	0	46	15	37	41	46	100%	33%	80%	89%	Baseline, six monthly reporting, endline	<i>Les progrès de cet indicateurs se justifient par une forte participation (89%) des membres des structures communautaires au suivi-évaluation de la mise en œuvre des engagements à la travers les mécanismes de gestion de plaintes installés et fonctionnels, les échanges avec le Comité Technique de suivi pour le suivi-évaluation, des ateliers de restitutions de résultats, tenue de CLSE ..</i>	
	Indicateur de projet 1.3.b	# de mécanismes de mise en œuvre et de suivi évaluation ayant pris forme par rapport à la planification prévue	0	2	2	0	3	5	40%	40%	0%	60%	Baseline, six monthly reporting, endline	<i>Cet indicateur a été atteint</i>	
ACTIVITÉS															
Activité 1.3.1 : Evaluation SWOT des mécanismes de redevabilité existants (cadres de suivi) et renforcement technique selon les résultats de l'évaluation															
Activité 1.3.2 : Soutien à l'organisation et la structuration de cadres de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre et du niveau d'accomplissement des engagements/des actions															
Activité 1.3.3: Tribunes d'expression populaires pour recueillir les opinions et orientations communautaires et des autorités (et, si besoin, améliorer le dispositif)															

Activité 1.3.4 : Elaboration d'un mécanisme d'alerte et de rappel sur les engagements pris.

Résultat Spécifique 2 : La performance et la qualité de services des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque)

<p><i>La performance et la qualité de services des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque)</i></p>	<p>Indicateur de projet 2.a</p>	<p>Nombre d'initiatives développées par les ETD et autorités locales résultant des plans et des requêtes liées de la population</p>	-	0	0	0	16	15	0%	0%	0%	73%	<p>Baseline, six monthly reporting, endline.</p>	<p><i>Cet indicateur a eu des progrès significatifs se justifiant par le fait que sur 18 propositions faites par la chefferie des Bavira, 5 ont été mises aux votes et retenues ; et pour la chefferie des Bafuliru, 11 retenues sur 19 proposées. D'où 73% d'initiatives développées par les ETD et autorités locales résultant des plans et des requêtes liées de la population</i></p>
	<p>Indicateur standard IR2.b</p>	<p>% de personnes qui pensent que les points de vue de la population sont pris en compte dans la gestion de la chose publique</p>	-	-	45%	71%	79%	50%	-	90%	142%	79%	<p>Baseline, six monthly reporting, endline.</p>	<p><i>Les perceptions de la population par à la prise en compte de ses opinions s'est considérablement améliorée dans la gestion de la chose publique, ce qui explique les 79% à l'étude endline</i></p>

Produit 2.1 : Les capacités techniques et opérationnelles des ETD sont améliorées

<p><i>Les capacités techniques et opérationnelles des ETD sont améliorées</i></p>	<p>Indicateur de projet 2.1.a</p>	<p>% de progrès de performance</p>	0%	0%	38%	76%		80%	0%	48%	95%		<p>Enquêtes semestrielles</p>	<p><i>A renseigner après enquête de satisfaction communautaire dernier cycle RBF (voir Jean-Jacques)</i></p>
	<p>Indicateur standard 3c.2</p>	<p>% des autorités des ETD et des animateurs des structures citoyennes formés qui ont amélioré leur niveau de connaissance de leurs rôles et responsabilités</p>	35%	67%	87%	100%	65%	70%	96%	124%	143%	93%	<p>Enquêtes trimestrielles</p>	<p><i>L'indicateur est sur la bonne voie</i></p>

	Indicateur standard 3c.3	Nombre des Plans locaux de paix et de développement (PLD) élaborés de manière participative et approuvés	0	0	2	0	1	3	0%	67%	0%	33%	Le plans Locaux disponible pour Bafuliuru et Bavira.	Cet indicateur est atteint à 100 % suite à 2 PDL qui ont été élaborés (1 dans Bafuliuru et l'autre dans Bavira) et validé au cours de l'année 1 ; et dont la cérémonie de remise officielle a eu lieu. Il est à noter que 1 PDL pour Plaine de la Ruzizi a été élaboré pour la deuxième année du projet, d'où l'indicateur atteint à 100%
	Indicateur Standard 3c.4	% des PLD élaborés de manière participative et approuvés prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et groupes marginalisés.	0%	0%	67%	0%	33%	100%	0%	67%	0%	33%	PDL	L'indicateur est sur la bonne voie et atteint à 100%
ACTIVITÉS														
Activité 2.1.1 : Renforcement des capacités des ETD en matière de bonne gouvernance, de décentralisation, des droits et devoirs des ETD et des citoyens vis-à-vis de l'Etat, la gestion participative des ETD, les mécanismes de participation citoyenne, les mécanismes de reddition des comptes.														
Activité 2.1.2 : Renforcement des capacités des ETD et de l'administration territoriale sur la planification stratégique et l'approche de financement basé sur les performances/gestion axée sur les résultats et l'élaboration des PDL.														
Activité 2.1.3 : Accompagnement pratique des ETD et de l'administration territoriale dans la mise en œuvre des PDL et autres mesures de redevabilité, de participation et de transparence.														
Activité 2.1.4 : Elaboration et publication d'un document public sur les compétences des ETD, les services des ETD, les modalités d'accès, la qualité de ces services et le rôle de la société civile.														
Activité 2.1.5 : Benchmarking : processus de collecte et de mise en œuvre des bonnes pratiques liées à la mise en œuvre des recommandations des dialogues, des plans de développement et de prise en compte du genre dans la gouvernance.														
Activité 2.1.6 : Diffusion de la nomenclature des taxes, les modes de recouvrement et de réclamation, la prévention et la dénonciation des abus dans le processus de recouvrement.														
Produit 2.2 : Les ETD et l'administration territoriale identifient et résolvent les problèmes locaux prioritaires des communautés														
Les ETD et l'administration territoriale identifient et résolvent les problèmes prioritaires	Indicateur standard 3c.1	Nombre des mécanismes de concertation mis en place ou redynamisés qui sont opérationnels au niveau des ETD	-	0	4	0	3	3	0%	133%	0%	100%	Enquêtes semestrielles	L'indicateur a été atteint à 100% (il y a 2 CLSP, 11 CDG, 2 CLD, 12 Fora de groupement et CLSE).

communautés	Indicateur standard 3c.5	% de projets du PLD de l'ETD retenu dans le plan de développement provincial	-	0%	0%	100%	100%	10%	0%	0%	100%	100%	Baseline, six monthly reporting, endline	L'indicateur a été atteint. Les documents des projets des PLDs des ETD retenus dans le PLD ont été validés au niveau local et puis soumis au niveau provincial pour être intégré dans le PDL provincial.
ACTIVITÉS														
Activité 2.2.1 : Appui à l'élaboration/mise à jour ou l'amélioration des plans de développement local des ETD en impliquant les autorités locales, provinciales et les communautés (les femmes, jeunes, leaders communautaire, confessions religieuses, etc.).														
Activité 2.2.2 : Appui à l'élaboration du budget participatif des ETD basé sur les priorités formulées dans les PDL avec les mêmes acteurs (avec la participation des communautés, autorités provinciales, etc.) et axés sur les besoins exprimés dans les dialogues et plans d'action de mise en œuvre des recommandations.														
Activité 2.2.3 : Formulation et validation des indicateurs de performance avec les ETD et administration territoriale, les associations des femmes, celles des jeunes et d'autres leaders communautaires.														
Activité 2.2.4 : Elaboration des contrats de performance et séance de signatures des contrats de performance.														
Activité 2.2.5 : Séances de révision et de validation de ces indicateurs selon le changement de contexte ou des nouveaux besoins.														
Activité 2.2.6 : Missions trimestrielles d'évaluation/vérification des performances par des experts vérificateurs, couplée au coaching.														
Activité 2.2.7 : Enquêtes de satisfaction communautaire de l'offre de service des ETD réalisée par les associations locales recrutées pour cette fin chaque semestre.														
Activité 2.2.8 : Paiement des subsides selon les résultats réalisés par les ETD et l'administration territoriale en tant que régulateurs.														
Activité 2.2.9 : Séance de partage des résultats réalisés par les ETD avec les autorités provinciales et la communauté.														
Activité 2.2.10 : Appui au financement de certains projets issus des plans d'action des dialogues, des plans de développement et de sécurité en suivant la logique RBF et benchmarking.														
Activité 2.2.11 : Appui aux associations de femmes et des jeunes pour contribuer à la mobilisation des recettes fiscales des ETD.														
Produit 2.3 : La confiance et la redevabilité entre les autorités locales et la population sont renforcées, et le dialogue et la collaboration entre les ETD, l'administration territoriale, les autorités provinciales et la population a lieu														
La confiance et la redevabilité entre les autorités locales et la population sont renforcées, et le dialogue et la collaboration entre les ETD, l'administration territoriale, les autorités provinciales et la population a lieu	Indicateur projet 2.3.a	Nombre de séances de redevabilité organisées par les autorités des ETD en faveur des membres de la société civile locale	0	0	0	0	3	10	0%	0%	0%	30%	Rapport d'activité	Cet indicateur n'a pas enregistré des progrès ; les chefferies de Bavira et de Bafuliiru ont chacune organisé 3 réunions des CLSP élargis aux communautés locales
	Indicateur projet 2.3.b	Nombre de séances d'évaluation de services publics organisés entre les ETD, l'administration territoriale, les autorités	0	0	0	0	0	4	0%	0%	0%	0%	Rapport d'activité	Voir Jeremie (aucune source de vérification)

		<i>provinciales et la population</i>													
	Indicateur projet 2.3.c	% des recommandations adressées aux ETD par la société civile pendant les séances de redevabilité et d'évaluation des services publics qui sont mis en œuvre par les ETD	0%	0%	0%	0%	0%	40%	0%	0%	0%	0%	Rapport d'activité	Voir Jeremie	
ACTIVITÉS															
Activité 2.3.1 : Renforcement de capacités des membres de la société civile, en particulier les organisations de femmes et de jeunes, en matière de bonne gouvernance, de décentralisation, de droits et devoirs des ETD, y compris des citoyens envers l'État															
Activité 2.3.2 : Evaluation des mécanismes de concertation existant / SWOT.															
Activité 2.3.3 : Renforcement technique adapté aux résultats de l'évaluation SWOT.															
Activité 2.3.4 : Appui à la tenue des mécanismes de concertation officiels existants entre les autorités des ETD et les communautés en vue d'assurer le suivi de la mise en œuvre du PDL et de l'utilisation optimale du budget participatif															
Activité 2.3.5 : Appui à l'organisation des CLSP (comité de sécurité élargi à la communauté - organisations de femmes et de jeunes, confessions religieuses) au niveau des ETD, orientés dans les questions de paix et de la sécurité.															
Activité 2.3.6 : Lobbying et plaidoyer auprès des autorités provinciales et nationales sur l'envoi régulier de la rétrocession due aux ETD concernées.															
Résultat Spécifique 3 : Les femmes influencent, et participent à, toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social															
<i>Les femmes influencent, et participent à, toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social</i>	Indicateur standard IR5.a	% femmes et les membres de groupes marginalisés qui estiment que leurs points de vue sont reflétés dans la mise en œuvre de solutions participatives et de processus de consolidation de la paix	34%	50%	75%	-	91%	40%	20%	30%	-	91%	Baseline, six monthly reporting, endline	<i>Cet indicateur a eu des progrès dans les perceptions de la population ayant participé à l'étude endline</i>	

	Indicateur standard IR5.b	% des femmes dans les institutions (Sénat, gouvernement, parlement) au niveau national, provincial et local	-	-	31%	28%	28%	5%	0%	620%	500%	28%	Baseline, six monthly reporting, endline	L'indicateur est sur la bonne voie comparativement à la cible. Les données de la baseline et le premier semestre n'étaient pas collectées.
	Indicateur standard IR.2a	% de personnes qui perçoivent que les autorités locales (Chef de Quartier/ Village) représentent les intérêts et opinions de la population	56%	59%	45%	71%	79%	60%	98%	75%	118%	131%	Baseline, six monthly reporting, endline	Les progrès de cet indicateur sont liés aux perceptions favorables de la population cible par l'étude endline à la suite des efforts du projet, on note une sous estimation de la cible pour les deux derniers semestres.

Produit 3.1 : Les femmes et les jeunes filles ont les capacités nécessaires pour influencer les dialogues démocratiques, la bonne gouvernance des ETD et de la sécurité et participer à l'ensemble du processus de restauration de l'autorité de l'État

<i>Les femmes et les jeunes filles ont les capacités nécessaires pour influencer les dialogues démocratiques, la bonne gouvernance des ETD et de la sécurité et participer à l'ensemble du processus de restauration de l'autorité de l'État</i>	Indicateur de projet 3.1.a	#de session de formations organisées et d'outils développés et disséminés	0	3	3	1	2	10	30%	30%	10%	20%	Baseline, six monthly reporting, endline	De manière globale cet indicateur a été atteint à 90% et de façon spécifiquement endline à 20% de plus. Cela signifie que les bénéficiaires ont participé aux sessions des formations organisées et d'outils développés et disséminés comme ; session sur l'élaboration de plan d'action, document d'identification des besoins spécifiques des femmes pour l'année 2021 et 1 formation organisée en 2022 pour la révision des outils ; pour cette deuxième année des séances de coaching et renforcement de capacités des partenaires RBF
	Indicateur standard 5b.1	# de femmes formées en leadership transformationnel	0	64	37	0	31	120	53%	31%	0%	26%	Baseline, six monthly reporting, endline	Cet indicateur a été atteint de manière globale à 110% soit 132 femmes formées sur le leadership transformationnel

ACTIVITÉS

Activité 3.1.1 : Ateliers d'identification et de documentation des besoins spécifiques des femmes et les jeunes filles en lien avec des enjeux liés aux conflits de pouvoir coutumier à la gouvernance et à la sécurité.

Activité 3.1.2 : Elaboration des outils/guides pratiques d'information sur la participation au processus aux dialogues et d'élaboration des plans de développement à l'intention des femmes et des jeunes

Activité 3.1.3 : Formation de femmes et jeunes filles sur le leadership féminin, le plaidoyer, la participation aux débats démocratiques, etc.

Produit 3.2 : Les femmes et les jeunes filles, au même titre que les hommes et les jeunes garçons, agissent et sont reconnues comme actrices de changement social

Les femmes et les jeunes filles, au même titre que les hommes et les jeunes garçons, agissent et sont reconnues comme actrices de changement social	Indicateur de projet 3.2.a	% de femmes et d'hommes qui se sentent impliqués dans le processus de changement au sein de leur communauté	68%	65%	77%	80%	81%	70%	93%	110%	123%	115%	Enquête de perception	L'indicateur est sur la bonne voie car les données du premier semestre qui étaient de 65% sont passées à 77% au second semestre et à 80% au premier semestre 2022.
	Indicateur standard 1b.2	% de la population qui estime que les plans d'actions communautaires répondent aux besoins spécifiques des femmes ?	27%	48%	17%	71%	0%	40%	120%	43%	178%	0%	Enquête de perception	Pas de collecte sur cet indicateur au dernier semestre

ACTIVITÉS

Activité 3.2.1 : Soutien à l'élaboration d'un plan d'action des femmes pour participer à la réalisation des objectifs 1,2 et 4a, son suivi, sa mise en œuvre et son évaluation périodique durant la mise en œuvre du projet.

Activité 3.2.2 : Soutien à la participation physique des femmes et jeunes filles aux mécanismes de dialogue et d'élaboration des plans de développement

Activité 3.2.3 : Séances pour les chefs coutumiers, représentants des autorités locales et autres autorités sur le genre et les résultats de développement et de stabilisation positifs qui ressortent d'une participation plus active des femmes dans le processus de stabilisation et de consolidation de la paix (en lien avec la résolution 1325).

Activité 3.2.4 : Appui financier à la réalisation des activités dédiées aux organisations des femmes et des jeunes filles en application des engagements sous les objectifs 1, 2 et 4

Produit 3.3 : Les femmes, des organisations des femmes, les hommes et les autorités locales deviennent sensibles sur des normes sociales et les rôles de genre positifs

Les femmes, des organisations des femmes, les hommes et les autorités locales deviennent sensibles sur des normes sociales et les rôles de genre positifs	Indicateur standard 2b.2	Nombre de séances de formation sur la protection de la femme en faveur des agents de sécurité et de l'ordre organisés	0	2	1	0	1	40	5%	3%	0%	3%	Collecte Semestrielle	Cet indicateur n'a pas eu des progrès comparativement à la valeur cible et la cible a été sur estimée
	Indicateur de	% des plans d'actions qui	27%	49%	67%	100%	100%	100%	49%	67%	204%	100%	Baseline, six monthly	Cet indicateur a été atteint à 100%

projet 3.3.a	répondent aux besoins spécifiques des femmes												reporting, endline	
ACTIVITÉS														
Activité 3.3.1 : Documenter les normes sociales et les pratiques qui les accompagnent														
Activité 3.3.2 : Mettre en place des forums/espaces de discussions et d'analyse autour des normes sociales et les pratiques en fonction de leur impact sur le genre au sein des communautés														
Activité 3.3.3 : Produire des outils de sensibilisation adaptées aux normes dans les communautés														
Activité 3.3.4 : Sensibiliser les communautés sur les effets des normes sociales dans communautés et les changements nécessaires														
Objectif Spécifique 4 : La performance et la qualité de services de sécurité (PNC) sont améliorées, elles fournissent des services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque)														
	Indicateur standard IR2.2	% de bénéficiaires qui estiment que les PNC offrent une contribution " grande" ou " très grande" dans la sécurité de leur zone.	14%	16%	24%	52%	72%	30%	53%	80%	173%	72%	Enquêtes semestrielles	Les progrès de cet indicateur prouvent qu'il y a amélioration de la prestation de la PNC à la sécurité des entités par le fait qu'au moins dans plusieurs entités, des éléments de PNC sont visiblement vus entrain de sécuriser la population ; des patrouilles ; la population de cette étude a affirmé que la PNC a multiplié des patrouilles ; séjours en brousses ; de tournées pendant la journée. En plus de cela, il a été signalé que les éléments de la PNC ont réalisé des bouclages ciblant des villages avec des fortes rumeurs de sécurité telles qu'aperçu des hommes armés suspects. Il a été évoqué de même un comportement positif et acceptable des éléments de la PNC pendant leurs prestations. Cette contribution de la PNC à la sécurité a été boostée par l'approche RBF. Néanmoins la valeur cible a été sous estimée.
Produit 4.1 : Les populations civiles, les autorités locales et les services de sécurité se rapprochent, la gouvernance locale inclusive et participative s'améliore et la confiance se construit														
	Indicateur standard 2a.1	Nombre de CLSP et Forums de groupement qui sont mis en place et fonctionnels	0	0	14	14	10	8	0%	175%	175%	125%	Enquêtes semestrielles	L'indicateur a été atteint par rapport à la valeur cible, ce qui prouve la mise en œuvre de ces cadres permanents, mais aussi et surtout leur opérationnalisation (fonctionnalité) par la tenue des réunions

															et la participation de leurs membres dans la chefferie des Bafuliiru et la chefferie des Bavira
Indicateur standard 2a.3	Nombre des problèmes de sécurité identifiés, suivis et résolus	0	0	2	0	4	6	0%	33%	0%	66%	Enquêtes semestrielles	L'indicateur a été atteint à 100% en faisant le cumul du fait qu'à la première année 2 problèmes ont été identifiés, suivis et résolus ; et la deuxième année 4 ont été résolus		
Indicateur standard 2a.4	Nombre des plans de sécurité élaborés et approuvés	0	0	2	2	0	3	0%	67%	67%	0%	Enquêtes semestrielles	Cet indicateur a été atteint au semestre précédent par l'élaboration et approbation de 2 PAS dont 1 pour Bavira et l'autre pour Bafuliiru. Donc de progrès considérable. Le troisième qui devrait être élaboré par la chefferie de Plainte de Ruzizi n'a pas été possible suite au conflit de pouvoir qui battait recors		
Indicateur standard 2a.5	Nombre des problèmes de sécurité spécifiques aux femmes identifiés, suivis et résolus	0	0	0	0	1	2	0%	0%	0%	50%	Enquêtes semestrielles	Cet indicateur qui cumule le nombre de problèmes de sécurité spécifiques aux femmes qui ont été identifiés, amenés aux autorités de l'ordre et de sécurité pour trouver solution et qui effectivement ont été résolus par ces autorités, a été atteint à 50% seulement car 1 sur 2 problème est allé jusqu'à la résolution.		

ACTIVITÉS

Activité 4.1.1: Appui à la mise à jour et à l'élaboration des plans d'action de sécurité à travers des comités locaux élargis aux organisations communautaires dont les organisations des femmes et des jeunes filles et garçons.

Activité 4.1.2 : Mise en œuvre des plans d'action de sécurité d'actions susceptibles de réduire les risques/menaces identifiés conjointement

Activité 4.1.3 : Appui à l'organisation et à la tenue des conseils locaux élargis de sécurité pour évaluer le niveau de mise en œuvre des plans d'action de sécurité et autres engagements pris dans le cadre de l'objectif 1

Produit 4.2 : Les services de sécurité sont redevables, efficaces, collaboratifs, transparents, plus proches et accessibles à toute la population (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque de toutes les ethnies)

Les services de sécurité sont redevables, efficaces, collaboratifs, transparents, plus proches et accessibles à toute la	Indicateur standard 2a.2	Nombre d'événements de rapprochements civilo-militaires organisés par le CLSP (divisé par type d'événement)	0	2	0	0	8	6	33%	0%	0%	133%	Enquêtes semestrielles	Il convient de noter selon les résultats de la collecte Endline que, huit (8) événements de rapprochement civilo-militaires ont été organisés par les CLSP dans les entités concernées par le projet. Des activités de rapprochement qui ont été organisées par le projet ESPASK ont favorisé et amélioré la confiance, la
--	--------------------------	---	---	---	---	---	---	---	-----	----	----	------	------------------------	--

Indicateur standard 2b.3	% d'agents de sécurité et de l'ordre formés qui ont amélioré leur niveau de connaissance en DIH sur leurs rôles et responsabilités	0	–	–	–	85%	60%	0%	0%		141%	Enquêtes semestrielles	Cet indicateur a été atteint à 85% comparativement à la valeur cible de 60% donc des progrès de 25% ; c'est-à-dire que 29 sur 34 agents de sécurité et de l'ordre formés qui ont amélioré leur niveau de connaissance en DIH sur leurs rôles et responsabilités, la valeur cible a été sous estimée.
Indicateur standard 2b.2	Nombre de séances de formation sur la protection de la femme en faveur des agents de sécurité et d'ordre organisées	0	2	1	0	1	4	50%	25%	0%	25%	Enquêtes semestrielles	Indicateur atteint à 100%
Indicateur standard 2b.4	% d'agent qui ont amélioré leur niveau de connaissance de leurs rôles et responsabilités sur les droits des femmes	0%	20%	67%	0%	67%	80%	25%	84%	0%	84%	Enquêtes semestrielles	L'indicateur a été atteint
Indicateur standard 2b.1	Nombre de séances de formation sur la protection civil et Droits de l'homme en faveur des agents de sécurité et d'ordre organisées	0	2	1	0	1	4	50%	25%	0%	25%	Enquêtes semestrielles	L'indicateur a été atteint à 100%

ACTIVITÉS

Activité 4.3.1 : Appui aux autorités provinciales et territoriales à établir des outils pratiques de mobilisation des forces de police et de l'armée par des autorités locales.

Activité 4.3.2: Formation des autorités coutumières en particulier les responsables des ETD sur les mécanismes pratiques pour mobiliser les forces de police ou de l'armée.

Activité 4.3.3 : Appui au benchmarking : mécanisme de collecte des informations, de comparaison, d'apprentissage et d'amélioration des bonnes pratiques de gouvernance sécuritaire en particulier dans la lutte contre les exactions et tracasseries diverses.

Activité 4.3.4 : Renforcement des capacités des services de sécurité, autorités coutumières et OSC sur les droits humains (y compris les droits spécifiques des femmes et des enfants victimes de violences), les principes (3P et 3R), les mécanismes de prévention des violations des droits humains y compris les violences basées sur le genre, les extorsions, les tracasseries, la corruption, etc.

Activité 4.3.5 : Appui aux services de la PNC et aux OSC (y compris des femmes et des jeunes) pour l'achat du matériel nécessaire à leur mission, en concertation avec la MONUSCO, UNPOL, le Gouvernement provincial et l'autorité nationale pertinente.

Activité 4.3.6 : Monitoring de la situation sécuritaire par des OSC et organisations communautaires (y compris des femmes et des jeunes) en particulier en ce qui concerne les exactions et tracasseries diverses.

Produit 4.4 : Les autorités territoriales et provinciales compétentes prennent des engagements politiques en lien avec les objectifs spécifiques

Les autorités territoriales et provinciales compétentes prennent des engagements politiques en lien avec les objectifs spécifiques	Indicateur de projet 4.4.b	Nombre d'engagements politiques pris par les autorités provinciales et nationales en lien avec le projet	0	0	0	0	0	10	0%	0%	0%	0%	Baseline, six monthly reporting, endline	Pas encore atteint
	Indicateur standard 1c.1	% des résolutions proposées au gouvernement qui sont approuvées et mises en application	0	0	0	0	1	2	0%	0%	0%	50%	Baseline, six monthly reporting, endline	L'application de ces engagements pris par les acteurs politiques sur « Dialogue entre les chefs coutumiers », sur initiative du projet ESPASK, a facilité de penser à la stabilisation dans trois entités et a facilité pour le projet d'atteindre durablement tous les résultats escomptés

ACTIVITÉS

Activité 4.4.1 : Elaboration participative d'un document d'engagement à destination des autorités, basé sur le diagnostic partagé, les racines politiques des dysfonctionnements des services de sécurité, les besoins pratiques exprimés par les acteurs locaux (les femmes, les communautés, PNC, FARDC, etc.)

Activité 4.4.2 : Lobbying et plaidoyer à Uvira, Bukavu et à Kinshasa en faveur de l'engagement politique des acteurs clés

Activité 4.4.3 : Elaboration, impression et diffusion des documents d'engagement politique

Activité 4.4.4 : Appui technique à la réalisation des engagements politiques notamment des instructions et mesures juridiques favorisant la gestion participative des ETD et de la sécurité (i.e. formalisation des bonnes pratiques)

Activité 4.4.5 : Suivi et évaluation périodique de la mise en œuvre des engagements politiques

Notes

- 1) certains indicateurs standards (ISSSS) ont été traduits de l'anglais au français par nos soins, ce qui peut expliquer une différence de formulation ;
- 2) les indicateurs de projet sont alignés avec le cadre logique du projet ESPER 2020-2024 (i.e. CISPE 2) ;
- 3) les données collectées pour chaque indicateur seront désagrégées par âge et par sexe ;
- 4) le suivi évaluation couvre la période de mise en œuvre du projet, c'est à dire 24 mois. La comparaison des données collectées lors du suivi évaluation se fait sur la durée du projet. La situation de départ sera évaluée par l'étude de démarrage (Baseline);
- 5) Le cadre logique pourra être révisé en phase de démarrage avec SSU pour assurer un alignement optimal et une contribution aux objectifs de stabilisation maximale.
- 6) Les cibles en pourcentages et nombres absolus seront définies et validées en partenariat avec SSU et les partenaires étatiques lors de la phase de démarrage du projet.